

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LES
FOIRES ET MARCHÉS
A DIJON
ESSAI D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE
ET
CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON
de 1200 à 1230

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le lundi 26 juin 1905, à une heure et demie

PAR

Emile COLLETTE

Président : M. VIGNES, Professeur adjoint.
Suffragants : { M. CHAMPEAUX, Agrégé.
 { M. GERMAIN MARTIN, Agrégé.

DIJON
IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

1905



PREMIÈRE PARTIE

LES FOIRES ET MARCHÉS

A DIJON

ESSAI D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Discussion sur les origines de Dijon. — La voie d'Agrippa.
— Importance économique de la ville. — Délimitation du
sujet. — Plan.

Il est intéressant — et cela n'est peut-être pas impossible — de rechercher quelles peuvent être les raisons de la naissance de notre ville et les causes de son agrandissement.

Dans une telle étude, malheureusement, une trop large part doit être faite aux conjectures, car les documents précis sur les origines de Dijon font défaut. Les auteurs ont tenté de nombreuses explications et n'ont qu'imparfaitement réussi à éclaircir le mystère qui enveloppe encore l'apparition de notre cité et qui intriguait déjà Grégoire de Tours.

Nous ne les suivrons pas sur ce terrain ; qu'il nous suffise, d'une part, de rappeler les points cer-

entre ces deux peuplades. Des relations constantes avec Chalon, Lyon, avec Autun et Langres à l'époque romaine, avec Troyes et Besançon dans la suite, purent s'établir facilement.

Nous n'avons pas l'intention de faire remonter si haut dans le passé notre étude sur les foires et marchés de Dijon. Faute de documents spéciaux à notre ville, nous ferions un travail inutile en résumant les aperçus généraux déjà faits.

Aussi, préférons-nous commencer cette esquisse au neuvième siècle, à l'époque où les cartulaires et les pièces de nos archives nous donnent des renseignements qui deviendront de plus en plus nombreux et détaillés.

Même restreinte en de telles limites, l'histoire du développement des foires et marchés à Dijon est une étude considérable, et il importe, dès maintenant, d'indiquer les points précis sur lesquels nous avons fait porter nos recherches, comme aussi ceux que nous avons écartés.

Nous nous occupons exclusivement de l'évolution des foires et marchés, et laissons volontairement de côté diverses questions que l'on aurait pu être tenté d'élucider à l'occasion de ce travail.

Nous n'approfondirons pas la question de l'influence des marchés sur la fondation des paroisses, sur le développement et l'agrandissement de la ville, ni l'action du droit de la foire et du marché sur la formation du droit urbain.

Nous laisserons également de côté la question des octrois qui, à elle seule, exigerait un travail approfondi ; nous ne parlerons que fort peu des *droits* du

marché, des divers produits qu'il donne, des péages, des tonlieux, des profits de justice, etc., et n'étudierons pas le prix des denrées aux différentes époques de l'histoire que nous entreprenons.

Par contre, nous avons l'intention de suivre de façon toute spéciale le processus général des foires et des marchés, et d'étudier les causes de leur prospérité et de leur décadence ; nous indiquerons quelles personnes ou quelles autorités, suivant les époques, en profitèrent et les réglementèrent, et chercherons à fixer leurs emplacements, leurs époques, à montrer enfin, la lutte qui, de tout temps, éclata entre les différentes sortes de marchands, bourgeois, forains ou revendeurs, et les multiples péripéties de ce conflit qui ne sera apaisé que par la disparition de la foire et la victoire des revendeurs.

Tels sont les seuls points que nous allons traiter. Nous ne parlerons pas d'autre chose, c'est dire que de nombreux travaux restent encore possibles sur cette question. Nous ne prétendons pas avoir épuisé la matière, mais, cependant, si l'on compare notre travail au seul qui existe sur le même sujet, dans l'ouvrage de Courtépée (1), et qui se réduit à quatre pages, on jugera probablement qu'il n'est pas inutile ni sans intérêt.

Il nous reste maintenant à indiquer notre plan.

Nous verrons d'abord que le marché et la foire sont la propriété des communautés religieuses de Dijon qui en touchent les bénéfices. C'est l'Eglise, en

(1) Courtépée, *Description du duché de Bourgogne*, t. I, p. 435, 436, 437 et 438.

effet, qui apparaît en premier lieu dans tous les pays, exerçant son autorité sur les manifestations commerciales. De très étroits rapports unissent aux fêtes religieuses les foires. Par leur solennité, par la foule qu'elles attirent, par leur périodicité et par la sécurité que la protection des divinités assure aux relations sociales, elles sont l'occasion de transactions commerciales. « Le temple a toujours attiré les marchands, parce qu'il attire les fidèles (1). »

Bientôt, à l'organisation religieuse succède l'organisation laïque, féodale d'abord, puis communale. Le seigneur, le premier, bat en brèche le pouvoir des grandes abbayes, et lorsqu'il cède ses droits à la commune, celle-ci restreint considérablement l'activité des communautés religieuses dont la décadence semble prochaine. Cette période, qui s'arrête avec la fin du quatorzième siècle, fait l'objet du second chapitre.

La réorganisation continue, la centralisation de tous les pouvoirs s'opère entre les mains du roi. C'est à cette époque que se creuse le fossé séparant les foires des marchés, et que les différences s'accroissent ; les premières tendent à prendre, de plus en plus, un caractère quasi-international, tout au moins ultra-régional, tandis que les autres n'intéressent plus que la ville et ses villages avoisinants, qui vont y porter les produits du sol et des animaux. Pour cette raison et par suite du nombre des documents qui ont été conservés jusqu'à nos jours, nous allons,

(1) P. Huvelin, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*, Paris, 1897, p. 97 et suiv.

à partir du quinzième siècle, étudier séparément les marchés et séparément les foires.

Celles-ci sont à la période critique : elles éprouvent des alternatives de prospérité et de déclin, tantôt elles se relèvent et tantôt elles retombent. Toutes ces fluctuations, dues souvent à des causes extérieures, les marchés ne les subiront pas. Rien ne devait arrêter leur prospérité.

Dans notre sixième chapitre, nous les voyons cependant légèrement et momentanément décliner, à l'époque troublée de la Révolution, pour se relever dès que la paix est rétablie dans le pays. Ils continuent à être très prospères au cours du dix-neuvième siècle qui marque la décadence des foires générales, définitive et sans remède. Celles-ci ont complètement disparu, pour céder la place à quelques foires spéciales qui réussissent parfaitement, bien qu'elles ne soient créées que depuis peu d'années. Nous les étudions dans notre conclusion en même temps que, pour terminer, nous jetons un coup d'œil du côté de l'avenir.

Nous avons été puissamment aidé, dans la direction de notre travail, par les conseils de M. E. Champeaux, professeur à la Faculté de Droit de Dijon, qui avait traité le sujet dans ses grandes lignes jusqu'à l'époque révolutionnaire, à son cours de Droit bourguignon.

Nous sommes redevable à l'obligeance de M. Oursel, bibliothécaire-archiviste municipal de la ville de Dijon, d'avoir pu consulter quelques pièces des archives modernes non encore classées.

Quant à notre conclusion, elle a été rédigée plus

spécialement avec les renseignements que nous avons pu recueillir auprès de M. Barabant, maire de Dijon ; de M. J. Delimoges, rédacteur-directeur de la *Bourgogne agricole*, président du Syndicat agricole de Seurre, vice-président de celui de la Côte-d'Or ; de M. C. Dumont, président de la Chambre de commerce de Dijon, conseiller du commerce extérieur de la France ; de M. Germain-Martin, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Dijon ; de M. A. Savot, président du *Syndicat de la Côte dijonnaise* ; auprès enfin de M. A. Vialay, qui fut, au Conseil municipal, le rapporteur de toutes les questions concernant les foires et les marchés.

M. le Préposé en chef de l'octroi et le receveur du marché nous ont aussi fourni de très utiles indications.

Que tous ces messieurs, et plus particulièrement M. Champeaux, veuillent bien agréer mes plus sincères remerciements.

CHAPITRE PREMIER

Les Foires et Marchés et les Communautés religieuses.

Dijon sous la domination des évêques de Langres. — Les églises de Saint-Etienne et de Saint-Bénigne : origine, situation différente, importance religieuse et commerciale. — Diplômes royaux. — Garnier de Maillys et l'abbé Guillaume. — Conflit entre les deux abbayes. — Décadence. — Les deux marchés, emplacements et jours. — Les foires de la Saint-Bénigne et de la Saint-Jean : emplacements. — Cession de Dijon au roi Robert.

Depuis l'époque de Grégoire de Tours, l'obscurité s'est faite sur le sort de Dijon ; aucun document authentique ne nous permet d'écrire son histoire. Nous ne pourrions que hasarder des conjectures, par comparaison ou assimilation avec ce qui s'est passé dans d'autres provinces ou dans d'autres villes, aussi préférons-nous nous abstenir et commencer notre étude au neuvième siècle seulement.

A cette époque, Dijon est sous la domination des

évêques de Langres. Un diplôme (1) du roi Eudes, fils de Robert le Fort, nous apprend qu'à l'exemple de Louis le Débonnaire, de Charles le Chauve, de Charles le Gros, empereurs et rois de France, ce roi confirme à Argrinus, évêque de Langres, la garde et la propriété, tant de la cité de Langres où l'église de Saint-Mammès est bâtie, que du *castrum divionense in quo sita est ecclesia in honore sancti Stephani protomartyris et juxta monasterium sancti Benigni, cum omni eorum integritate* (2).

Ce diplôme est une *charte d'immunité*. Dijon devient une *immunitas* ecclésiastique « sorte d'enceinte réservée dont l'entrée était interdite aux agents du pouvoir public (3) ».

C'est le propriétaire immuniste qui est chargé, aux lieu et place des fonctionnaires royaux, de rendre la justice, de lever les impôts, *freda aut tributa, aut telonea* (4), d'exercer tous les actes de contrainte et d'autorité (5).

Mais il était bien difficile aux évêques d'administrer eux-mêmes toutes les propriétés dont ils étaient titulaires dans leurs vastes diocèses. Ne valait-il pas mieux confier cette administration, dans chaque territoire, aux églises, aux différents groupements religieux qui s'y trouvaient déjà ? On se conformait

(1) En date de 889.

(2) *Cartul. capitul. ecclesie lingonensis*.

(3) Esmein, *Cours d'histoire du Droit français*, p. 141. — Flach, *Les origines de l'ancienne France*, t. I, p. 91 et suiv.

(4) Voir les formules d'immunité, de Rozière, nos 16 et suiv.

(5) Les marchés étaient spécialement mentionnés dans le diplôme : « *Monasteria, abbatie, aliarumque rerum possessiones, monetæ etiam, castella atque mercata...* »

ainsi aux usages courants qui tendaient à faire attribuer à chaque profession sa dotation ou son bénéfice. Les évêques de Langres furent de cet avis ; ils songèrent à se décharger d'une partie de l'administration de la ville à eux confiée et spécialement de celle des foires et des marchés qui avaient pris déjà une certaine importance.

Cette administration était très lucrative et, par conséquent, très enviée. Aussi, à Dijon, un grand embarras pouvait surgir du fait que deux églises se présentaient, avec des titres égaux, pour recevoir la donation ; toutes deux se disputaient depuis longtemps la vénération des habitants du pays : l'église de Saint-Etienne et l'église de Saint-Bénigne.

Cette dernière n'était, au sixième siècle, qu'une humble chapelle renfermant un grand sarcophage ; on y pénétrait en descendant un escalier, parce que son aire ou pavé était bien au-dessous du niveau du terrain environnant (1). Grégoire de Tours, qui la désigne sous les termes de *crypta*, *tegmen*, nous rapporte que son bisaïeul, saint Grégoire, évêque de Langres, fit élever dans la première moitié du sixième siècle, *super cryptam illam*, une basilique qui fut consacrée l'an 535.

Vers la même époque, saint Grégoire fonda l'abbaye de Saint-Bénigne, afin de confier à une communauté régulière la garde du tombeau du martyr et le service de la basilique (2).

(1) Grégoire de Tours, *de Glor. martyr.*, C. LI. « Puerulus... descendit ad tumulum... sursum rediit. »

(2) E. Bougaud et J. Garnier, *Chronique de Saint-Bénigne de Dijon*. — *Analecta divionensia*, t. IX, p. 10. « Idem venerabilis præsul ædi-

Le sarcophage de saint Bénigne était, lorsque saint Grégoire fut élu évêque de Langres, en l'an 506, un centre de pèlerinage très fréquenté par les habitants du castrum et des campagnes environnantes, les *rustici*, selon l'expression de Grégoire de Tours (1). D'après la chronique de Saint-Bénigne, « le saint martyr Bénigne devenait de plus en plus célèbre par les éclatants miracles, les guérisons extraordinaires obtenues à son tombeau ». Non seulement le peuple, mais les nobles, les princes et les rois, comblèrent de leurs présents, ce lieu qu'ils avaient pris en affection (2).

Bientôt le culte de saint Bénigne ne fut plus restreint à la seule église abbatiale de Saint-Bénigne, mais il fut revendiqué également par l'église Saint-Etienne où l'on vénérât un fragment de la pierre qui servit à sceller les pieds du martyr (3).

Cette église, qui réclamait sa part dans les offrandes des pèlerins, se disait « *le premier réceptacle des fidèles* » dans Dijon. La légende fait remonter au troisième siècle ses origines, et les renseignements concernant sa fondation, en 343, par saint Urbain, paraissent peu authentiques (4). Quoi qu'il en soit,

ficato ei templo, ex diversis partibus ibidem adunavit multos Deo servire paratos. Fulgebant tunc per Galliam plurimi sanctitate vitæ conspicui, inter quos erant sanctus Joannes, abbas monasterii quod Reomaus dicitur, necnon Eustadius, ac Sequanus sanctus, hujus provinciæ alumni. E quibus Eustadium huic loco præfuisse per aliquot annos et subjectos sibi religiose educando rexisse certum tenemus. »

(1) Chomton, *Histoire de l'église Saint-Bénigne*, p. 6 et 13.

(2) *Chronique de Saint-Bénigne*, p. 32.

(3) Chomton, *loc. cit.*, p. 84.

(4) Fyot, p. 23 et suiv.

l'eccllesia intramuranea avait, au point de vue religieux, une importance au moins égale à celle de Saint-Bénigne.

Au point de vue commercial, ces deux églises étaient dans des situations très différentes, mais également importantes. L'une, Saint-Etienne, par sa position rapprochée de la voie d'Agrippa, était en rapport avec les marchands qui se rendent à Langres, avec ceux qui remontent la Saône, et avec la plaine de Rouvres, si fertile en blés ; l'autre, Saint-Bénigne, recevait par la voie d'Autun les vins de la Côte, les animaux des vallées de l'Ouche et du Suzon.

On comprend dès lors facilement que, parmi les droits cédés aux évêques par les rois, ceux de marchés devaient être particulièrement distingués et désirés par les deux abbayes rivales. Mais ce n'était pas chose facile de les satisfaire toutes les deux. Des discussions surgirent évidemment ; nous pouvons le conjecturer d'après ce que nous verrons plus tard. Cependant, aucune des deux parties ne parvint jamais à supplanter complètement l'autre, mais chacune d'elles eut des alternatives de victoire et de revers et dut se contenter d'un partage.

En l'année 863, l'évêque Isaac cède à sa *familia* de clercs-chanoines, desservant l'église de Saint-Etienne (1), tous les droits qu'il percevait sur les

(1) Le fondateur de Saint-Etienne, saint Urbain, envoya pour desservir l'église des clercs tirés de sa cathédrale. Ces clercs logeaient et vivaient en commun, et les évêques de Langres se chargeaient de leur nourriture et de leur entretien. — Fyot, *loc. cit.*, p. 61, 66 et suivantes.

marchés et la moitié de ceux qu'il percevait sur les foires : « *Medietas de annalibus et de ebdomadali in Divione summa integritas* ».

A cette donation, déjà très précieuse, s'en ajoutait une autre assez lucrative et dont l'utilité se faisait vivement sentir à cette époque, où le stock monétaire était considérablement réduit et où la plupart des paiements se faisaient en nature (1) faute de numéraire. Ce fut le droit accordé par le même diplôme, de frapper une monnaie particulière qui s'appela livre Estevenant « *nummus Stephaniensis* (2) ».

En 874, Charles le Chauve confirma ces donations et, en 887, Charles le Gros déclare accorder à l'abbaye de Saint-Elie la moitié des bénéfices des foires et la totalité de ceux des marchés : « *Statuit denique et, in eadem auctoritate, ut de mercatis annalibus in supradictis locis medietas et de ebdomadalibus summa integritas, partibus ejusdem lingonensis atque divionensis ecclesiæ cederetur* (3). »

Déjà auparavant, l'abbaye de Saint-Bénigne avait obtenu des avantages semblables à ceux de Saint-Elie. Le 12 septembre 869, Charles le Chauve cède différents droits *cum mercato et burgo* (4), et deux années après, l'évêque Isaac, en restaurant l'église et l'abbaye, accorde aux religieux de Saint-

(1) A l'époque de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, ce stock est évalué par les économistes à un milliard de francs pour le monde civilisé.

(2) Voir : *Cartulaire de Saint-Elie, passim ; libra stephaniensis*.

(3) Archives départementales, G. 122, liasse.

(4) *Ibidem*.

Bénigne *mercatum pariter et burgum simul et districtum* (1).

Enfin, la chronique de Saint-Bénigne nous rapporte qu'en 912, le monastère obtint d'Argrinus, évêque de Langres, la cession de l'église abbatiale de Saint-Jean et la moitié du marché annuel qui appartenait à l'évêque, *mercatum annuale ad vestimenta fratrum emenda, medietatem que ad se pertinebat* (2).

Quant aux marchés hebdomadaires, Raoul, roi des Français, confirma, en 925, à l'abbaye de Saint-Bénigne, sur la demande de Gotzelin, évêque de Langres, le droit de percevoir la totalité des droits sur le marché qui se tenait le samedi au Bourg : « *Mercatum quoque die sabbati quod est in burgo omnibus septimanis ; et medietatem annalis quod est festivitate sancti Benigni...* (3). »

On conçoit sans peine l'empressement des églises à solliciter ces différentes donations, si l'on considère la grande importance qu'avait pour elles la possession du marché et de la foire. Elle donnait à celui qui en bénéficiait, d'abord, certains droits de perception sur les étrangers se rendant au marché de Dijon, à leur entrée en ville, et que l'on appelait du nom générique de *tonlieux*, *teloneum*, *toleneum*, *telonium*, *tolnetum*, *theoloneum*, *tanlagium*, *telon*, *toll*, *tolun*, *tonnel*, *tonlieu* (4).

(1) En l'année 871. — *Chronique de Saint-Bénigne*, p. 100.

(2) *Chronique de Saint-Bénigne*, p. 117.

(3) *Ibidem*, p. 124.

(4) Du Cange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*. Voir aux mots indiqués.

A ce droit de *teloneum*, analogue au *portorium* du Bas-Empire, s'ajoutait une série d'autres bénéfices. C'étaient les péages, les droits de vente et d'étalage, les amendes, les profits de justice, etc.

En possession de ces différents revenus, les deux abbayes purent traverser, sans y succomber, les périodes lugubres de la fin du dixième et du onzième siècle. Cependant la tristesse régnant à l'époque, les misères engendrées par la famine et la peste, les guerres privées, les invasions normandes (1) qui contraignirent les religieux de Saint-Bénigne à transporter le corps du saint dans le castrum (2), durent singulièrement restreindre les produits des foires et l'achalandage des marchés. Aussi l'église et l'abbaye cherchaient-elles alors à préserver leur existence et à lutter ensemble contre le péril commun sans songer à se disputer.

Cette bonne entente cessa une fois que la paix fut rétablie et les frayeurs de l'an mil dissipées, et dès qu'une première renaissance du commerce se fut manifestée au cours du onzième siècle. Cette renaissance fut considérable, nous en avons comme preuves les renseignements nombreux que fournit la chronique de Saint-Bénigne (3) et les indications du Cartulaire de Saint-Etienne.

A Verdun-sur-le-Doubs, la paix de Dieu fut pro-

(1) E. Bougaud et J. Garnier, *Chronique de Saint-Bénigne de Dijon*. — *Analecta divionensia*, t. IX, p. 115, 266.

(2) Dans la petite église Saint-Vincent qui appartenait alors à Saint-Bénigne. — Voir : Chomton, *loc. cit.*, p. 78.

(3) *Chronique de Saint-Bénigne*. — Bougeaud, Introduction, p. xxiii.

mulguée dans un concile où assistaient les évêques et les principaux seigneurs de Bourgogne. Quelques articles de cette convention, heureusement conservés sur un vieux parchemin, découvert à Dijon au dix-septième siècle (1), furent très utiles au développement du commerce en assurant la sécurité des marchands et celle des paysans : « Je ne prendrai ni le vilain ni la vilaine, ni les marchands. Je ne leur enlèverai point leur argent ni ne les rançonnerai, ni ne les battrai... Je n'attaquerai ni ne dépouillerai les charretiers qui conduisent les grains, les vins et autres marchandises. Je ne détruirai pas les moulins et n'en enlèverai pas les denrées... (2). »

Avec la paix, les relations commerciales furent de nouveau possibles ; les voyages en Italie des abbés Garnier de Maillys et Guillaume (3), les relations qu'ils y entretenrent par la suite furent très favorables au commerce dijonnais (4) : les échanges avec l'Angleterre, les Flandres et la vallée du Rhin se font maintenant par la Saône et par Dijon, les mar-

(1) Petit, *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, t. I, p. 129.

(2) *Ibidem*, t. I, p. 129 et 130.

(3) *Chronique de Saint-Bénigne*, p. 136. « Anno sexto ordinationis Willelmus abbas Romam perrexit ad apostolorum limina, eorum patrocinia exposcens prece devota. » — Chomton, *Histoire de l'église Saint-Bénigne*, p. 92.

(4) *Chronique de Saint-Bénigne*, p. 153. — Arrivée successive d'évêques, d'abbés, de moines, venant de Rome, Gênes, Milan et Ravenne, apportant des autels, des ornements, des manuscrits et surtout des idées : « Ipsi denique sancti viri patres et doctores, eremitarum existentes, fama sanctitatis longe lateque notificati, Romaldus scilicet, Willelmus ac Martinus, quos in magna veneratione habebat urbs Ravenna, ceterique quos intra se concludit Italia, patris Willelmi expectebant societatem. »

chands y passent et s'y arrêtent, le castrum est alors situé sur une voie commerciale de première importance (1).

Des rapports constants existent encore entre Dijon et Soissons. C'est de cette ville que Garnier de Maillys rapportera, suivant la légende, les fameuses reliques de saint Médard, qui devaient procurer à l'abbaye de Saint-Etienne des *beneficia non modica* (2). C'est également à Soissons que les bourgeois de Dijon, en l'année 1187, emprunteront le texte de la *commune* (3).

La conséquence de cette renaissance commerciale du onzième siècle fut d'accroître la prospérité de la ville en général et des grandes abbayes en particulier ; celles-ci se développèrent considérablement et leur influence grandit. L'abbé Guillaume, pendant quinze années consécutives, travaille à l'édification de l'église romane de Saint-Bénigne (4). Garnier de Maillys reconstruit les églises Saint-Etienne, Saint-Michel et Saint-Vincent.

Pour mener de front toutes ces constructions, il fallait des ressources importantes, et les abbayes de Dijon les trouvaient non seulement dans les revenus

(1) Le monastère de Saint-Bénigne avait des propriétés importantes sur les bords de la Marne, en Lorraine, en Champagne. — *Chronique de Saint-Bénigne*, p. 160 et 161. — Il était relié au couvent d'Agaune par des stations créées sur la voie romaine qui allait de Dijon au Jura et aux Alpes, par l'itinéraire suivant : Fauverney, Echigey, les Tart, Tavaux, Belmont, Pontarlier, etc., et la grande route des Alpes grecques. — *Chronique de Saint-Bénigne*, p. 31.

(2) *Chronique de Saint-Bénigne*.

(3) Voir plus loin : chap. II, p. 27 et suiv.

(4) *Chronique de Saint-Bénigne*, p. 140, 141 et suiv. — Chomton, p. 94.

de leurs domaines, dans les produits des foires et des marchés, mais encore dans les aumônes des pieux fidèles (1) et dans les redevances des *saints vaux* ou *saints vassaux*. Pour faire partie de cette clientèle du monastère, les formalités étaient très simples : il suffisait de se rendre à l'autel de Saint-Etienne et d'y recevoir le pain et le vin pour s'avouer homme de l'abbaye ; par contre, les avantages principaux dont jouissaient ces *saints vaux* consistaient dans le droit d'être justiciables directement de l'abbé, et d'avoir la liberté entière de vendre ou d'acheter sans payer de droits spéciaux, le droit de vendre son vin dans sa maison (2).

Il est facile de comprendre combien rapidement le nombre de cette clientèle devait s'élever ; la majeure partie des habitants de Dijon, au douzième siècle, étaient sujets de Saint-Etienne. Cette prospérité devait déplaire à l'abbaye rivale et exciter sa jalousie. Le conflit, pour se déclarer, n'attendait qu'un prétexte ; la question des cimetières devait le lui fournir.

Les religieux de Saint-Bénigne, désirant posséder pour eux seuls le monopole d'avoir un cimetière, se plaignirent au pape Jean XIX de la création d'un cimetière près de l'église Saint-Etienne (3). De ce

(1) Le cartulaire de Saint-Etienne contient de nombreux originaux de donations de fidèles. C'était souvent des dons de cire, une demi-livre, ou un quart payable annuellement le lendemain de la fête de Noël ou à toute autre époque, moyennant quoi les donateurs « jouiront des mêmes franchises et privilèges que ses autres hommes dudit Dijon ». — A. D., G. 193.

(2) A. D., G. 193. — Courtépée, *Histoire du duché de Bourgogne*, t. I, p. 104.

(3) Fyot, *loc. cit.*, pr. n° 394. — Pérard, p. 187.

conflit naquirent quelques chartes apocryphes, comme celle attribuée au pape saint Sergius I^{er} et insérée dans la Chronique (1). La fausseté de ces chartes que l'on a coutume de désigner sous le nom de *Faux de Saint-Bénigne*, a été découverte en partie par M. Guignard et M. Delisle (2).

Cette contestation des cimetières fut accompagnée d'une autre lutte au sujet de la propriété des marchés, lutte qui se prolongea jusqu'à ce que les abbayes rivales fussent toutes deux dépossédées de leur droit sur les foires et les marchés.

A la suite des démarches qu'ils firent, les religieux de Saint-Bénigne obtinrent, en 1102 ou 1103, du duc Hugues II de Bourgogne, dit Borel, le transfert de la foire de la Toussaint dans le Bourg, c'est-à-dire sur le territoire dépendant de leur monastère. C'était un coup terrible porté à l'abbaye de Saint-Etienne ; tous les chanoines furent consternés et envoyèrent l'abbé Garnier de Blaisy plaider leur cause auprès du duc. L'abbé alla trouver Hugues II et lui « représenta si bien la possession immémoriale où il était de faire tenir cette foire et ce marché sur le territoire de l'abbaye de Saint-Etienne, et l'intérêt considérable qu'elle souffrirait si l'on changeait l'ancien usage, que ce prince révoqua la translation de la foire de Saint-Bénigne et ordonna que celle-là et toutes les autres, aussi bien que tous les marchez ordinaires de la ville de Dijon, se tiendroient à

(1) P. 63.

(2) L. Delisle, *Mélanges de paléographie et de bibliographie*, p. 37, 52.

l'avenir, comme du passé, sur le territoire de Saint-Estienne (1) ».

La victoire qu'il croyait tenir échappait donc au couvent de Saint-Bénigne, mais, pour autant, il ne se déclara pas vaincu, et Hugues II, assailli de récriminations et de plaintes, finit par leur accorder, à titre de compensation, la moitié des produits de la foire qui avait été instituée par Jarenton, abbé de Saint-Bénigne, la veille de la Saint-Jean. « *Concessit Hugo, dux Burgundie, qui mercatum illud instituerat, ut de omnibus redditibus qui ex mercato illo in posterum pervenirent medietas esset sancti Benigni et monachorum sibi servientium, excepta justicia quam suo jure edificaverunt. Instituit etiam idem dux ne qualibet occasione mercatum illud a loco in quo primo statutum erat sine laude et assensu monachorum removeretur* (2). »

(1) Fyot, p. 85, 86. — A. D., G. 125, f° 33. — « Ad memoriam præsentium et posteritas futuræ est prænotatum, quod Hugo dux... feriam sancti Benigni necnon et *mercatum* de terra sancti Stephani, in qua fuit ab antiquo tempore ducum et regum, voluit transferre in claustrum, in vicum sancti Johannis instinctu Burgensium et pro utilitate eorum; propter quam injuriam canonici ad ducem venerunt, super hoc quod facere moliebatur apud eum conquerentes, et deprecantes, ne malo consilio impulsus mentum pateretur, quæ a suis antecessoribus in maxima reverentia et honore habebatur. Tandem duce verissimis rationibus suam injustitiam atque pravum consilium agnoscente, multis precibus militumque suffragio, canonici apud eum impetraverunt quod supradictam *feriam*, vel quamlibet aliam *feriam*, quandoque fortasse futuram nec *forum* de loco suo, id est de terra sancti Stephani, amplius removeret. Istud etiam concessit quod ecclesia sancti Stephani, suos usus, suas consuetudines, suos tenores haberet, sicut unquam melius tenuerat suorum prædecessorum tempore et ea die tenebat... » — Fyot, *loc. cit.*, preuve n° 81.

(2) *Fonds Saint-Bénigne*, carton 2, orig. — M. Petit place cette pièce en 1103, alors que l'original indique la date de 1013, évidemment par erreur.

Si nous cherchons l'emplacement et le jour où se tenaient ces marchés, nous sommes amené aux conclusions suivantes :

Des deux marchés, celui du Bourg, qui appartient à l'abbaye de Saint-Bénigne, a lieu le samedi (1), *die sabbati* ; l'autre, le marché du castrum, se tient vraisemblablement le samedi également ; mais primitivement le dimanche devait être jour de marché dans les deux emplacements (2).

Le marché de Saint-Etienne a lieu à la même place que la foire de la Toussaint, sur la terre de l'abbaye, mais aucun texte ne nous en rapporte l'emplacement exact. Nous pensons qu'à l'origine ce devait être sur le cimetière de Saint-Etienne, à la porte de l'ancien castrum du côté de la voie d'Agrippa. Cet emplacement changea par la suite, et il est fort probable que ce fut en 1103, lorsque le duc rétablit la foire et le marché de Saint-Etienne ; il en profita, sans doute, pour les transporter à la place où devait plus tard s'élever l'église Notre-Dame. Nous appuyons cette conjecture sur deux bulles de 1156 et 1172 où les papes Adrien IV et Alexandre III font le dénombrement des églises qui dépendent de Saint-Etienne : « *Ecclesiam sancti Medardi cum decimis ; capellam sancti Vincentii, ecclesiam sancti Michaelis cum cimeterio et decimis ; capellam sanctæ Mariæ de Foro et sancti Jacobi de Trimoledo* (3). »

(1) Voir supra, p. 17.

(2) Huvelin. — Ce marché se tiendra plus tard le mercredi. — J. Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, p. 13, note 2.

(3) Fyot, preuve n° 162. — Voir aussi n° 180.

Cette église de « Notre-Dame du Marché » qui, en 1178, était érigée en paroisse et dotée d'un cimetière, a dû être construite sur l'emplacement du marché, probablement après l'incendie de Dijon qui eut lieu en 1137. Cet emplacement nouveau fut choisi, sans doute, parce qu'il convenait mieux aux habitants du Bourg, comme aussi parce que le duc y pouvait plus facilement percevoir ses droits que dans le cimetière de Saint-Etienne.

L'emplacement des foires et leur date nous sont indiqués par plusieurs chartes.

La foire dite de la Saint-Bénigne a lieu sur la terre de Saint-Etienne (1) et le jour de la Toussaint, car, jusqu'à l'année 1675, l'anniversaire de la Passion de saint Bénigne se célébrait le 2 novembre (2). Les revenus de cette foire se partageaient par moitié entre les églises de Saint-Etienne (depuis 863) (3) et de Saint-Bénigne (depuis 912) (4).

La foire dite de la Saint-Jean se tient *in vico sancti Johannis* dans le pourtour de l'église Saint-Jean qui, elle-même, est située dans le cimetière Saint-Bénigne (5). « Au midi de la basilique et devant l'église Saint-Philibert (6) », s'étendait une vaste place qui servait d'emplacement principal aux fêtes populaires. C'est là, notamment, que le 23 juin flambait chaque année le feu de la Saint-Jean (7).

(1) Supra, p. 22.

(2) Chomton, *loc. cit.*, p. 192.

(3) Supra, p. 16.

(4) Supra, p. 16.

(5) A. D., *Fonds Saint-Bénigne*, carton 20, copie du dix-septième siècle. — Pérard, p. 208-209.

(6) Chomton, *loc. cit.*, p. 154.

(7) Chabeuf, *Dijon, monuments et souvenirs*, p. 248 et 249.

Si nous cherchons à caractériser la période que nous venons de parcourir, nous pouvons constater que les foires et les marchés sont, en quelque sorte, sous la main des établissements religieux. Cela se comprend sans peine, car ce sont les fêtes religieuses qui attirent la foule, et le marchand suit la foule ; les pèlerinages religieux sont pour lui une excellente occasion d'écouler sa marchandise ; de plus, la ville de Dijon est sous la domination des évêques de Langres, et c'est l'Eglise seule qui, avec ses immunités et ses droits d'asile, peut, dans ces époques barbares, assurer quelque sécurité aux transactions commerciales.

Cette situation ne tarda pas à changer. En 1015, Dijon, cédé par l'évêque Lambert de Vignory à Robert, passe aux mains des rois de France (1) ; la sécurité devient plus grande, car le pouvoir central est en état d'assurer une paix au moins relative, et c'est alors que va commencer une certaine laïcisation des foires et des marchés qui vont devenir la propriété de la commune.

(1) Voir plus loin, chap. II, p. 29.

CHAPITRE II

Les Foires et Marchés et la Commune.

Chartes de commune en 1183 et 1187. — Influence des foires et marchés sur la création de la commune. — Les *Burgen-ses* : leur importance. — Lente dépossession des abbayes. — Les droits régaliens sont repris par le duc. — L'immunité laïque ; les franchises avant la commune. — Décadence des abbayes. — Nouveaux droits acquis par la commune : *Bannum divionense*, la foire de la Toussaint. — Vie commerciale à Dijon : marchandises, métiers, rayon des foires et des marchés, emplacements divers. — Surveillance rigoureuse du prévôt et des corporations. — Les différences entre le marché et la foire. — Emplacements et importance des foires. — Crise momentanée.

Le fait important entre tous, qui domine toute l'histoire de Dijon à la fin du douzième siècle, est la création de la commune. En 1183, Hugues III et son fils Eudes concédaient une commune *ad formam communie suessionensis*, à ses hommes habitant Dijon (1). M. Petit (2) a recherché dans *les embarras*

(1) Archives municipales, B. I., privilèges et franchises de la commune publiés par Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements*, t. I, p. 1.

(2) Petit, *loc. cit.*, t. II, p. 203 et suiv.

inextricables où il était plongé et dans ses besoins pécuniaires les motifs qui ont pu déterminer le duc à accorder cet acte d'affranchissement, mais il nous semble que les sollicitations de la population furent également pour quelque chose dans cette détermination.

En attirant un grand concours de peuple en un même lieu, les foires et les marchés avaient appris aux citoyens à se réunir, à s'entendre entre eux, des conciliabules se formaient dans lesquels fermentait l'*esprit nouveau* (1). On y causait politique. Les habitants des villes déjà affranchies faisaient valoir leur situation meilleure, vantaient les avantages de la liberté et agrémentaient les conversations des conseils de leur expérience.

Parmi ces hommes, il y en avait certainement de Soissons. Un fait, la translation, de cette ville à Dijon, des reliques de saint Médard, nous prouve qu'il existait de constants rapports entre ces deux villes (2).

Ces rapports devinrent même si étroits, qu'après le corps du saint, ce fut la charte de commune qui vint de Soissons.

La cession d'une charte suppose toujours une certaine force de la part des gens qui la réclament, une certaine puissance en opposition de celle du seigneur concédant.

(1) La *curia sancti Benigni* est le vaste emplacement situé entre les églises Saint-Bénigne et Saint-Jean, au centre duquel s'élevait l'église Saint-Philibert. C'est devant le portail de cette église que se réunira la commune.

(2) Voir supra, chap. I. — Voir aussi : Garnier, *loc. cit.*, t. I, p. 9, note 3.

Or, à cette époque, une telle puissance existait à Dijon ; déjà à la fin du onzième siècle et dans les premières années du douzième, les *burgenses* étaient une force avec laquelle l'autorité comptait. C'est sur leurs sollicitations que le duc Hugues II transporta, en 1103, la foire de la Toussaint dans le bourg de Saint-Jean, *instinctu burgensium et pro utilitate eorum* (1).

Il est probable que ce fut également en tenant compte de leurs réclamations que les ducs de Bourgogne reprirent peu à peu les droits qui se rattachent aux foires et aux marchés, et dont bénéficiaient jusqu'alors presque uniquement ces communautés religieuses.

Dans cette dépossession de leurs prérogatives et immunités, il est bien certain que le peuple fournit au pouvoir ducal un appui au moins moral, et même un prétexte sérieux à ses revendications. En 1015, il est vrai, l'évêque de Langres, Lambert de Vignory, céda au roi Robert le comté de Dijon (2), mais il y a loin de la donation à l'exécution. C'est ainsi que, le 25 janvier 1016, Robert dut, sur les instances de Lambert, confirmer tous les droits, biens, privilèges et prérogatives qui avaient été précédemment accordés par les rois, ses prédécesseurs, à l'abbaye de Saint-Bénigne (3).

Il fallut lutter longtemps avant de déposséder les

(1) Supra, p. 22. — Cf. Petit, *op. cit.*, t. I, p. 274 et 275. — Nous trouvons dans un diplôme de 1054 la phrase : *Stipatus multitudine populi militaris et plebeii*. — Pérard, *op. cit.*, p. 190.

(2) Ex vita domini Garnerii, Pérard, p. 124. — Fyot, pr. n° 100.

(3) Fyot, *loc. cit.*, pr. n° 40. — D. Bouquet, t. X, p. 596-597.

abbayes. Ce travail se fit lentement, les ducs devant reprendre, presque un à un, les divers pouvoirs qui ressortissent naturellement à leur autorité. En 1103, tout en concédant différents droits aux religieux de Saint-Bénigne, le duc Hugues garde pour lui la juridiction des foires et des marchés : « *Concessit Hugo, dux Burgundie, qui mercatum illud instituerat, ut de omnibus redditibus qui ex mercato illo in posterum pervenirent medietas esset sancti Benigni et monachorum sibi servientium, EXCEPTA JUSTICIA quam sub suo jure edificaverunt* (1). »

Le duc reconquit ainsi un des droits régaliens, celui de justice. En 1172, il les cède à Saint-Etienne sous certaines réserves : « *Notifico... me in vadimonio concessisse pro mille solidis Divionensis monetæ quidquid juris habebam in hominibus eorum Divionis, sive ex regali justicia, sive alio modo; hoc enim excipitur quod si aliquis eorum in foro furtum aut bellum fecerit et forefactum cognitum fuerit IPSA JUSTICIA MEA ERIT; si autem forefactum negatum fuerit, famuli mei per manum præfati, abbatis de accusato justiciam accipient* (2). »

Pour lutter plus efficacement contre les influences des établissements religieux, les ducs créèrent une organisation analogue à la leur, ils imaginèrent une sorte d'*immunité laïque* qui devait faire une concurrence redoutable à la sauvegarde ecclésiastique qui s'étendait sur les hommes des abbayes et avait pour but de la réduire de plus en plus (3).

(1) Archives de Dijon, *Fonds Saint-Bénigne*, carton 2.

(2) Fyot, *loc. cit.*, pr. n° 181.

(3) Flach, *loc. cit.*, t. I, p. 91 et suiv.

Nous en trouvons la preuve dans la charte de 1187, qui accorde aux bourgeois de Dijon une commune et leur maintient « *salva libertate quam prius habebant* (1). »

Cette phrase, dit Garnier, « atteste la préexistence à Dijon de certaines franchises dont les chartes de 1183 et 1187 ne furent que la confirmation (2) ».

Dans le but d'accroître sans cesse le nombre de leurs hommes au détriment des abbayes, les ducs cédèrent aux habitants de la ville certains droits plus avantageux que ceux concédés par les églises.

Ces franchises comprenaient d'abord la liberté des personnes et des biens ainsi que le prouvent les textes suivants : « La convention faite n'empêche pas les hommes de Dijon de demeurer *libres de quitter la ville ou d'y rester* ». Ils demeurent saufs « en leur personne, leurs biens et leurs choses meubles et non meubles (3) ».

Comme l'indique la charte de 1284, les hommes de la ville avaient déjà cette liberté depuis longtemps. Ils devaient l'avoir en 1183, car ni dans les chartes de commune de 1183, ni dans celle de 1187, on ne parle de l'établissement d'une telle franchise. Il faut donc qu'elle soit antérieure à ces chartes ; il est invraisemblable, en effet, qu'elle ait apparue après et qu'on n'en ait point retrouvé de traces.

Les titres de la Sainte-Chapelle nous prouvent

(1) A. M., B. I.

(2) Garnier, *Chartes de communes*, t. I, p. 14, note. — La charte de 1183 disait : « *Salva libertate quam antea habebant.* » — A. M., B. I. — Courtépée, *op. cit.*, t. II, p. 26.

(3) Bibliothèque municipale, n° 446, f° XXI r° et v°.

d'une façon certaine que la *libertas* qu'avaient les gens de la ville de Dijon avant 1183, comprenait non seulement la liberté des personnes et des biens, le droit de parcours, mais encore le droit d'attrait et un autre plus important : l'usage du marché, le *plenarium usum fori*.

Le droit d'attrait, c'est le droit d'admettre et de recevoir comme membre de la ville tout étranger qui vient y rechercher un refuge. Il y a là en réalité une sorte d'asile laïque (1).

Le droit de parcours est l'inverse de ce dernier, il consiste à pouvoir quitter librement la ville : « Le parcours de ceulx qui sen voudront aler de Dijon sans taille de la ville paier... pour demourer aillurs s'en doyvent aler devant la Toussains, etc. (2). »

En fondant la Sainte-Chapelle, en 1172, le duc Hugues III donna aux chanoines qu'il y installait, les droits suivants (3) : « *Liberum habeant attractum in villa Divionensi eodem modo quod ego habeo id est libertatem retinendi homines eamdem quam ego habeo in villa Divionensi... homines quos... poterunt (canonici) acquirere, ab omni exactione et tallia, seu quacumque consuetudine omnino liberi erunt, plenarium usum fori, habentes sicut homines Ducis quorum videlicet hominum vel servientium clericorum si quisquam in causam trahatur, non respondebit nisi per dominos suos, qui si culpabilis inveniatur, lex ejus in manu dominorum suorum erit* (4). »

(1) Garnier, *loc. cit.*, t. I, p. 12, note 1.

(2) B. M., ms n° 446, f° x r° et v°.

(3) Fyot, *loc. cit.*, pr. n° 256.

(4) Le droit d'attrait est confirmé par la charte de 1187 dans son

Cette immunité laïque devint très nuisible aux abbayes dont l'influence fut sans cesse diminuant au cours du douzième siècle. La confrérie des *saints vaux* (1) ne procure plus d'avantages sérieux, aussi ses membres ne se renouvellent pas. Il ne reste aux monastères que quelques rares étaux, concédés par les ducs *pro Dei amore*, et le droit de faire tenir le marché par un petit nombre de personnes. A son départ en Terre sainte, Hugues III permet à l'abbé de Saint-Etienne de choisir deux personnes qui, à l'avenir, seront exemptes de toute imposition, quelle que fut leur position, et jouiront d'étaux francs les jours de marché et de foire : « *Duos homines, de suis videlicet, liberos possideant ; liberos dico ab omni jure et exactione regali et ducali ; prædictos homines canonici quos voluerint sibi eligant de quocumque ministerio vel arte vel officio ipsis placuerit et licet prædicti homines nundinis et foro utantur seu stallos habeant, omnino liberos pro Dei amore...* » (2). »

Ces hommes n'étaient pas obligés de tenir en personnes les étaux francs, ils pouvaient se faire remplacer, et à leur mort, l'abbé avait le droit de leur choisir un successeur. La même faveur fut accordée, en 1175, à l'abbaye de Saint-Bénigne, avec par surcroît, le droit pour l'abbé de toucher le mon-

article 35 qui s'exprime ainsi : « *Et sciendum vero quod communia potest retinere homines, cujuscumque dominii sint in villa Divionis, secundum consuetudines et usagium patris mei et predecessorum meorum...* » — A. M., B. I., privilèges et franchises de la commune, etc., etc. — Garnier, *loc. cit.*, p. 13.

(1) Voir *supra*, chap. I, p. 21.

(2) Fyot, *loc. cit.*, pr. n° 179.

tant des amendes auxquelles ses sujets pouvaient être condamnés.

Ces quelques tenanciers d'étaux furent les seuls hommes qui restèrent fidèles aux abbayes, tandis que le nombre des sujets du duc augmentait sans cesse jusqu'au jour où les bourgeois de Dijon devaient s'affranchir complètement en achetant une *commune*, pour le prix d'une rente de cinq cents marcs à payer au duc de Bourgogne.

Nous avons déjà mentionné les chartes de 1183 et 1187, par lesquelles le duc Hugues III accorde aux Dijonnais une commune *ad formam communie suessionensis* (1).

Cette cession ne comprenait pas la justice du marché, qui continua à être la propriété du duc jusqu'en 1196. A cette date, en échange du village de Fénay, Eudes III se départit du *bannum divionense* (2), c'est-à-dire de la connaissance de tout ce

(1) Voir supra, p. 27 et suiv.

(2) Odo, dux Burgundie. Sciant uniuersi tam presentes quam futuri, quod anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo nonagesimo sexto, discordia fuit inter me et communiam Diuionensem que pacificata fuit in hunc modum. Quietaverunt enim michi villam que vocatur Faanai, quam pater meus dederat eis, assensu meo et laude mea et ego dedi communie Bannum Diuionensem et Iudeos, et attractum libere Iudeorum et partem astalagii Diuionis, que ad me pertinebit eo tempore de nundinis sancti Iohannis et de nundinis festiuitatis omnium Sanctorum et quia continetur in magna carta Diuionensis communie, quod pater meus et ego dedeamus communie in perpetuum villam de Faanai. Si quis vellet ledere cartam propter hoc et ire contra communiam, ego nullo modo paterer contra omnes terram, testimonium et garantiam huius concordie et donationis nostre in testimonium, cartam presentem sigilli nostri munimine roborauimus. — A. M., B. I., et Pérard, p. 341. — Le *bannum divionense* avait été omis dans la charte primitive.

qui concerne le commerce, les arts et métiers, et l'année suivante il céda à la commune la juridiction de tous les délits ayant trait au marché.

Ce n'est également que plus tard, en 1284, sous le règne de Robert II, que la commune acquit les droits de la vicomté de Dijon sur la foire de la Toussaint, c'est-à-dire « *touz les droiz et les appartenances dycelles en bonne justice, seigneurie en foire de la Toussains et autres* (1) ».

Dès la fin du treizième siècle, la commune de Dijon possède, nous venons de le voir, les droits se rattachant aux foires et aux marchés; il nous serait, maintenant, très utile d'étudier un peu la vie commerciale de Dijon de cette époque, de savoir quelles marchandises on y vendait, quels métiers y étaient exercés, de connaître le rayon des foires et des marchés.

Sur toutes ces questions, nous n'avons pas trouvé de très nombreux renseignements.

Les manuscrits de la Bibliothèque municipale de Dijon nous donnent une liste des objets vendus avec les droits à percevoir sur chacun, la nomenclature des métiers exercés dans la ville, l'indication des villages venant aux marchés et des droits qu'ils payaient, et enfin un texte sur la foire de la Toussaint.

Au marché de Dijon du treizième siècle, on vendait à peu près les mêmes produits que de nos jours : toutes sortes de fruits et de légumes, du sel et du poivre, du vin, de l'huile, du miel, des pois-

(1) B. M. de Dijon, ms. n° 446, f° xxiii r° et f° xxxv v°.

sons de mer et d'eau douce. On peut se procurer également tout ce qui est nécessaire pour tisser : du chanvre, de la laine, du fil et du lin. Les ancêtres des marchands de ferraille et des bimbelotiers de la rue de la Banque vendaient déjà des instruments d'agriculture et de jardinage, du fer et de la batterie de cuisine (1).

Au quatorzième siècle, nous rencontrons quelques produits nouveaux ; des indications sur les denrées vendues à Dijon, en 1386, nous sont fournies dans les *Comptes du Dijonnais*.

Voici la liste de ces marchandises des plus diverses : blé, pain, vin, bêtes, charbon, bois, tonneaux, fruits, lin, peaux, poisson, toile, volailles, futailles, tuiles, rouennerie, mercerie, draps, sergés, parchemin, épicerie, foin, plumes, étain, écorce, pâtisserie, miel, huile (2).

On peut dire qu'on vend de tout au marché, mais au treizième comme au dix-neuvième siècle, les produits de la campagne sont en plus grand nombre que ceux des gens de métier. C'est sur les fruits, les légumes et les volailles que les affaires se font en plus grand nombre, car les paysans ne dépensent pas tout le bénéfice de leurs ventes dans l'acquisition d'objets fabriqués. Ils vendent à la ville plus qu'ils n'y achètent.

Et il en vient de loin des campagnards, car le rayon des marchés est déjà très étendu.

(1) B. M., ms. n° 739 (446). — Voir Appendice.

(2) A. D., *Comptes du Dijonnais*, B. 4430. — Voir également B. 4417 et suiv.

Supposons une vaste enceinte limitée à l'ouest par le cours de la Tille, à l'est par le massif du mont Afrique et les montagnes boisées dominées par Saussy, s'étendant du nord au sud sur une longueur de près de quarante kilomètres, de Gemeaux à Brazey-en-Plaine, nous aurons ainsi le rayon des marchés de Dijon aux treizième et quatorzième siècles.

Bèze, Rouvres, Corcelles-lez-Cîteaux, Sainte-Foy et Gemeaux en sont les points extrêmes.

De nos jours, le cercle s'est encore étendu plus loin. Alise-Sainte-Reine, Auxonne, Louhans, Beaune, envoient régulièrement leurs produits le mardi et le vendredi.

A côté des denrées alimentaires, le marché de Dijon présentait aux consommateurs des objets de toute nature, fabriqués par les artisans de la ville, et des documents authentiques nous prouvent qu'à Dijon, au treizième siècle, les métiers les plus variés étaient exercés. Quelques-uns même ont disparu actuellement, tels les « potiers d'étain », les « parcheminiers » et les « chandelliers », les « tixerands » de toiles et de draps, d'autres se sont transformés comme les changeurs et les banquiers, mais nous retrouvons encore : les boulangers, les coiffeurs, les cordonniers, les bourreliers, les tailleurs pour hommes et pour dames, les tanneurs, les orfèvres et les fripiers (1).

« Rien n'est plus animé que le marché où les vendeurs attirent le client sur des tons divers. A la moultarde ! A la bonne moultarde... ! Ici un mar-

(1) B. M. — Voir Appendice.

chand vend des *huches*, des *dreceurs* ; un autre, des *pots* et *godez de terre* ; cet autre, des *hanaps*, des *gobelets*, des *plats* et *platelets* d'étain ; un marchand de comestibles tient des *chapons de pailler*, des *chapons de haulte groisse*, des *gelines de l'Inde*... des pièces de venaison, des lièvres, des conins. Les *poissonniers de douce-yeau* proposent des brochets, des anguilles, des carpes, des brèmes. On offre de la porée, du céleri, de l'oseille, des navets, des oignons, du persil, des épinaches et de la bourrache, de l'hysope et de la sariette, de la sauge (1). »

La vente de ces produits divers n'était pas, comme de nos jours, concentrée dans un même quartier, autour des halles de la ville, mais il y avait au treizième siècle un grand nombre de marchés. Tous les produits ne pouvaient pas se vendre au même endroit, il y avait, par exemple, le marché aux poissons, le marché aux légumes, etc.

Les principaux marchés de Dijon à cette époque se tenaient au Bourg, rue Proudhon, près de Notre-Dame, place Saint-Jean, enfin autour de l'église Saint-Michel et sur le cimetière de Saint-Etienne.

Le plus important de tous était celui du Bourg. Il occupait l'espace compris entre le lit naturel du Suzon, les fossés du *castrum* et le chemin de la Portelle à Saint-Bénigne. C'est un véritable champ de foire permanent, quotidien. Dès que la première messe a sonné à l'église Notre-Dame, la cloche élevée au-dessus de la maison de la confrérie des bouchers, le n° 44 actuel de la rue du Bourg, annonçait

(1) Petit, de Vausse, *Entrée du roi Charles VI*, p. 39 et 40.

l'ouverture du marché, c'est alors que tous se précipitent, *les queux, les meschinettes, les chambellières, les frères laïs, les mendiants* pataugent dans la boue, la tripaille et le sang. M. Garnier a fait l'histoire du quartier du Bourg (1).

Il a décrit cette rue, qui présentait « deux lignes de mesures noires, basses, profondes, mal éclairées, bâties de bois et de torchis, toutes séparées les unes des autres par des *allées* aboutissant à droite au cours du Suzon, à gauche sur le fossé du castrum (2) ». Ce marché est envahi par les bouchers qui occupent de longues files d'étaux, ou *bans à vendre chair*, installés de chaque côté de la rue.

Leurs maisons étaient bâties toutes pour ainsi dire sur le même plan. M. Garnier nous les fait revivre, ces vieilles habitations : la boutique avec râtelier, la chambre commune, la cuisine, le chaudière, la chaudière à cuire les tripailles.

La rue est remplie d'ordures, « du sang des bêtes et fumiers, qui, rendant infection et puantises, peuvent causer maladies contagieuses (3) ».

Ce marché était spécialement réservé aux bouchers, nul « ne pouvait *vendre chair* qu'au Bourg et il n'acquerrait ce droit qu'après avoir été examiné par les jurés de métier, donné le *mangier aux compagnons* et payé l'*écuelle* au maire, remplacée plus tard par une somme de 100 sols (4) ».

Ce monopole pour le quartier du Bourg subsista

(1) Garnier, *Histoire du quartier du Bourg*.

(2) *Ibidem*, p. 5.

(3) *Ibidem*, p. 27.

(4) *Ibidem*, p. 9.

jusqu'en 1501, où la mairie établira deux nouvelles boucheries, au Champdamas et à la porte Saint-Nicolas (1).

La même ordonnance prescrivit la construction d'une *Tuerie* sur l'Ouche. A partir de cette époque, les bouchers doivent tuer les animaux en dehors de la ville (2), et il est défendu de faire entrer les bêtes tuées par une autre porte que la *Porte d'Ouche*, afin de simplifier la surveillance des viandes.

Le marché au bétail, avant d'être transporté place du Morimont, se tenait sur la place de la *Maison du Bœuf*, actuellement place Saint-Georges.

Le vieux marché est mentionné pour la première fois en 1238 (3). Mais il est beaucoup plus ancien, puisqu'à partir de 1187, le duc s'est engagé à ne plus changer le lieu des foires et des marchés. Il est donc probable qu'il est antérieur à cette date. C'est dans ce *forum vetus*, situé sur l'emplacement actuel de la rue Proudhon, que se tenaient les fripiers (4), les marchands de drap, les boulangers. Ces derniers ne vendaient au marché que du pain de luxe, car jusqu'au quinzième siècle, chacun achetait son blé qu'il faisait moudre dans les moulins de l'Ouche ou de Suzon, puis l'on faisait cuire son pain chez les fourniers, qui étaient assez nombreux dans la ville (5).

(1) 28 mai 1501. — On construisit une succursale dans un bâtiment attenant aux halles, qu'on appela le *Petit-Bourg*.

(2) G. 305 — La Tuerie de l'Ouche fut commencée en 1508 et coûta à la ville 15,000 francs. — Garnier, *loc. cit.*, p. 21.

(3) G. 128, f° 4. « Non possum remove de locis in quibus erant anno quo eis hanc kartam dedi. » Charte, § 41. — Garnier, *op. cit.*, t. I, p. 13.

(4) G. 132, f° 152.

(5) Ordonnance de 1389. — A. M., B. 129.

C'est également au *forum vetus* que l'on vend le *bled* (1), ainsi qu'au cimetière de Saint-Etienne. Et tout près de là, rue de l'Archerie (2), à cet endroit où l'on établira, en 1426, les halles dites *de Champeaux*, se rencontrait, au quatorzième siècle, le marché des salaisons (3).

On y vendait le samedi le lard salé et le *queul*, les assortiments nécessaires aux cuisiniers ; le samedi également, dans la rue Chaudronnerie, se vendaient la teille ou chanvre, le mégis, les laines, les pélissons ou marchandises de pelleterie (Courtépée).

C'est dans cette même rue, qu'en 1510, le maire plaça un pilori pour attacher ceux qui avaient épousé deux femmes. Volontiers, à cette époque, on choisit le marché comme lieu d'exécution judiciaire, c'est là que l'on fouette la fille de joie et le voleur quand il n'est pas pendu.

Le choix de ce lieu pour les exécutions publiques, prouve l'affluence de monde qui devait s'y trouver. Ce quartier est un centre commercial très fréquenté, en particulier par les marchands en gros, car les commerçants qui vendent au-dessus de 25 livres doivent venir peser au poids public, et le prix du pesage est supporté moitié par l'acheteur et moitié par le vendeur.

A quelques pas de là, autour de Notre-Dame, le samedi, se tiennent les marchés aux légumes, aux

(1) Rue Proudhon. — A. D., *Cartulaire de Saint-Etienne*, p. 250 v^o.

(2) Actuellement Saint-Martin.

(3) Courtépée, *loc. cit.*, p. 439.

œufs et aux fruits, de 1396 à 1412 (1), et jusqu'au treizième siècle, le marché aux poissons que l'on transporta, lors de la construction de la chapelle Sainte-Marie, dans la rue dite de la Poissonnerie (2). A partir du quinzième siècle, il sera défendu de vendre du poisson ailleurs qu'en la Poissonnerie (rue Musette et rue François-Rude) (3), excepté les vendredi et samedi où la vente est autorisée l'après-midi sur la place Saint-Michel. Mais auparavant, sur le cimetière Saint-Michel, se tenait un marché de la poissonnerie où l'on vendait les poissons, la marée, et même les oiseaux de rivière, en somme, tout ce qu'on pouvait manger en carême et les jours maigres. C'est également sur le lieu même du marché que, d'après une ordonnance du Conseil de la ville, du 14 novembre 1385, l'on brûlait les oiseaux de rivière non bons à manger (4).

L'amende et la confiscation atteignent tous les marchands, étrangers ou bourgeois ; les médicaments de mauvaise qualité, les drogues des apothicaires qui n'étaient pas loyales et franches, sont brûlés, sans préjudice d'une amende de 100 sols (5).

Le même sort est réservé à la « mauvaise chandelle », à la coutellerie défectueuse (6).

(1) Sur tous ces marchés voir : A. M., B. 148. — Sur les poulaillers et vivandiers, pour le prix des œufs, de la volaille et du gibier : G. 17.

(2) A. D., *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Etienne*, t. III, p. 134. « Vicus in parochiatu beate Marie in quo venduntur pisces. »

(3) Milsand, *Rues de Dijon*, n^{os} 104 et 105.

(4) A. M., B. 130, et ms. 1397 (B. 139).

(5) G. 3, f^o 146 v^o.

(6) G. 3, f^{os} 147, 158.

Il nous reste à parler d'un dernier marché qui se tenait place Saint-Jean et qui s'appelait l'*Etape* (1). Les seuls vins des crus du bailliage étaient admis en été à ce marché, mais en hiver les autres pouvaient y être amenés avec la permission des magistrats. Les vexations de ces agents qui voulurent taxer les vins des communes voisines, occasionnèrent toutes sortes de contestations (2).

Une surveillance active, et même tracassière, est exercée dans chaque marché par le prévôt et ses agents. Mais les corporations avaient également un certain droit de surveillance. C'est le prévôt qui est chargé de la sécurité et de la viabilité des chemins, et partant, de la perception des *cautions* ; il fait la police des foires et marchés, et par conséquent il en touche les produits : le *portarium*, le *teloneum*, le droit d'étalage, les profits de la justice, les droits de péage et de vente (3).

Les droits de péage et de vente sont conférés à la commune de Dijon : « *Si quis pedagium vel ventas extra villam Divionis absque assensu pedegarii vel ventarii portaverit...* (4). »

Le premier est un droit que le suzerain levait à l'entrée des villes, sur les chemins, au passage des rivières, et qui frappait indistinctement les personnes et la marchandise. Le second est le droit perçu sur

(1) Aux quinzième et seizième siècles, le *jus stapulæ* avait un sens spécial. — Huvelin, p. 207 et 208.

(2) A. M., G. 253.

(3) Chron. Bèze, nouv. édit., p. 427. — De nombreuses chartes du recueil de Pérard parlent du péage et de la vente.

(4) Charte de 1187, § 31. — Garnier, *Chartes de communes*, p. 11.

tout objet exposé en vente sur la voie publique (1). Ces droits variaient suivant des catégories très curieuses. C'est ainsi que pour les chevaux les droits sont doublés s'ils sont ferrés, et la jument paie moitié moins que le cheval (2).

Jument ferrée, 1 denier de péage, 1 denier de vente ; jument déterrée, 2 deniers de péage, 2 deniers de vente ; cheval ferré, 2 deniers de péage, 2 deniers de vente ; cheval déterré, 4 deniers de péage, 4 deniers de vente.

Le bouc paie autant que le cheval déterré, 2 deniers, alors que la vache, la brebis et la truie ne doivent qu'une obole.

Les charretées de fer ou de sel sont soumises à des droits différents suivant qu'elles sont attelées à un ou deux chevaux : 4 ou 8 deniers.

Les cuirs de cheval ou de bœuf paient 1 denier, ceux de vache 1 obole.

Quelques denrées ne paient point de péage, mais 2 deniers de vente : la charretée de pain et celle de fruits, de même celles d'aulx, d'échalotes ou oignons.

D'autres paient pour la vente le double du prix du péage ; c'est ainsi que la douzaine de peaux de brebis ou de châtrens doit 1 denier de péage et 2 deniers de vente, la douzaine de peaux de chèvre ou de bouc doit 2 deniers de péage et 4 de vente.

Enfin, on rencontre aussi l'inverse pour le pain

(1) Le droit d'étalage, droit perçu sur les marchands qui étalaient sur la voie publique, ne fut conféré qu'en 1196 « et partem astalagii Divionis ». — A. M., B. I.

(2) Voir Appendice.

d'oïnt et celui de suif ; chacun d'eux doit 1 denier de péage et seulement 1 obole de vente, ou pour le cheval chargé de blé qui paie 1 denier de péage et 1 obole de vente.

Tous ces droits étaient perçus par le prévôt ou ses agents qui étaient chargés de la police du marché.

Par suite de l'érection de la commune, le prévôt de Dijon qui avait été le fonctionnaire civil le plus élevé de la ville, n'a plus d'autres fonctions que l'égandillage des mesures, la publication des foires, la perception des amendes réservées au duc et l'exécution des criminels (1).

Depuis 1187, et surtout depuis 1197, la municipalité a repris toutes les attributions du prévôt (2), mais le mayeur et les vingt échevins sont assistés et aidés dans leur tâche par les jurés des corporations. Ceux-ci sont élus par la corporation et admis au serment chaque année par le mayeur au lendemain des élections municipales qui, elles-mêmes, ont lieu le lendemain de la fête de saint Jean-Baptiste sur le cimetière de Saint-Bénigne.

Toutes les marchandises mises en vente doivent être visitées et autorisées par une sorte de commission composée généralement de trois membres, deux jurés de la corporation et un échevin chargé de contrôler le dire des deux premiers, de tempérer

(1) Charte de 1187, § 44. « Concessi etiam eis quod si prepositus meus Divionis aliquid ceperit de rebus hominum communie, reddet sine omni placito, quantum ille homo probaverit si legitimus a majore communie testificatus fuerit. »

(2) A. M., B, registres du secret, quatorzième, quinzième, seizième siècles.

leur sévérité à l'égard des étrangers, leur complaisance pour les confrères (1).

Au cours de la période que nous venons d'étudier, les différences qui séparaient les foires des marchés n'ont cessé d'augmenter, la nature des unes et des autres s'est délimitée de façon plus nette. Le marché prend de plus en plus un caractère simplement agricole et, depuis que la ville est devenue un marché permanent, les vendeurs des marchés bi-hebdomadaires sont plutôt des gens de la campagne environnant la ville que des étrangers (2).

« La foire, au contraire, conserve sa raison d'être alors même que le marché a perdu la sienne : au lieu d'être le centre des relations d'un territoire restreint, d'une banlieue, elle étend son influence dans un cercle très vaste ; elle intéresse toute une province, tout un royaume, toute une contrée ; certaines foires ont une importance universelle. C'est ainsi que les foires de Champagne sont le centre de tout le commerce de l'Europe occidentale (3). »

Ces foires, dont l'importance commença au treizième siècle, causaient un grand tort à celles de Dijon, car l'une, la foire froide, tombait le 1^{er} octobre, et l'autre, la foire chaude, le jour de la Saint-Jean. Aussi la foire de juin à Dijon était en pleine décadence jusqu'au quinzième siècle. La prospérité de celle de la Toussaint avait moins baissé.

(1) Voir le procès-verbal en tête de tous les registres du secret de la ville de Dijon des quatorzième, quinzième et seizième siècles. — A. M., B.

(2) Huvelin, *loc. cit.*, p. 240.

(3) *Ibidem*, p. 241.

Les manuscrits de la Bibliothèque municipale, dont nous avons déjà parlé (1), nous ont conservé la réglementation spéciale de cette foire de la Saint-Bénigne. Elle se tient au vieux marché; tous les villages, même ceux exemptés pour les marchés ordinaires, paient péages et ventes, mais ne paient qu'une fois pour les trois jours où elle a lieu; enfin les prix payés sont plus forts qu'aux autres marchés et qu'à l'autre foire.

Les foires de Dijon, dans la dernière période du moyen âge, n'étaient pas prospères et il faut en rechercher la cause non seulement dans la concurrence que leur faisaient celles de Champagne ou même celles de Chalon (2), mais aussi dans les guerres qui éclatèrent à la fin du quatorzième siècle, telles, par exemple, la guerre de Cent-Ans et les campagnes de Charles le Téméraire au début du quinzième siècle.

Ce déclin ne devait pas être de longue durée. Avec la paix que le règne de Henri IV rendit au pays, les foires de Dijon devaient conquérir une grande prospérité et devenir aussi florissantes que les réunions rivales de Troyes ou de Genève. Elles deviennent même si importantes et leur histoire est si considérable que nous croyons, pendant cette troisième période, devoir, dans notre travail, séparer l'étude que nous en ferons de celle des marchés.

(1) N° 739 (446), f° xxiv r°. — Voir Appendice.

(2) Léonard Bertrand, *L'illustre Ordanbale*, II^e partie, p. 21.

CHAPITRE III

Les Foires royales.

- I. — LES FOIRES DU QUINZIÈME SIÈCLE A LA RÉVOLUTION. — Paix relative, renaissance de la vie économique. — La royauté triomphe de la féodalité et reprend la direction générale, solidarité économique des provinces du royaume. — Oscillations dans la prospérité des foires. — Déclin de Troyes et de Lyon. — Déplacements perpétuels des dates des foires de Dijon. — Apogée vers 1562 : foires franches. — La fête de la Sainte-Hostie. — Déclin des foires au dix-septième siècle. — Colbert leur redonne une vie artificielle. — Efforts des Dijonnais. — Décadence : causes.
- II. — LUTTE CONTRE LES FORAINS. — Leur utilité à l'origine. — Animosité des commerçants du lieu ; hostilité des corporations ; leur monopole. — La visite des marchandises par les jurés : confiscation et destruction, amende. — Déballage et emballage limités. — Réclamations des forains.

I. — LES FOIRES DU QUINZIÈME SIÈCLE A LA RÉVOLUTION

Les neuvième et dixième siècles avaient été des siècles d'anarchie politique et économique : la guerre, la famine, les invasions normandes et sarrasines avaient dévasté le pays. La féodalité et l'Eglise avaient rétabli une paix au moins relative, et provoqué la renaissance des arts, de la vie économique et sociale, du commerce.

« Une impulsion décisive fut donnée par les croisades : c'est d'elles que date la diffusion des pérégrinations lointaines ; ce sont elles qui ont ouvert les routes de l'Orient et qui ont ainsi créé des débouchés nouveaux au commerce cosmopolite (1). »

Pour veiller au maintien des transactions commerciales déjà ébauchées, et assurer la prospérité économique du pays, il fallait un Etat actif et puissant, capable d'exercer une surveillance générale. Or, ni le pouvoir féodal, ni l'autorité ecclésiastique n'étaient assez forts pour remplir ce rôle : la royauté s'imposait pour cette fonction, car seule elle était assez forte.

Dès le quinzième siècle, le pouvoir royal, profitant largement de cet état de choses, a définitivement triomphé de la féodalité. Une civilisation, sur certains points moderne, a remplacé la civilisation médiévale, en même temps que l'évolution économique, politique et sociale a concentré tous les pouvoirs dans la main d'un seul. De féodales, les foires deviennent royales.

Le roi en a pris la direction, c'est lui désormais qui accorde la sauvegarde (2), le conduit, l'exemption des péages, la franchise, etc.

C'est lui qui surveille les mouvements commerciaux, car à cette époque, il se produit un déplacement des voies commerciales, dû à des causes très différentes que nous verrons plus loin. Dès mainte-

(1) Huvelin, *loc. cit.*, p. 242 et note 4.

(2) Bibliothèque municipale, fonds Baudot, 957 (40), n° 22.

nant, nous allons constater un effet de la reprise par le roi de toutes les prérogatives royales et de la centralisation des pouvoirs qui peu à peu s'opère. Nous voulons parler du rapport qui s'établit entre la situation d'une ville et celle de l'Etat, du lien qui unit toutes les parties d'un pays. Désormais la prospérité ou la décadence des foires d'une ville n'est plus liée uniquement à la situation économique de cette ville, mais à celle de tout le royaume, et dépend de la bonne volonté et de la bonne administration du monarque.

Selon que le pouvoir suprême sera fort et intelligent, comme sous le règne de Henri IV ou sous Colbert, les foires de Dijon prospéreront. Si, au contraire, le royaume est désorganisé et ravagé par les troubles religieux, par la Fronde, par les guerres de la fin du règne de Louis XIV, nous rencontrerons partout le ralentissement des affaires. La législation également aura son influence, ainsi la révocation de l'édit de Nantes éloignera des foires les protestants qui s'adonnaient au commerce. Suivant enfin que les foires de Troyes, Lyon, Besançon, seront dans une période prospère ou non, celles de Dijon en recevront le contre-coup. La solidarité s'accroît entre toutes les régions du royaume devenu un tout.

C'est ainsi que nous expliquerons les nombreuses oscillations survenues dans la prospérité des foires de Dijon, du quinzième siècle à la Révolution.

A la suite des guerres de Flandre et de l'augmentation des droits sur la draperie, à la suite du développement commercial de Genève et des villes

d'Italie, les foires de Champagne ont perdu l'éclat qu'elles avaient aux siècles précédents, leur ère est terminée. Lyon devait remplacer Troyes. Charles VII y fonda deux foires franches en 1443 (1), Louis XI, par sa réglementation de la navigation sur le Rhône et la Saône, essaya de lutter plus vigoureusement contre Genève (2), et porta à quatre le nombre des foires franches de Lyon. Ces dernières atteignirent au seizième siècle la splendeur qu'avaient eu, au douzième, les foires de Champagne.

Cette prospérité ne fut pas de longue durée. Le déclin suivit bientôt, occasionné par la création des foires de Besançon, sous Charles-Quint. Après la décadence de Lyon, nous voyons Chalon-sur-Saône (3), Mâcon, puis Dijon, obtenir les privilèges des foires de Champagne, de Brie et de Lyon. Nous nous occuperons seulement de celles de Dijon.

En 1501, les bourgeois de cette ville demandent à Louis XII la translation de la foire de la Saint-Jean-Baptiste au 24 juillet (4). Ils obtiennent une foire de « six jours ouvriers » exemptée « de tous subsides et subventions tant des pontenages, parts, passages, transports, péages, ventes, que autres quelconques ».

L'année même, le déplacement parut malencontreux, car il n'avait pas produit les effets attendus. Aussi, dès le 6 août 1501, nous voyons une nouvelle demande de transfert, cette fois au 29 juin, fête de saint Pierre et de saint Paul, et l'érection d'une autre

(1) Huvelin, *loc. cit.*, p. 286, note.

(2) 1463, ordonnances XV, p. 644 et suiv.

(3) Décrites dans *L'illustre Ordonbale*, de L. Bertrand.

(4) Archives municipales, G. 236.

foire, franche comme la précédente, au troisième jour de novembre (1).

Cette demande fut acceptée favorablement et la concession du roi publiée à son de trompe et de tambourin par la ville de Dijon (2); pour informer les autres villes de ce transfert, on envoya à leur maire des *vidimus* les avertissant de la décision royale.

Bientôt, ces changements produisirent leur effet, qui fut pleinement heureux, si bien qu'en 1562, Charles IX, à l'occasion des guerres de religion, voulut transférer à Dijon les foires de Lyon, dont la décadence devenait imminente.

Une autre raison imposait cette mutation : Dijon était mieux placé pour lutter contre les foires rivales de Besançon, qui atteignirent leur apogée vers 1551.

Consciente des avantages de sa situation géographique, et pour rendre durables les bénéfices passagers, précédemment accordés, la ville de Dijon, aux Etats de Blois tenus en 1588, réclama trois foires franches avec les privilèges et immunités de Lyon (3). Henri III les accorda (4). Elles se tiendront

(1) A. M., G. 236, et registre, f° 230.

(2) A. M., G. 236. — Vingt sous sont donnés aux quatre *tabourins* qui jouèrent dans les rues.

(3) A. M., 5 juillet 1588, supplique des marchands, registre des délibérations, f° 637.

(4) A. M., B. 9, affaires de la Ligue, § 13. « Et pour ce que, par feu de bonne mémoire le roy Henry troisième, que Dieu absolve avoit esté accordé à la dicte ville trois foires franches pendant la séance des derniers Estatz... qui dureront chacune ung mois, la première commençant au premier de febvrier, la seconde au premier de juing, et la dernière au huitième d'octobre avec les pareils et semblables previlèges et immunitéz que ceulx attribués aux foires de Lion... » — Garnier, *loc. cit.*, t. I, p. 157.

dorénavant aux mois de février, juin et octobre, et seront d'une durée d'un mois chacune. Mais avant d'avoir été exécutée, la décision royale fut révoquée par Henri III, qui voulut ainsi punir Dijon d'avoir embrassé la Ligue.

Nouvelle demande en 1595, suivie cette fois d'un refus : « Le Roy ne peut, à son grand regret, accorder cet article, parce que ce serait ruiner sa ville de Lyon et contrevenir à ce que Sa Majesté lui a promis (1). »

Cependant, en 1593, Henri IV accorda deux foires de huit jours, le 13 février et le 1^{er} juin, et, en 1596, trois foires, le 1^{er} février, le 1^{er} juin et le 8 octobre, « avec pareilz et semblables privilèges et immunitéz que ceux attribuez aux foyres de nostre ville de Troyes (2) ».

Enfin, en 1604, sur les réclamations du vicomte mayeur, le même roi rétablit les foires des 29 juin et 3 novembre, en les allongeant de deux jours, et ordonne « que les marchands qui y viendront ne pourront estre emprisonnés, ni leurs hardes et bagages, marchandises et denrées de quelque qualité qu'elles soient... saisies ni arrêtées pour debtes quelconques (3) ».

Malgré ces garanties, les marchands étrangers ne se rendirent pas en plus grand nombre à Dijon aux

(1) A. M., B. 9, affaires de la Ligue. — Garnier, *loc. cit.*, p. 157.

(2) *Ibidem.* — Garnier, *loc. cit.*, p. 167. « Nous avons auxdits habitans accordé trois foires qui tiendront en icelle doresnavant par chacun an scavoir : la première commençant le premier jour de febvrier, la seconde le premier jour de juing, et la dernière le huictième jour d'octobre... »

(3) A. M., G. 236.

époques fixées ; mais si les foires semblaient délaissées, les processions de la Sainte-Hostie (1) étaient le rendez-vous d'une foule nombreuse ; une ferveur nouvelle s'était emparée des âmes à la suite des guerres de religion, et peut-être aussi par réaction contre la Réforme ; aussi les Dijonnais pensèrent que les fêtes de l'octave de la *Fête-Dieu* pourraient devenir l'occasion d'une foire, et le 18 février 1605, ils demandèrent au roi de transférer la foire du 29 juin au premier lundi après la Fête-Dieu, « que grand nombre de personnes de toutes parts vont en voyage et dévotion des longtemps continuels ».

Deux mois plus tard, en mai, nouvelles sollicitations, sous prétexte que la foire de la Saint-Pierre et Saint-Paul est inutile. Henri IV consent au changement si demandé, pourvu que « les mêmes jours il n'y ait autre foire es autres villes de la province à quatre lieues à la ronde de notre dite ville de Dijon (2) ».

Cet expédient eut peut-être réussi à sauver nos foires de la décadence, si la *Fronde* n'était venu jeter le trouble dans le royaume. Les foires, du reste, perdent à cette époque leur caractère international par suite de l'abstention des marchands étrangers. Cela se fait si bien sentir à Dijon que Louis XIII, en 1618, supprima les franchises et privilèges des deux foires de Dijon (3). Mais sous la régence d'Anne d'Autriche « le droit de foire franche, les premiers

(1) Création, en 1486, d'une confrérie de la Sainte-Hostie. — Fyot, *op. cit.*, p. 192-193.

(2) A. M., G. 236.

(3) *Ibidem*.

de février et juillet », fut rétabli (1). Tous ces tâtonnements, ces changements de date, ces essais étaient inutiles et leur résultat fut nul. Les foires de Dijon étaient définitivement tombées. Un instant cependant elles parurent se relever sous l'impulsion énergique que Colbert donna au commerce. Il ne réussit qu'à leur rendre en quelque sorte une vie artificielle qui ne fut pas de longue durée.

Par sa réglementation étroite, il rappelle les prescriptions minutieuses du moyen âge, et, sans s'en douter, il contribue pour beaucoup à l'affaiblissement du système des foires. En améliorant le service des ponts et chaussées, en commençant le réseau des grandes routes de France et en créant des canaux, le résultat qu'il atteignit fut de rendre les foires moins utiles au lieu de les faciliter. La suppression des douanes intérieures favorisa également le développement du commerce permanent, et par conséquent le déclin des foires.

Un mémoire sur la généralité d'Alençon s'exprime ainsi : « *Les foires déclinent parce que les marchands épiciers vendent autour des villes des articles qu'on ne trouvait autrefois qu'aux foires* (2). » Telle est la vraie raison de leur décadence. La France du dix-septième siècle est devenue un pays trop avancé, trop civilisé, ce sera au tour de l'Allemagne d'avoir des foires célèbres. Ajoutons à cela que la multiplication excessive du nombre des foires en France a

(1) A. M., B. 3, privilèges et franchises de la commune. — Garnier, *op. cit.*, t. 1, p. 183.

(2) Bonnassieux, *Mémoire de la Société des sciences morales, lettres et arts de Seine-et-Oise*, t. XVII, 1893, p. 15.

nui au développement de quelques-unes ; aussi ces foires ne sont plus que de simples marchés de grains, de bestiaux et d'approvisionnements.

Il faut constater pourtant que les habitants de Dijon luttèrent tant qu'ils purent contre cet état de choses et ne cessèrent d'adresser des remontrances au souverain. Nous les voyons en 1666 demander et obtenir deux foires, l'une se tiendra le lendemain de la Fête-Dieu et durera tout l'octave de la fête de la Sainte-Hostie ; l'autre aura lieu pendant l'octave de la fête de Saint-Martin d'hiver, avec les mêmes privilèges que celles de Lyon. Le rayon de ces foires était assez étendu puisqu'il comprenait comme extrêmes : Arbois, Salins, Besançon, Langres, Troyes, Châtillon, Noyers, Avallon, Arnay-le-Duc, Mâcon, Tournus, Lyon, Louhans, Poligny.

En même temps que les jours, les lieux où se tenaient les foires sont changés. La Chambre du conseil de la ville décide, le 15 juin 1705 et le 13 mai 1711, que les deux foires se tiendront désormais aux « halles et magasins de la ville (1) ». En 1707, il se trouve que la foire de la Sainte-Hostie est renvoyée à la Saint-Jean, le même jour que celle de Chalon, d'où plaintes de Claude Dumat, le fermier des halles, qui demande qu'on la retarde de six jours (2).

Les foires de Dijon continuent d'exister au cours du dix-huitième siècle, car nous les voyons confirmées en 1719, par Louis XV, et en 1781 par

(1) A. M., G. 237.

(2) *Ibidem*.

Louis XVI (1). Mais elles ont perdu leur ancienne prospérité, leur déclin n'a fait que s'accroître.

Ce déclin s'explique par des raisons générales à la France entière, raisons philosophiques ou politiques — par exemple, la crise qui suivit la mort de Colbert, époque de guerres désastreuses et d'expédients financiers — raisons économiques, et par un autre motif dont nous réservons l'exposé à une section spéciale, afin de l'étudier plus particulièrement, parce que l'on ne l'a généralement pas assez mis en lumière : l'hostilité et la lutte des marchands de la ville contre les marchands étrangers, les forains.

II. — LUTTE CONTRE LES FORAINS

Les forains, *mercatores, merchatores, homines extranei, forestarii...* (2) furent, au début, très utiles au développement de la ville, alors qu'elle ne pouvait produire ce qui était indispensable à son existence. C'étaient eux qui permettaient aux différents gens de métiers de travailler, en leur fournissant les matières premières : le cuir, la laine, le fer. Aussi on les voit avec faveur, on cherche à les attirer, et pour cela on leur donne des garanties (3). Mais dès que la

(1) A. M., B. 3. — Garnier, *op. cit.*, t. I, p. 203 et 205.

(2) Garnier, *Chartes de communes*, t. I, p. 6, 208, 498, etc. ; t. II, p. 9, 97, 358.

(3) Charte de 1187, § 7. « Si mercator in istam villam ad mercatum venerit et aliquis ei aliquid fecerit injurie infra banleucam istius ville ; si jurati inde clamorem audierint et mercator in ista villa eum invenerit, homines communie ad vindictam faciendam super hoc recte secundum opinionem suam auxilium prestabunt nisi mercator ille de hostibus dicte communie fecerit, etc. »

ville put se suffire à elle-même, dès qu'elle put se procurer tous les produits dont elle avait besoin sans faire appel à des marchands étrangers, les commerçants du lieu se montrèrent hostiles aux forains, tandis que le pouvoir central continua à se montrer favorable à ces derniers.

Cette disparité de sentiments apparaît à la lecture des statuts des métiers et des liasses relatives à l'industrie. D'un côté, les ordonnances de souverain, de Henri IV et de Colbert en particulier, créent des foires franches, s'efforcent de favoriser le commerce, de faciliter le transit des marchandises à travers les Etats. De l'autre, ce sont les corporations, protestant sans cesse contre la venue des étrangers, et entourant leur présence de nombreuses difficultés (1).

Ces difficultés consistent principalement dans la visite et dans la limitation du déballage.

Il est interdit aux étrangers de vendre aucune marchandise sans qu'elle n'ait été au préalable visitée et examinée, comme nous l'avons dit précédemment, par les jurés du métier — juges et parties en la circonstance — assistés d'un échevin (2). De plus, le marchand étranger devait payer un droit de visite, droit qui augmente sans cesse jusqu'au quinzième siècle. Nous voyons dans le *Cartulaire des métiers* (3), qu'en 1491, les jurés tanneurs haussèrent de leur propre autorité le droit de visite imposé sur les cuirs étrangers, pour les éloigner du marché.

(1) *Cartulaire des métiers*, G. 3 ; G. 18 et G. 31. — *Passim*.

(2) 16 octobre 1596. — A. M., B. 233.

(3) Folio 74 bis,

Mais les cordonniers et les corroyeurs s'en plaignirent vivement et obtinrent le rétablissement par la mairie de l'état de choses antérieur.

Au dix-septième siècle, on trouve des commissaires inspecteurs des Halles, des contrôleurs essayeurs, des jurés vendeurs-visiteurs, des agents de toute sorte (1) qui n'exerçaient pas toujours leurs fonctions inquisitoriales avec la douceur et l'impartialité désirables.

Si la marchandise visitée est reconnue avoir un défaut quelconque, elle est immédiatement confiscuée, brisée ou brûlée, suivant les cas, sur la place même du marché, sans préjudice des amendes qui peuvent suivre et qui n'étaient jamais oubliées. De plus, il est défendu aux étrangers de mettre en vente leurs denrées avant l'ouverture de la foire ou après sa fermeture, et pendant sa durée ils ne doivent pas quitter les halles. La Chambre de ville délibère, le 6 novembre 1762, que « les marchands étrangers et aultres » peuvent *estaller, vendre et débiter* pendant huit jours francs leurs marchandises « sans pouvoir les colporter et crier dans les rues ».

On cherche à limiter le plus possible le temps de la vente en obligeant les forains à déballer et à « remballer » les objets qu'ils apportent pendant le temps relativement court de la foire. Nous avons trouvé une délibération de la Chambre de ville qui, à la requête des jurés *grands gardes*, comprend les jours de déballage et d'emballage des marchandises dans

(1) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, Paris, 1859, t. II, p. 292.

les huit jours accordés aux marchands pour la vente (1). Or, personne n'ignore l'attrait produit sur l'acheteur par un étalage bien présenté, et par contre, la mauvaise impression que donne au public une boutique non entièrement garnie.

Cette réglementation, qui faisait perdre au commerçant étranger le premier et le dernier jour de la foire, n'était que le corollaire du droit de visite qu'elle empêchait de tourner de la façon suivante :

Dans une ordonnance de Monseigneur l'intendant pour la visite des marchandises la veille des foires, rendue en 1701 à la suite d'une pétition, on voit que l'intendant fait droit à la réclamation en interdisant aux marchands de déballer en dehors de la présence des gardes, sous peine de confiscation et d'amende. Sans cela, en effet, les forains, ayant toute liberté de déballer, auraient détourné dans les auberges ou chez leurs amis les marchandises suspectes qu'ils auraient reprises la visite faite (2).

Le mardi 9 novembre 1762, la Chambre du conseil de la ville décide que le déballage se ferait le jour de la Saint-Martin, « en conséquence fait défense à tous marchands soit aux halles, soit en la place Saint-Etienne, d'étaler et vendre aucune marchandise demain mercredi dix du présent mois sous peine de saisie ».

Mais les forains trouvèrent le moyen de commencer la vente avant même le temps prescrit pour le déballage ; dans ce but, quelques-uns d'entre eux

(1) A. M., G. 237, année 1784.

(2) B. M., brochure 3233, M (5170).

furent pratiquer des portes qui communiquaient de leurs magasins avec le fermier des halles, portes par lesquelles on pouvait frauduleusement commencer la vente. Le corps des marchands drapiers en demanda la fermeture en 1777.

Enfin, en 1784, les forains adressent une supplique pour obtenir le droit de déballer avant le commencement de la foire et d'emballer après la fin (1). Il est accordé, disent-ils, à la Saint-Martin huit jours « pendant lesquels les marchands forains ont le droit de vendre à boutique ouverte et marchandises déployées ». Or, en réalité, ils n'ont que cinq jours, car il y a toujours un dimanche sur ces soi-disant huit jours, et les jours d'emballage et de déballage ne sont pas des jours de vente.

Cette demande, cependant très légitime, ne fut pas acceptée et la limitation du déballage devait rester, ainsi que le droit de visite, en vigueur au dix-neuvième siècle, car la Révolution n'arrêta pas ces tracasseries et ces vexations.

Cette réglementation rigoureuse ne fut pas la seule preuve de l'animosité des marchands de la ville contre ceux du dehors. Ils trouvaient bien d'autres occasions encore de vexer ces derniers. Aussi, le Parlement fut obligé d'intervenir et de rappeler la défense, faite depuis longtemps et toujours méconnue, d'arrêter pour dettes les étrangers qui venaient trafiquer à Dijon, et de saisir leurs marchandises (2).

(1) A. M., G. 237.

(2) *Ibidem*.

CHAPITRE IV

Les Marchés du quinzième siècle à la Révolution.

Leur caractère : marchés d'approvisionnement. — *Statu quo*. — Prospérité constante. — Jours, emplacements divers : Notre-Dame, place Saint-Jean, le Bourg, halle Saint-Fiacre et halle Champeaux, Poissonnerie, places Saint-Christophe, Saint-Michel, de la Sainte-Chapelle, des Cordeliers, du Morimont. — Les revendeurs et les revendeuses. — Réglementation rigoureuse. — Heures d'entrée au marché. — Interdiction des enharrements. — Crainte des accaparements. — Revendeuses à la toilette.

Les marchés du quinzième siècle à la Révolution ne subirent pas les mêmes changements que les foires, ni les mêmes alternatives de prospérité et de déclin. Ils conservèrent leur caractère de marché d'approvisionnement : les produits de la campagne, les légumes, les poissons, tout ce qui est nécessaire à la nourriture d'une ville continue à affluer des bourgs environnants. Le marché reste toujours prospère parce qu'il est un rouage indispensable à la vie de toute une agglomération d'habitants.

Pendant la période qui nous occupe, aucune modification radicale n'est donc à signaler dans l'histoire des marchés. Ils restent soumis à la réglementation de la commune et des métiers. Les jours où ils se tiennent ne varieront pas avant la Révolution ; jusqu'en 1794, ce sera encore le mercredi et le samedi. Mais il en fut tout autrement des emplacements qui changèrent sans cesse.

Au début du quinzième siècle, nous retrouvons encore un marché autour de Notre-Dame. Là se tiennent les drapiers, les fripiers, les harengiers, les marchands de charbon. Les « merciers, megiciers, bourriers », peuvent se placer jusqu'à « la ruelle qui va aux Jacobins, en toute la place devant l'église Notre-Dame, excepté qu'ils ne se mettront point sur les degrés de l'église » ; les marchands d'oignons et de fruits, jusqu'à « l'étable de la maison ronde (1) ».

Nous rencontrons, en juillet 1515, un curieux document renfermant une assignation au Parlement de messieurs de la mairie accusés d'avoir outrepassé leur droit en ordonnant, de leur propre autorité, de tenir sur la place Saint-Jean le marché du mercredi précédemment installé sur la place du marché au blé (2).

(1) 27 mars 1412. — Extrait des registres de la Chambre de ville, p. 65.

(2) 14 juillet 1515. — A. M., G. 238. — Le déplacement des lieux de marchés ne dépendait donc pas uniquement de la municipalité selon l'opinion du Parlement ; notons, en passant, une intrusion plus grande de ce dernier, car auparavant c'était la commune qui avait acquis ce droit.

Nous avons vu, dans le deuxième chapitre, un marché au poisson établi place Saint-Michel. Sur cette même place, en 1412, on vend les poires et toutes sortes de fruits (1). En 1668, on y transporte le marché des paiseaux, anciennement tenu place des Cordeliers (2), ainsi que celui des *cercles, vents, paniers, cabats, sabots, escuelles, tranchoirs, ustanciles de bois, tines, sapines* et *ouvrages de terre* comme *fayance, poteries* (3), enfin les *seilles* et *marins* (4).

Le Bourg reste toujours un centre commercial très important ; il s'y vendait d'autres choses que la viande.

Le marché de la volaille et du gibier peut être considéré comme une annexe du Bourg puisqu'il se tenait dans la rue de la *Petite Juiverie*, appelée depuis *Poulaillerie*, et actuellement rue Piron (5).

La vente du poisson est autorisée le *samedy, après-diné* seulement, au-dessus du Bourg (6). Enfin, « tous les herbages, racines, beurre, lait, œufs et fromages » seront vendus au bas et dessus du Bourg (7).

C'était là surtout que se pressait la foule des acheteurs, à tel point que la circulation y était devenue très difficile, on peut même dire dangereuse, car « les gens de pié ne pouvaient y passer

(1) A. M., G. 240.

(2) A. M., 1541, G. 243.

(3) A. M., G. 238.

(4) A. M., G. 243.

(5) Garnier, *Histoire du Bourg*, p. 12 et 13.

(6) A. M., G. 242.

(7) A. M., 1668, G. 238.

qu'avec grand peine » et il s'y produisait des accidents « un enfant ayant eu la jambe cassée le jour d'hier (1) ».

C'est pourquoi la Chambre du conseil de la ville « afin d'éviter tous accidents, procez et difficultés et rendre le passage facile des personnes, carosses et autres voitures dans ladite place du Bourg » déplaça « à commencer le premier fevrier 1708 » une partie du marché qui s'y tenait. « Pour à quoi prevenir » la Chambre aurait jugé à propos de faire construire une halle dans la place Saint-Fiacre, joignant les murs des maisons des Jacobines, pour y placer les herbières, fruitières et paysans qui ont coutume de se mettre au bas du Bourg. Désormais, ils « seront obligés d'aller étaler, vendre et débiter leurs *herbes, fruits, volailles, gibiers et autres denrées...* tant sous la halle nouvellement construite en la place Saint-Fiacre qu'autour d'icelle... »

Antérieurement à ce document, les volailles et le gibier se vendaient également sur la place Saint-Christophe, ainsi que l'atteste une pièce imprimée de 1668 qui nous apprend en même temps l'emplacement de quelques autres marchés.

« Les vicomte maïeur et échevins de la ville de Diion... font sçavoir à tous les habitants et à tous qu'il appartiendra qu'à l'advenir :

» Tout le bled, orge, avoine, navette, camamille, poids, fèves et autres légumes ; tous les fromages vachelins et autres étrangers qu'on amenera en cette ville, seront conduits dans les halles...

(1) Samedi 12 novembre 1707. — A. M., G. 242.

» Tout le vin estrange... sera conduit et vendu en la place de Saint-Jean...(1).

» Tout le gros et menu bestail et les cuirs des bêtes seront conduits et portés au champ du Mont-rimond avec deffences aux marchands tanneurs de se treuver aux portes et entrées de la ville pour y acheter des cuirs et autres marchandises, à peine de cinquante livres d'amande.

» Toute la volaille et gybier sera porté à la place Saint-Christophe, avec deffences aux poulaillers, hôtes et cabaretiers, d'acheter ailleurs qu'en ladite place, ny d'aller attendre le gibier aux portes, avenues et grands chemins de laditte ville, et aux vendeurs de vendre autrepart, à peine de confiscation et d'amande.

» Tout le poisson sera pareillement porté en la Poissonnerie pour y estre vendu, avec deffences aux revenderesses d'en acheter des marchands, soit par elles ou par personnes interposées qu'après les dix heures du matin en tout temps, et aux hôteliers et cabaretiers qu'après les sept heures en l'été, qui est à dire depuis le premier avril jusques au premier octobre, et en l'hyver depuis les huit, depuis ledit iour premier d'octobre iusques au premier avril, deffences à toutes personnes d'en vendre ny d'en acheter ailleurs que dans ladite poissonnerie, exeptés les vendredys après le diné en la place Saint-Michel.

» Tous les fruits amenés de dehors pour estre

(1) A. M., G. 248. Défense de vendre des vins « gametz » frelatés, corrompus, mêlés d'eau. — Voir également : A. M., G. 250 et G. 253.

vendus seront pareillement conduits dans la place Saint-Fiacre pour y estre vendus, avec deffences aux revenderesses d'en acheter ailleurs qu'en ladite place, et aux vendeurs d'en vendre aux avenues des portes, dans les rües ny ailleurs que dans ladite place, à peine de confiscation et de cinquante livres d'amande, et afin que les habitans se puissent fournir ; il est deffendu ausdites revenderesses d'en acheter avant le midy.

» Tous les herbages et racines, beurre, l'aict, œufs, fromages blancs, et du pays, seront vendus au bas et dessus du Bourg, à la Poissonnerie et au coing des cinq rües.

» Tout le bois de moule et fagots du pays-bas sera vendu en la place de la Sainte-Chapelle, sans qu'il soit permis aux chartiers de promener leurs voitures par les rües...

» Tous les paiseaux, cercles, vents, paniers, benastes, cabats, pailles de bois, sabots, escuelles, tranchoirs et vstanciles de bois, pareillement tous les aix de sapin, chaine ou autres, tines, sapines, rondeaux, balonges et autres vaisseaux venants du comté de Bourgogne ou de Lorraine, ouvrages de terre comme fayance, poteries, seront conduits en la place Saint-Michel...

» Le bois de moule et fagots de montagne, toutes les tuilles de Verdun et autres, carreaux de cheminées, pavements, seront conduits à la place Saint-Jean... (1).

(1) A. M., G. 245 et G. 246.

» Tout le charbon, ou en beines, ou en sac, sera conduit dans la place des Cordeliers... (1).

» Tout le foin, soit en botte, soit en charriots, sera conduit dans la place des Cordeliers...

» Toute la chaux sera vendue sur le pont Arnault... (2). Ordonnant à tous lesdits chartiers incontinent après qu'ils auront vendu, de vider la ville ou de retirer leurs chevaux dans les mesmes places où ils auront vendu... (3). »

Ce document est précieux. L'énumération qu'il nous donne des principaux objets vendus à Dijon peut être rapprochée des tarifs du treizième siècle (4). Ce rapprochement nous montre que le marché de Dijon s'est transformé, il est devenu plus agricole. Ce sont surtout des produits de la campagne que l'on y vend maintenant : volaille et gibier, fruits, lait et beurre, foin, bois, etc..., tandis qu'autrefois on y vendait du poivre, du cumin, des épices et autres denrées qu'au dix-septième siècle l'on achète dans les boutiques de la ville.

Nous trouvons encore quelques utiles renseignements dans ce document de 1668 dont nous avons parlé plus haut.

Nous y voyons deux marchés au poisson, l'un

(1) A. M., G. 247.

(2) Probablement rue Monge actuelle. — Milsand, *op. cit.*, n° 21.

(3) A. M., 20 octobre 1668, G. 238. — Suivent deux articles sur la propreté des rues, « ordonnant de tenir la main chacun devant soy, que le pavé y soit et réparé et entretenu », et de veiller à ce que les « serviteurs, servantes et domestiques ne jettent des immondices et saletés dans le milieu des rues... et de nettoyer proprement lesdites rues tous les lundys et jeudys au soir... »

(4) Voir *supra*, chap. II, p. 35.

régulier à la Poissonnerie, l'autre exceptionnel le vendredi après midi sur la place Saint-Michel; ajoutons qu'il peut également en être vendu au-dessus du Bourg, mais seulement le samedi après midi (1), ainsi que nous venons de le voir. On peut constater que l'on voulait faciliter le plus possible l'approvisionnement du poisson pour aider à l'observance du précepte du maigre les vendredis et samedis.

Le blé doit être conduit aux halles. La réglementation est très sévère par crainte des accaparements. Le 27 septembre 1539, une ordonnance de M. de Ruffey, lieutenant général en Bourgogne, défend d'aller à la rencontre des grains que l'on amène à Dijon, sous les peines les plus graves (2). En 1573 et 1630, le Parlement de Bourgogne interdit de vendre des grains ailleurs qu'au marché de la ville (3). Et en 1709, la Chambre du conseil de la ville « a ordonné et ordonne qu'à commencer mercredi troisième du présent mois, tous les grains, tant *froment, méteil, seigle, orge, avoine*, qui entreront dans cette ville... seront conduits au marché des hâles, aux jours ordinaires des mercredis et samedis pour y être vendus librement, sans contrainte et sans y être fait de taux, et ce à l'heure qui sera indiquée au son de la cloche par le commissaire du marché (4) ».

Un arrêt du Parlement, en 1770, « ordonne à tous

(1) A. M., 1688, G 242.

(2) A. M., G. 241.

(3) *Ibidem*.

(4) Lundi 1^{er} juillet 1709. — A. M., G. 241.

ceux qui voudront faire le commerce des grains et farines de se faire inscrire aux greffes des juges auxquels appartient la police des marchés les plus prochains de leurs domiciles (1) ».

C'est encore la frayeur de voir certaines personnes accaparer tous les grains qui pousse la Chambre de ville, au dix-septième siècle, à obliger les boulangers et autres qui achèteront des grains au marché, à payer avant livraison de la marchandise, et à interdire aux boulangers d'entrer à la halle aux blés avant deux heures de l'après-midi (2). De la sorte, la population a le temps de s'approvisionner sans subir de hausse de prix. Au seizième siècle, les boulangers pouvaient acheter du blé aux halles dès midi « et la cloche sonnée (3) ».

La place des Cordeliers, ci-devant assignée au marché aux pisseaux (4), devient, en 1665, le lieu du marché au foin (5). Notre document de 1668 confirme ce changement qui ne fut pas de longue durée car une pièce de 1676 porte : « Inhibition et deffence à toutes sortes de personnes d'amener ou faire amener en la place des Cordeliers de cette ville, ou autres de ladite ville, aucuns foins ny pailles pour y estre vendus et exposez, de les mener et faire mener et arrester en la place destinée à ce sujet, hors la porte Saint-Pierre (6) », c'est-à-dire à peu près devant la rue Febvret actuelle.

(1) A. M., 19 décembre 1770, G. 241

(2) A. M., G. 294.

(3) A. M., G. 293.

(4) A. M., 1541, G. 243. — Voir *supra*, p. 65.

(5) A. M., 21 juillet 1665, G. 243.

(6) Vendredi 26 juin 1676. — A. M., G. 244.

Le 9 janvier 1405, Jean sans Peur, duc de Bourgogne, avait consenti « un marché perpétuel chacun samedi après midy, au lieu appelé place du Morimond, pour y montrer, vendre et acheter toutes sortes de chevaux et autres bêtes quelconques (1) ».

Dans le même carton, aux archives municipales, nous trouvons les lettres patentes du duc Jean, selon lesquelles « tous vendeurs marchands au marché des chevaux et autre bétail, établi par ledit duc en la place du Morimond chacune semaine le samedi, ne seraient tenus de payer aucune imposition ou subsides. » 31 août 1408 (2).

Ce marché au bétail fut, le 8 mars 1412, transporté de la rue de la Voirie jusqu'au champ Damas, appelé plus tard Champ de Mars, et à la rue de la Couroirie (3).

Cependant, il nous semble qu'il dut revenir à son ancienne place, car, en 1540, une délibération de la Chambre de ville, défendant aux habitants d'entrer au marché du bétail avant huit heures en été et avant neuf heures en hiver, nous apprend que ce marché se tient « place du Morimont, à côté du Suzon (4) ».

De même, en 1668, le « gros et menu bestail » doit être conduit au « Champ du Montrimond ». A ce propos, signalons une requête des marchands de bétail, du 23 juin 1730, demandant qu'une redevance proportionnelle à l'importance de son commerce

(1) A. M., G. 244.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*. — Milsand, *op. cit.*, nos 53 et 85.

(4) A. M., 15 mai 1540, G. 238.

soit prélevée sur chacun d'eux, afin d'acquitter les dettes qu'ils contractèrent pour le paiement du *droit de confirmation* et pour le *joyeux avènement* auxquels ils durent contribuer en 1724. Ces droits s'élevaient à 2 sols pour un bœuf ou une vache grasse, 2 sols pour les chevaux, juments et poulains de deux ans, 1 sol pour une vache à lait, 9 deniers pour un cochon et 6 pour un mouton (1).

Au chapitre précédent (2) nous avons vu la lutte des marchands de la ville contre les forains, et nous avons constaté que le résultat de cette hostilité, en éloignant les étrangers, avait été de hâter la décadence des foires de Dijon ; maintenant, nous allons étudier la lutte des mêmes bourgeois de Dijon contre les revendeurs, en remarquant que cet ostracisme n'atteignit pas la prospérité des marchés et qu'il fut profitable aux consommateurs dijonnais. L'acheteur,

(1) Quant aux droits sur les vins, nous avons trouvé un certain nombre de lettres patentes de François I^{er} et de Louis XIII « portant continuation aux habitans de Dijon des droits d'entrée sur le vin » — « pour les deniers en provenant être employés aux fortifications ». Ces droits qui s'élevaient à 10 francs la queue, le 31 juillet 1542 (A. D., B. 20, f^o 12 v^o et 202), ont été doublés, le 29 mai 1618, 20 francs la queue (B. 37, f^o 177). Les droits « sur chaque millier de fer qui entrera ou sortira de la ville » sont de 10 francs, le 22 février 1578 (B. 26, f^o 289 r^o). Prorogation pour six ans, le 5 mai 1587 (B. 28, f^o 275 v^o). Différentes lettres patentes de 1540, 1545, 1553, 1571, etc., prorogent la remise du droit de mans (B. 20, 21, 23, etc.). Arrêt du Conseil et lettres patentes du 19 août 1610, qui accordent pour six ans à la ville de Dijon, le droit de lever 40 francs sur chaque « émine de bled que les boulangers et pâtisseries feraient fariner » (B. 35, f^o 35 v^o). — Prorogations en 1610 et 1623 (B. 36 et 39).

Consulter sur tous ces points : Peincedé, t. III, p. 602, 605, 629, 639, 669, 675, 682, 689, etc.

(2) Chap. III, II, p. 58 et suiv.

en effet, est mis directement en rapport avec le producteur, l'intermédiaire est supprimé; l'accaparement du revendeur qui pourrait faire monter les prix est rendu impossible par la fixation des heures d'ouverture du marché et les différents recours que l'on peut avoir contre l'intermédiaire.

Les prescriptions sont nombreuses et tendent à entraver le plus possible la profession de revendeuse.

Pour l'exercer, il faut être inscrit sur les registres de la ville et on ne l'est qu'à la condition d'avoir prêté serment devant « les maïeurs et les echevins en présence de deux conseillers de la Cour qui seraient à ce députés en qualité de commissaires de la police (1) ». Du reste, le nombre des revendeurs est fixé, limité, et l'on publie « la liste des noms et surnoms des vyvandiers, poullaillers et revendeurs de Diion (2) ».

Les revendeuses sont obligées de porter un insigne apparent; en 1558, il doit être placé sur l'épaule *destre* (3). En 1569, « toutes, sous peine de punition, devaient porter, cousue sur la manche de la robe, la lettre R en drap blanc (4) ». En 1785, elles étaient tenues d'avoir « en tous temps sur la poitrine et sur l'habillement extérieur une petite pièce de couleur rouge de la longueur au moins de trois pouces sur laquelle la lettre R sera tissée en fil blanc (5) ».

Il est absolument défendu aux revendeuses de faire

(1) 1558, A. M., G. 239.

(2) 1666, *Ibidem*.

(3) *Ibidem*.

(4) A. M., B. 205.

(5) Vendredi 10 juin 1785. — A. M., G. 239.

leurs achats dans la ville, ailleurs qu'aux marchés spéciaux à chaque denrée, ou en dehors des portes, en allant dans la campagne au-devant des paysans à « deux lieues hors de la ville ». Cette sévérité nous est attestée par une série de documents (1).

« Défense à toutes personnes, revendeurs, revendeuses, de vendre des herbes, fruits et autres denrées ailleurs qu'en la place Saint-Christophe, et à tous, poulailliers, cabaretiers, et revendeurs, d'acheter gibiers et volailles ailleurs qu'en ladite place et devant les dix heures du matin, à peine de 20 francs d'amande et de confiscation », nous dit une délibération du 10 juillet 1669 (2).

Le 11 décembre 1688, la Chambre du conseil de la ville de Dijon ordonne « que la volaille et le gibier seront vendus à la place Saint-Fiacre, avec deffences aux cuiseniers, traiteurs, hôtes et poulailliers d'en acheter ailleurs et de les enharrer ou faire enharrer es portes, et à deux lieues hors de ladite ville où ils ne pourront se trouver ny faire trouver pour eux aucun domestique ou autres personnes et n'en pourront acheter en ladite place qu'après les huit heures du matin en esté et les neuf en hyvert. Que le poisson se vendra en la Poissonnerie fors les vendredy après dîné, qu'il pourra estre vendu en la place Saint-Michel, et les samedi après dîné au-dessus du Bourg, et les revendeuses de poisson, traiteurs, hôtes et cabaretiers ne pourront l'acheter ailleurs ny se trouver à la Poissonnerie avant les

(1) 1450, A. M., G. 239.

(2) A. M., G. 242.

huit heures du matin en été, et depuis le 1^{er} octobre jusques au 1^{er} avril avant les neuf heures (1) ».

Une réglementation analogue, avec en plus l'exposé du motif qui l'a fait édicter, date du mercredi 10 novembre 1700 (2).

« Sur ce qui a été dit à la Chambre par le procureur syndic qu'il avait reconnu que la cherté du poisson, du beurre, des œufs et autres provisions de bouche, ne provenoit que de ce que les marchands et revendeuses de la ville les enharroient et achetoient des gens de villages, coquetiers et vivandiers, incontinent qu'ils étoient arrivés à la ville, et les revendoient sur le champ aux habitans ; ce qui étoit contraire aux règlements de police : à quoi étant important de remédier pour empêcher à l'avenir tel abus, la Chambre du conseil de police de la ville de Dijon, où les conclusions dudit procureur syndic a de nouveau fait et fait trez-expresses inhibitions et défenses à tous marchands, revendeurs et revendeuses de poisson, beurre, œufs et autres denrées, d'en acheter ou faire acheter par personnes interposées pour eux à des paysans, coquetiers et vivandiers avant les dix heures du matin en été, et les onze heures depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} avril, à peine de confiscation au profit de l'hôpital, et de 5 livres d'amende contre les contrevenants ; leur fait encore défenses d'aller ou envoyer aux portes, fauxbourgs, avenues, logis, cabarets, chez les vivandiers, coquetiers ou autres

(1) A. M., G. 242.

(2) *Ibidem.*

endroits pour enharrer le poisson, beurre, œufs et autres denrées, et d'en faire achat ailleurs qu'à la Poissonnerie et marchés publics et après les heures ci-dessus désignées, à même peine de confiscation et de 5 livres d'amende.

» Ordonne aux marchands étrangers et paysans, et aux coquetiers et vivandiers, tant de la ville que de la campagne, de vendre leur poisson, œufs et autres denrées à la Poissonnerie et aux places accoutumées et non ailleurs, et leur fait défenses de les vendre aux marchands et revendeurs de ladite ville qui leur seront connus, avant les heures ci-dessus marquées, à peine de 5 livres d'amende contre les contrevenants. »

Ces trois pièces nous montrent également que le marché, avant une certaine heure, est fermé aux revendeurs ; ceux-ci, par ce moyen, ne font pas concurrence aux consommateurs qui se trouvent seuls en présence des producteurs ; il est à remarquer aussi que les heures d'ouverture sont relativement tardives : la plus matinale se rencontre dans une sorte de pétition des confiseurs, du 17 août 1763 ; ils réclament le droit d'acheter « des fruits gelés au marché public à l'exclusion des revenderesses, depuis les cinq heures jusqu'à six du matin (1) ». Mais l'heure habituelle est huit heures.

Enfin, pour compléter ces indications, nous avons trouvé une requête des grainetiers de la ville, demandant que les forains, coquetiers, vivandiers et autres ne puissent entrer au marché qu'une heure après eux (2), et une ordonnance du 10 juin 1785 qui fixe

(1) A. M., G. 242.

(2) A. M., G. 19.

les heures d'entrée au marché « comme par le passé » :

« Pour le marché aux fruits dans la place Saint-Fiacre, à sept heures du matin en été et huit heures en hiver, et pour les marchés de beurre, œufs, laitages et autres comestibles, à huit heures du matin en été et neuf heures en hiver ; leur fait défenses d'y entrer plutôt sous les peines portées par lesdits règlements (1). »

Toutes ces rigueurs étaient dictées par la frayeur de voir le cours des produits alimentaires s'élever, la crainte des accaparements et des enharrements. Plusieurs ordonnances interdisent d'enharer les fruits, sous peine d'être condamné au pilori. Nous trouvons deux ordonnances municipales de ce genre en 1569 et en 1579 (2), et une troisième, assez curieuse, datée du 18 janvier 1541. Le maire de Dijon « défend d'acheter plus de paiseaux qu'il n'en faut à chacun pour la culture de ses vignes, lesquels devront être achetés sur le marché des Cordeliers, aux revendeurs des tuilles et canons, d'entrer au marché avant huit heures, et les pâtissiers et revendeurs de volailles et victuailles avant dix heures. . (3). »

La première partie de cet extrait nous explique pourquoi la vente des paiseaux était centralisée en un unique marché, c'était afin de pouvoir plus facilement surveiller si certaines gens achetaient pour revendre et non pas seulement pour leurs besoins personnels.

(1) A. M., G. 239.

(2) A. M., B. 205 ; B. 215.

(3) A. M., G. 243.

Pour une catégorie spéciale de revendeuses, les revendeuses à la toilette, les archives municipales ont conservé une réglementation qui nous paraît intéressante. Ces commerçantes étaient tenues de donner caution, elles ainsi que leurs maris, et il leur était interdit de rien acheter aux domestiques ou aux fils de famille, de rien mettre en vente sans la permission de la mairie, à peine de confiscation et de vingt livres d'amende; enfin elles devaient vendre leurs marchandises exclusivement dans leurs boutiques et non sur la place du marché (1).

Citons pour terminer une pièce de 1640 qui nous révèle l'hostilité des marchands de Dijon contre les revendeurs, en nous apprenant que les maîtres huiliers de la ville s'étaient entendus pour ne point livrer d'huile aux revendeurs qui la débitaient à un prix inférieur au leur (2). Nous verrons au chapitre suivant que cet état d'esprit ne disparut pas avec la Révolution.

(1) A. M., G. 43.

(2) A. M., G. 45.

CHAPITRE V

Les Foires et les Forains à l'époque moderne.

Rouage économique démodé. — Les progrès modernes. — Législation et réglementation. — Calendrier républicain. — Dates des foires. — L'administration municipale et le Département. — Foires aux bestiaux, aux houblons. — Police et emplacement. — Hygiène publique. — Règlement de 1902. — Les forains. — Les cahiers des états. — Déballage et visite. — Pétition. — La patente. — Motifs de la réglementation. — Règlements de 1884 et de 1902.

Ce serait une grave erreur de croire que la Révolution de 1789 marque une brusque transformation dans l'histoire des foires et des marchés de Dijon. Les choses restèrent d'abord dans l'état où nous les avons étudiées au dix-huitième siècle; ce n'est que par la suite, au cours du siècle dernier et de façon insensible, que la réglementation des foires et marchés se modifia sous l'action de réformes, non plus politiques, mais économiques. L'évolution continua sans que l'institution des foires et marchés subisse

de révolution, à peine ressentit-elle le contre-coup des événements qui agitaient la France.

Comme dans la période précédente, nous séparerons l'étude des foires de celle des marchés que nous ferons dans un sixième chapitre.

L'évolution des foires, au cours du dix-neuvième siècle, se poursuit par une décadence incessante, aggravée encore par ce qu'il est convenu d'appeler les progrès modernes. Les inventions contemporaines contribuèrent dans une large part à donner le coup de mort à celles des foires qui avaient pu subsister.

L'achèvement du canal de Bourgogne, dont la première pierre avait été posée à Saint-Jean-de-Losne le 24 juillet 1784 (1), la vulgarisation des chemins de fer, le télégraphe, le téléphone, rendaient de plus en plus inutile ce rouage économique démodé.

La civilisation, selon une loi générale, refoula la foire en des régions moins avancées que ne l'était la France du dix-neuvième siècle, chez les peuplades africaines, dans l'Amérique du Sud, en Russie, où les réunions de Nijni-Nowgorod sont particulièrement suivies.

Chez nous, là où elle subsiste encore, la foire est devenue purement agricole et n'intéresse en général qu'une région très peu étendue, son caractère local s'accroît de plus en plus ; elle constitue en somme

(1) Le canal de Bourgogne a été commencé en 1775 par les Etats de Bourgogne ; les travaux, poussés avec vigueur de 1789 à 1793, furent repris en 1800 et terminés en 1832. — J. Garnier. *Annuaire départemental de la Côte-d'Or*, 9^e année, p. 255.

un simple marché d'approvisionnement. A Dijon elle n'est plus qu'un souvenir.

Cependant, nous allons à grands traits retracer son histoire et suivre son agonie au cours du dix-neuvième siècle.

Les cahiers des Etats généraux de 1789, rédigés à Dijon, demandent « que les foires de mars et novembre, à Dijon, soient établies franches comme elles étaient dans les temps antérieurs(1) ».

Le 26 novembre 1790, le District du département demande l'établissement de quatre nouvelles foires qui se tiendront « sur le champ avoisinant la porte de la Liberté » les 9 mars, 30 juin, 22 août et 12 novembre (2). La première s'appelait « la foire de la my-carême (3) ».

Un projet de décret, présenté à l'Assemblée nationale le 31 mars 1791, confiait aux municipalités le soin de prendre toutes les mesures relatives aux foires et marchés, en même temps qu'il préconisait le régime de la liberté. « L'établissement d'une foire n'est que la manifestation que fait une commune que tel jour des marchands viennent lui apporter ce

(1) Article 36. — Archives parlementaires de 1787 à 1860, t. III. — Bibliothèque municipale, n° 15604.

(2) Archives municipales, registre des délibérations de la municipalité, t. III.

(3) 6 mars 1790. — A. M., registre des délibérations, II. — Nous lisons dans un extrait du registre des délibérations du comité de Salut public de la Convention nationale du 25 floréal an III (14 mai 1795), article premier. « Toutes les foires et marchés formés depuis le 1^{er} janvier 1789 dans les diverses communes de la République, sans le concours des autorités constituées et dont les établissemens n'ont pas été revêtus des formes légales sont abolis. » — Archives départementales, L. 401.

dont elle a besoin... l'intérêt des commerçants est le meilleur régulateur, et la meilleure loi de police du commerce est la liberté. » (Chapelier) (1).

Ce projet n'aboutit pas complètement et la municipalité ne conserva que pendant deux mois le droit de créer des foires et des marchés. Ce droit devait passer aux consuls le 7 thermidor de l'an VIII (26 juillet 1800) (2). Quant à la police des foires, elle resta toujours confiée aux corps municipaux depuis les décrets des 16 et 24 août 1790 (titre XI, article 3).

Dans ces attributions de police rentrait le droit de modifier les dates où devaient se tenir les foires, et ce droit devint une obligation lors de l'apparition du calendrier républicain (3).

Le remaniement nécessaire a été fait dans une délibération de la municipalité en date du 27 floréal de l'an II (16 mai 1794), qui fixe la foire de la mi-carême au 1^{er} germinal (21-22 mars), celle de la Fête-Dieu, de la Saint-Jean ou de la Saint-Pierre au 1^{er} messidor (19-20 juin), et celle de la Saint-Martin au 1^{er} brumaire (22-23 octobre) (4).

L'administration municipale créa quatre foires, le 2 brumaire an V (5), et maintint à trois le nombre de celles « qui ont accoutumé de se tenir aux halles ». La première est fixée au 21 brumaire

(1) Réimpression du *Moniteur*, t. VIII, p. 6.

(2) Ce droit fut donné aux préfets par le décret du 13-30 août 1864 (art. 1^{er}) et les lois du 24 août 1871, 16 septembre 1879 et 5 avril 1884, le firent partager entre les conseils municipaux et les conseils généraux.

(3) Mis en usage le 22 septembre 1792.

(4) A. M., registre des délibérations, VIII.

(5) A. M., registre des délibérations, XII.

(11 novembre) et durera huit jours ; la seconde, au 19 ventôse (9 mars) et sera de trois jours ; et la troisième, qui avait lieu le lendemain de la Fête-Dieu, demeurera fixée au 20 prairial (8 juin).

La foire, ci-devant foire Saint-Jean, continuera à se tenir sur la place Saint-Jean ; elle est fixée au 5 messidor (23-24 juin) et durera huit jours.

Des difficultés se présentèrent pour l'exécution de cette délibération ; le Département annula l'arrêté de l'administration municipale le 3 frimaire (1) (23 novembre). Celle-ci, le 17 frimaire, rédigea un mémoire au ministre de l'Intérieur au sujet de cette annulation et se refusa, dans sa délibération du 25 frimaire, à faire afficher l'arrêté « corrigé indûment par le Département ».

Une commission fut nommée le 25 pluviôse (13 février 1797), « pour fournir au ministre de la police générale des renseignements sur les foires », et l'administration municipale rédigea un second mémoire le 17 germinal an V (2).

Ce n'est qu'un an plus tard, le 12 germinal an VI (1^{er} avril 1798), que l'administration municipale eut la satisfaction d'informer les Dijonnais de la conser-

(1) L'administration départementale arrête ce qui suit : « Article premier. Les articles 4, 6 et 7 de la délibération municipale de Dijon du 2 brumaire sont annulés. » — Archives modernes, S. 3. — Le 1^{er} nivôse an V (21 décembre 1796), l'administration départementale ordonne l'impression et l'affichage de son arrêté. — A. D., L. 404.

(2) A. M., registre des délibérations, XII. — Nous avons une lettre de l'administration municipale au ministre de l'Intérieur « réclamant sa justice contre un arrêté » du Département annulant les articles 4, 6 et 7 du règlement de la municipalité. — A. D., L. 404.

vation de quatre foires qui sont fixées au 21 brumaire (11 novembre), au 1^{er} ventôse (19 février), au 21 prairial (10 juin), et au 1^{er} messidor (19 juin). Cette dernière se tiendra sur la place Saint-Jean et durera huit jours, comme celles de brumaire et de prairial ; celle de ventôse sera seule de trois jours (1).

Les dates de ces foires furent changées peu après, le 25 floréal an VI (14 mai 1798). Elles durent sept jours le 1^{er} frimaire (21 novembre), trois jours le 1^{er} germinal (21 mars), sept jours le 1^{er} messidor (19 juin) et le 11 du même mois (11 messidor ou 29 juin).

Ces dates sont conservées par l'arrêté du 27 prairial an VI (14 juin 1798), qui s'exprime ainsi (2) : L'administration municipale « considérant que, d'après les observations faites par les marchands en gros (3), il est reconnu que les anciennes époques des foires de Dijon se trouvoient déjà trop éloignées, et qu'en les faisant fixer à des époques encore plus éloignées, on ôteroit aux marchands en détail la faculté de se procurer en tems utile les assorti-

(1) A. M., registre des délibérations, XIII. — Sur ces difficultés entre la municipalité et le département, voir A. D., L. 404, et Archives modernes, S. 3.

(2) Le 19 thermidor an VI (5 août 1798). Les dates sont les suivantes : 11 brumaire (1^{er} novembre) ; 11 ventôse (1^{er} mars) ; 11 prairial (30 mai) ; 1^{er} messidor (19 juin). — Voir tableau des foires et marchés de la Côte-d'Or. — A. D., L. 401. — Ce tableau réclamé sans cesse par le ministère de l'Intérieur, était très en retard. Demande itérative du tableau le 9 ventôse an VII. Nous trouvons, dans la même liasse, des encouragements du ministre de l'Intérieur à surveiller l'exécution de l'arrêté modifiant les dates suivant le calendrier républicain.

(3) Pétition des marchands. — A. D., L. 404.

ments des marchandises analogues aux différentes saisons, ce qui feroit nécessairement manquer la vente et nuiroit beaucoup au commerce... » rapporte son arrêté du 25 floréal et décide que « les foires accoutumées de se tenir à Dijon demeurent conservées au nombre de quatre, qui se tiendront toutes à la halle ». Elles seront toutes de huit jours, excepté celle de germinal dont la durée reste fixée à trois jours.

Malgré ces changements successifs, les foires de Dijon n'étaient pas brillantes, si l'on en juge par cette lettre du commissaire de police au maire : « Sur la demande que vous me faites de l'état actuel des foires de Dijon, je n'ai pas un compte des plus satisfaisant à vous faire, en ce qu'elles dégénèrent chaque jour (1). »

Lorsque le calendrier révolutionnaire fut abrogé (2), il fallut modifier les dates des foires ; c'est pourquoi, le 17 janvier 1806, fut rendu un « arrêté par lequel le maire, sur l'invitation qui lui en a été faite par le préfet, d'après les ordres du ministre de l'Intérieur et d'après le vœu des négociens de la ville, décide qu'il sera prié de fixer la foire qui s'ouvrait au 10 ventôse au 10 mars », celle du 10 prairial au 10 juin, celle du 30 prairial au 24 juin, et celle du 10 brumaire au 10 novembre (3).

Le nombre des foires a encore été augmenté au cours du dix-neuvième siècle, on se demande en vain pour quelle raison.

(1) Archives modernes, S. 3. — 13 brumaire an XIII.

(2) 1^{er} janvier 1806.

(3) A. M., registre des délibérations, XXI.

Une ordonnance du roi du 18 janvier 1826 crée quatre nouvelles foires :

« Charles, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre,

» A tous ceux qui ces présentes verront, salut ! etc...

» Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :
ARTICLE PREMIER. — Il sera établi dans la ville de Dijon, département de la Côte-d'Or, quatre nouvelles foires aux bestiaux ; elles se tiendront annuellement les 15 janvier, 1^{er} mars, 25 avril et 25 août, et dureront un jour... »

L'arrêté du maire avisant les habitants de Dijon de cette ordonnance royale, nous apprend qu'il existait déjà deux foires aux bestiaux les 24 juin et 10 novembre.

Nous ne savons pas à quelle époque ces dates furent modifiées, mais nous avons trouvé dans l'*Annuaire départemental*, de J. Garnier, de l'année 1858, l'indication suivante :

Les foires se tiennent à Dijon les « 15 janvier, 1^{er} mars, 10 mars (trois jours), 25 avril, 10 juin, pour la *verrerie* (huit jours) ; 25 août, 10 novembre, pour le *bétail* ; 10 novembre pour les marchandises de toutes espèces ».

Il n'y aurait donc plus à cette époque que deux foires pour le bétail, et le nombre des foires se serait élevé à sept.

Ce n'était pas tout, car, d'après l'arrêté du maire, en date du 11 septembre 1868, « il est établi à Dijon deux foires à houblon, qui se tiendront les 20 septembre et 20 octobre de chaque année. Lorsque le

20 septembre ou le 20 octobre tombera un dimanche ou un jour de fête légale, la foire sera remise au lendemain ». Elles se tiendront dans la halle au blé (1).

L'arrêté du 23 décembre 1871 fixe les dates des cinq foires qui subsistent au 15 janvier, 1^{er} mars, 25 avril, 25 août et 10 novembre (2). Le règlement de 1902 a créé une sixième foire qui doit se tenir le 24 juin.

La réglementation des foires intéressa fort peu les municipalités qui se succédèrent à Dijon depuis un siècle ; alors que les arrêtés concernant les marchés sont en très grand nombre, nous n'en pouvons citer que cinq relatifs aux foires (3). Ce peu de souci des foires ne semble-t-il pas une preuve évidente de leur décadence irrémédiable ?

L'arrêté de 1826 (4) nous révèle une tendance inspirée par des considérations d'hygiène et de salubrité publiques, tendance qui consiste à transporter la foire aux bestiaux en dehors de la ville, la reléguant jusque dans les faubourgs.

« L'emplacement désigné par arrêté du 23 juin 1824 pour la tenue desdites foires, qui est situé hors la

(1) Archives modernes, S. 3.

(2) B. M., brochure, nouvelle série, 2313.

(3) L'arrêté du 26 décembre 1846 concerne la perception des droits d'octroi sur les bestiaux et la viande dépecée. Cette perception se fait au poids : les bœufs et les vaches, pesés à l'octroi du faubourg d'Ouche, sont taxés à raison de 3 fr. 45 par cent kilogrammes. Cet arrêté ajoute que les bestiaux qui ne font que traverser la ville peuvent ne pas payer de droits si leurs conducteurs sont munis d'un *pas-debout* ou *laisser-passer*.

(4) Voir *supra*, p. 88.

porte Bourbon et se compose des allées latérales du cours Ignace et de la demi-lune à l'extrémité ouest de ce cours, sera conservé en raison de son étendue et de la facilité avec laquelle le bétail peut s'y rendre. »

Mais cette disposition ne concerne que le bétail ; les marchandises et objets divers continuent à être mis en vente dans différents quartiers de la ville.

Signalons en particulier un emplacement que nous avons vu mentionné dans une pièce de voirie de 1831 (6 août) et qui est ainsi dénommé : « le long du mur du jardin de la tour de Bart », c'est-à-dire dans la place des Ducs actuelle (1).

Ce n'est qu'en 1871 que la foire fut définitivement transportée sur la place du Trente-October, et, de plus, il est interdit de laisser passer les bestiaux par l'intérieur de la ville alors qu'en 1801, le bureau de pesage pour les porcs était établi dans l'intérieur de l'église Saint-Jean (2).

La place de Gray, anciennement place au Foin (3), est spécialement affectée à la vente des porcs (4).

La partie de *l'allée de la Retraite*, actuellement boulevard Voltaire, qui s'étend de la place de Gray à la rue de Mirande est affectée à la vente des bœufs, vaches, veaux, moutons et chevaux.

(1) « Attendu que cet emplacement ne doit être occupé que pendant les jours de foire et qu'il doit être libre à toute autre époque », le *voyer* refuse d'y laisser construire un hangar. — Archives modernes, autorisation de voirie (place des Ducs).

(2) 1871. — B. M., brochure, nouvelle série, 2313.

(3) Milsand, *Rues de Dijon*, n° 163.

(4) En 1711, les foires se tenaient dans les « halles et magasins de la ville ». — Voir *supra*, chap. III, p. 57.

Les marchandises de toutes sortes sont étalées
« dans la rue de Gray, du côté de la ville ».

Très peu de modifications sont apportées à ces dispositions par le règlement du 27 mars 1892 (1).

La vente des porcs est transportée dans le boulevard de Strasbourg et sur les trottoirs nord-est et sud-est de la place du Trente-October.

La rue Paul-Cabet et la rue Jeannin, jusqu'à la *petite rue La-Monnoye*, sont livrées aux marchands de toutes catégories.

Le règlement actuellement en vigueur, du 20 juillet 1902, consacre les dispositions antérieures, concernant l'emplacement.

« La foire de la Saint-Martin se tiendra rues Paul-Cabet et Jeannin, place du Trente-October et boulevard Voltaire.

» La place du Trente-October, à l'exception des trottoirs, doit rester libre (2). »

Telles sont les dernières dispositions concernant les foires de Dijon au début du vingtième siècle.

Cette étude, cependant, ne serait pas complète si nous ne nous occupions d'une classe bien intéressante de marchands, qui fut souvent sacrifiée aux intérêts de négociants plus puissants.

Si nous avons insisté sur les divers emplacements occupés par les foires, c'est que les modifications

(1) B. M., brochure, nouvelle série, 3663.

(2) Art. 13 du règlement du 20 juillet dont les tarifs ont été modifiés le 10 décembre 1902. Le 11 janvier 1901, un arrêté du maire interdit la foire du 15 janvier aux animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine, en raison de la fièvre aphteuse. Même disposition.

qui y ont été apportées au cours des siècles intéressent certainement l'histoire du développement de notre ville, et révèlent, à une certaine époque, une plus grande préoccupation de l'hygiène publique, en particulier par la tendance à rejeter les foires en dehors du centre de la ville.

Une autre raison a milité en faveur de ce déplacement des foires. C'est le grand espace que nécessite l'installation des forains, qui, dans les rues étroites des quartiers populeux, entraverait singulièrement la circulation. On a éloigné la foire pour éloigner les forains.

Le sort des marchands forains, que nous avons vu si précaire et si dur au chapitre III, ne devait pas être amélioré par la Révolution. Bien au contraire, les cahiers des Etats généraux de 1789, rédigés à Dijon, s'exprimaient ainsi dans leur article 34 :

« Que la liberté de faire le commerce sera interdite aux marchands colporteurs, à moins qu'ils ne justifient qu'ils ont domicile fixe dans le royaume et qu'ils sont compris au rôle des impositions royales de l'année ; qu'ils ne puissent débiter leurs marchandises dans les villes que pendant trois jours et qu'ils ne puissent y revenir que de trois mois en trois mois (1). »

La dernière partie de ce vœu passa dans la délibération de la Chambre municipale, du 6 mars 1790, qui « ordonne que la foire ditte du déballage de la my carème établie en cette ville sera ouverte mercredy prochain..., permet à tous les marchands, étrangers

(1) B. M., 15604. — Archives parlementaires de 1787 à 1860, t. III.

ou autres, d'étaler, vendre et débiter pendant trois jours francs leurs marchandises aux halles de cette ville seulement, à l'exception de la poterie et verrerie qui seront étalées et vendues à la place Saint-Etienne, à la charge par les marchands de se conformer aux lettres patentes, arrêtés et règlements (1) ».

Nous avons déjà vu, avant la Révolution, que les marchands forains réclamaient le droit de déballer et d'emballer leurs marchandises avant l'ouverture et après la fermeture de la foire. Nous retrouvons cette question, tranchée par l'arrêté du 27 prairial an VI, qui fixe la durée des foires à huit et trois jours « non compris les jours de déballage et emballage (2) ».

Ce règlement ajoute dans son article : 6 « Les marchands déballeront leurs marchandises les jours ci-dessus désignés, afin qu'à l'ouverture des foires elles soient étalées, exposées en vente, en état d'être vues et examinées, ainsi que les poids et mesures en état d'être égandillés, et que les halles soient sans embarras (3). »

En réponse à une pétition des marchands forains,

(1) A. M., registre des délibérations, II.

(2) Voir supra, chap. III, § 2.

(3) L'article 7 dit : « Il est fait défense à tous colporteurs et autres marchands de crier leurs marchandises soit dans l'intérieur desdites halles soit aux portes d'icelles. » — Archives modernes, S. 3. — La prescription de l'article 6 paraît inspirée par la disposition suivante émanant de l'administration départementale : « Les marchands qui déballeront aux foires ci-dessus exposeront leurs marchandises en l'état d'être vues et examinées, ainsi que les poids et mesures en état d'être vérifiés et égandillés et de manière que ces halles soient sans embarras. » 3 frimaire an V. — Archives modernes, S. 3.

le maire prit un arrêté, le 7 ventôse de l'an XI (26 février 1803), par lequel il leur enjoint, conformément aux règlements, de transporter leurs marchandises aux halles dans les vingt-quatre heures, avec défense d'avoir des magasins en ville (1).

« Considérant que les marchands forains ne justifiant pas d'un acte de renonciation à l'incolat de leur commune ne sont point habitants de celle-ci, que hors le tems de foire, ils n'ont aucun établissement de commerce dans la ville, qu'en amodiant des magasins hors les halles, ils contreviennent aux règlements sur les foires et les marchés. »

Trois mois après la publication de cet arrêté, le préfet de la Côte-d'Or recevait du ministre de l'Intérieur, une circulaire portant (2) :

« Que, comme les spéculations des marchands forains seroient destructives des foires et amèneraient infailliblement la chute de ces établissements au détriment des intérêts de la ville, il convient de prendre à cet égard les mesures de police que la prudence peut suggérer et qui pourront se concilier avec la loi du 1^{er} brumaire an VII » (22 octobre 1798) (3).

(1) A. M., registre des délibérations, XVIII. — Loi du 1^{er} brumaire an VII (art. 27). — Délibération du 27 vendémiaire an IX. — Registre des délibérations, XVI.

(2) 4 prairial an XI. — Archives modernes, S. 3.

(3) Cette loi s'exprimait ainsi (article 27) : « Tout citoyen muni d'une patente pourra exercer sa profession ou industrie dans toute l'étendue de la République, en payant au receveur de l'enregistrement de toutes les communes où il aura des *établissements* le droit proportionnel pour les maisons d'habitation, usines, ateliers, boutiques, magasins qu'il occupera. »

A la suite de cette injonction, le maire de Dijon arrêta les prescriptions suivantes :

« ARTICLE PREMIER. — Tous négociants qui ne sont point habitants de Dijon, mais qui y auront des établissements, pourront, conformément à l'article 27 de la loi du 1^{er} brumaire an VII, y exercer leur commerce ou industrie en, par eux, justifiant de la patente qui leur aura été délivrée dans la commune de leur domicile, faisant mention de la quittance du droit proportionnel qu'ils auront payé à Dijon pour les maisons d'habitation, usines, ateliers, magasins et boutiques qu'ils y occuperont.

» ART. 2. — Il est fait défense à tous marchands n'ayant en la commune de Dijon aucun établissement et qui s'y rendent pour le temps des foires seulement, d'étaler et vendre leurs marchandises ailleurs que dans la halle située rue Saint-Martin destinée pour la tenue des foires.

» ART. 3. — Il est fait défense aux dits marchands forains de déballer leurs marchandises avant les jours fixés, savoir (1) : pour la foire de brumaire, avant le 10 dudit mois ; pour celle de ventôse, avant le 20 du même mois, et pour celles de prairial, avant les 20 et 30 dudit mois (2). »

L'exécution de cet arrêté laissa, paraît-il, fort à désirer, les forains ne tenant aucun compte des prescriptions concernant le déballage et l'emballage.

(1) Nous lisons dans les considérants : « Défense auxdits marchands forains de déballer leurs marchandises avant les jours fixés pour le déballage. »

(2) Archives modernes, S. 3. — Voir aussi le registre des délibérations, XIX.

A ce sujet, le commissaire de police de la ville écrivait au maire, le 13 brumaire an XIII :

« Je ne vous dissimulerai pas que lorsque j'ai fait l'ouverture de celle actuelle, plusieurs négociants m'ont porté leurs plaintes et témoigné l'étonnement où ils sont de ce qu'au préjudice de l'arrêté du 26 vendémiaire an XII, ils ont reconnu que des marchands forains avaient vendu, étalé avant le jour marqué pour la foire et se sont plaint de ce que, par ce moyen, on leur enlevait l'avantage qu'ils avaient dû se promettre de leur obéissance au règlement susdit (1). »

Pour excuser l'insoumission des forains, il est peut-être juste de remarquer que ces règlements étaient un peu durs en ne leur laissant pas le temps suffisant pour disposer leurs étalages de façon à attirer les acheteurs, et surtout en leur interdisant de vendre n'importe quel objet avant l'ouverture de la foire.

Les motifs de cette sévérité nous sont donnés par le maire de Dijon lui-même. L'existence des forains, selon lui, « tend à anéantir le commerce de Dijon... et à occasionner un surhaussement dans les prix des marchandises (2) ».

Ces deux raisons nous semblent très mauvaises, car en général les forains mettent en vente des objets que l'on ne peut se procurer à la ville, et leurs prix sont, le plus souvent, bien inférieurs à ceux des négociants de la ville.

Quoi qu'il en soit, ces mesures rigoureuses

(1) Archives modernes, S. 3.

(2) 7 ventôse an XI. — A. M., registre des délibérations, XVIII.

n'étaient certes pas le moyen d'arrêter le déclin des foires, car sans marchands étrangers, sans forains, on ne conçoit plus la raison d'être des foires.

Mais le vrai motif de cette réglementation, il faut le rechercher dans l'hostilité des marchands de la ville contre ceux du dehors. Nous avons déjà constaté cet esprit dans le chapitre III, nous en retrouvons la preuve en 1811, dans cette pétition des négociants et marchands de Dijon, par laquelle « ils demandent que tous les marchands forains ou colporteurs ne puissent, hors le temps des foires, continuer au delà de trois jours le débit public, ni ouvrir ce débit ailleurs que dans les bâtiments communaux destinés à cet usage (1) ».

Comme au moyen âge, le droit de vente est resté un monopole : il appartient aux habitants de la commune.

Ce monopole subsista longtemps. Nous le retrouvons en 1828 (2), et c'est encore lui qui inspire cet arrêté du 6 novembre 1865 :

« ... La foire qui doit se tenir à Dijon le 10 novembre courant pour la vente de la ferrerie, de marchandises de toute espèce et du bétail, et qui a été autorisée pour huit jours *non compris celui du déballage et de l'emballage...*, ne pourra sous aucun prétexte se prolonger au delà du temps qu'elle doit durer, et à l'avenir, il en sera de même pour toutes les autres foires, qui ne pourront dépasser la durée qui leur a été fixée. »

(1) 5 janvier 1811 — A. M., registre des délibérations, XXVI.

(2) Défense aux orfèvres forains de débiter hors le temps des foires. — 6 décembre 1828.

Les idées anciennes apparaissent encore sous cet article du 26 avril 1884.

« Défense à toutes personnes d'aller sur les routes et dans les auberges acheter le bétail destiné au marché (1). »

N'est-ce pas encore un vestige de cette réglementation que nous rencontrons dans l'article 14 du règlement des halles et marchés de 1902 ?

« Aucun marchand ne pourra s'installer aux foires et marchés divers, ni opérer sa vente sur la voie publique sans y être autorisé... Toute installation aux foires et marchés divers ou vente sur la voie publique sans autorisation, est passible d'une contravention . »

(1) Ce règlement permet aux bouchers forains d'introduire tous les jours des viandes abattues, mais, préalablement, ils doivent les conduire à l'abattoir pour les faire visiter et marquer par l'inspecteur de la boucherie. Ils sont, du reste, soumis aux mêmes prescriptions que les bouchers de la ville et ne peuvent exposer leurs viandes qu'aux marchés publics. — B. M., brochure, nouvelle série, 2875.

CHAPITRE VI

Les Marchés à l'époque moderne.

SECTION PREMIÈRE. — LES MARCHÉS. — § 1^{er}. — *Subsistances* : rareté des grains, mauvaises récoltes. — La liberté du commerce. — Troubles et émeutes, tentatives d'accaparement, répression sévère, taxe du pain, réquisitions, le *Maximum*, greniers d'abondance. — Boulangerie.

§ 2. — *Emplacements et jours*. — Marchés de carrefours. — Les églises. — La halle des Jacobins. — Marché du nord et marché du midi. — Halles centrales. — Marchés divers. — Calendrier républicain ; jours maigres. — Marchés quotidiens. — Marché au bétail ; la tuerie et l'abattoir.

§ 3. — *Règlements de police*. — Suppression des corporations. — La patente. — Le maximum des denrées. — Émeutes. — Surveillance étroite. — Denrées réglementées. — Réglementation intérieure. — Heures d'ouverture et de fermeture : trois coups de cloche. — Installation du marché couvert. — Police : les quatre pavillons et les trottoirs extérieurs — La criée municipale.

SECTION II. — LES REVENDEURS. — Hostilité persistante. — Comité communal provisoire. — Inscription à la mairie, marque distinctive par numéros ou lettres. — Suppression en l'an III. — Pétition. — Cote mal taillée. — Motifs de sévérité. — Défense d'enharrer. — Heure tardive d'entrée au marché. — Emplacement. — Victor Dumay. — Marché couvert. — Réaction.

SECTION PREMIÈRE

LES MARCHÉS

Les marchés de Dijon, pendant la Révolution et le dix-neuvième siècle, ne cessèrent d'être en pleine prospérité, et nous allons essayer de reconstituer leur histoire avec les seuls documents qu'il nous a été permis de consulter.

Pour mettre un peu de clarté dans notre étude, nous allons examiner successivement les questions suivantes : les subsistances pendant la Révolution, les emplacements et les jours de marchés, enfin la police du marché et le pouvoir réglementaire de la municipalité.

LES SUBSISTANCES. — Une chose nous frappe dans la lecture des *Délibérations du Comité communal provisoire et de la commune de Dijon*, c'est la crainte des accaparements, la peur de la famine qui, dès le début de la Révolution, apparaît dans la plupart des délibérations.

Le 13 octobre 1789, il est expressément défendu « à toutes personnes d'arrêter aux portes aucun habitant de la campagne ou autre amenant des grains à la ville ».

« Le Comité municipal de la ville de Dijon, instruit que plusieurs habitants des campagnes amenant des grains à la ville ont été arrêtés aux

portes, empêchés de conduire leurs grains dans les maisons des particuliers pour lesquels ils étoient destinés, et forcés de venir préalablement avec leurs voitures à l'hôtel de ville ; considérant qu'une pareille gêne ne pourroit que rebuter les habitans de la campagne et les déterminer à conduire leurs grains ailleurs... (1). »

Quelques jours plus tard, une disposition analogue est prise (2) :

« Défenses expresses demeurent faites à toutes personnes, sous peine de punition corporelle, d'apporter aucun obstacle ni gêne à la libre entrée des bleds dans cette ville, soit en les arrêtant aux portes, soit en détournant les étrangers de les y amener...

» Défenses également de sortir aucuns bleds de la ville... (3). »

(1) Archives municipales, registre des délibérations, I.

(2) 28 octobre 1789. — *Ibidem*.

(3) Voici le tableau de quelques prix des grains, céréales, aux mois de novembre 1790 et 1791. — Archives départementales, L. 338 et L. 339.

	NOVEMBRE 1790						NOVEMBRE 1791					
	1 ^{re} QUINZAINE			2 ^e QUINZAINE			1 ^{re} QUINZAINE			2 ^e QUINZAINE		
Froment, la mesure	4 ^h	9 ^f	6 ^d	4 ^h	10 ^f	9 ^d	4 ^h	16 ^f	3 ^d	4 ^h	16 ^f	0 ^d
Seigle.... —	3	6	»	3	6	»	»	»	»	»	»	»
Méteil.... —	3	11	6	3	11	6	3	13	3	3	18	9
Orge..... —	2	10	6	2	11	3	2	16	6	2	17	0
Avoine... —	1	9	»	1	9	»	1	12	6	1	14	0
Foin	2 ^h	2 ^f	0 ^d	2 ^h	2 ^f	0 ^d	29 ^h	10 ^f	0 ^d	30 ^h	» ^f	» ^d
Paille	0	17	»	0	17	»	11	10	0	12	»	»

Voir aussi L. 340 pour les prix des différents cantons de la Côte-d'Or.

Cette réglementation, inspirée par la crainte de voir la ville manquer de pain, s'explique par la rareté des céréales, et en particulier du blé au début de la Révolution (1).

Les causes diverses de la pénurie des subsistances à cette époque ont été recherchées par M. Porée, dans un département limitrophe de la Côte-d'Or, dans l'Yonne (2). Ces causes sont de deux sortes ; causes locales : la culture de la vigne faisant du tort à celle du blé ; causes générales : routes mal entretenues (3), trois mauvaises récoltes successives, préjugés du peuple contre la liberté du commerce, antagonisme des villes et des campagnes, craintes de contre-révolution, etc.

Cette rareté du blé au marché occasionne des troubles et des émeutes qu'il n'était pas facile de réprimer (4).

La foule s'en prenait à la liberté du commerce et réclamait la taxe des grains. A la suite de la Constituante, le Conseil général de la commune avait bien, dès le 18 mars 1790, fixé la taxe du pain et rétabli pour les boulangers l'ancien mode de fabrication suivant les différentes espèces de pain ; mais, comme

(1) Lavissee et Rambaud, *Histoire générale*, t. VIII, p. 626 et 627. — Nous lisons dans les *Notes historiques*, extraites des anciens registres de l'état civil des communes de la Côte-d'Or, publiées dans l'*Annuaire départemental de la Côte-d'Or*, 8^e année, p. 401 : « Des grêles affreuses, ou plutôt des glaçons, pesant jusqu'à dix livres, tombées pendant l'été sur plusieurs provinces de France, qui ont détruit toutes les espérances des cultivateurs réduits à la mendicité. » Il s'agissait de l'été de 1789.

(2) Porée, *Les subsistances dans l'Yonne et particulièrement dans le district d'Auxerre pendant la Révolution*, Paris, Alph. Picard, 1903.

(3) Lavissee et Rambaud, *loc. cit.*, p. §26.

(4) 1^{er} décembre 1793. — A. M., registre des délibérations, V.

nous le verrons en l'an III, les cultivateurs n'apportaient les grains qu'avec répugnance, il fallait envoyer continuellement dans les campagnes des commissaires pour harceler les propriétaires de denrées et en arracher la portion absolument nécessaire pour le besoin du moment (1).

Le grand nombre des règlements municipaux concernant la boulangerie (2) ou les tentatives d'accaparement (3), ne parvinrent à changer cet état de choses.

La Convention elle-même ne fut pas plus heureuse avec son décret du maximum (4), qui remettait en vigueur la réglementation d'avant 1789, sur les blés : déclarations obligatoires, recensements, visites domiciliaires, acquits-à-caution, registres des achats et des ventes, etc. L'obstination des campagnes est entretenue par la faculté que trouvent les cultivateurs de vendre leurs grains dans les districts voisins bien au delà du maximum « malgré les réquisitions forcées, il ne vient presque rien aux marchés... et les grains s'enlèvent dans les campagnes à des prix exorbitants (5) ».

(1) A. D., L. 258.

(2) 16 février et 22 décembre 1792. — Registre des délibérations, V. — 3 et 6 août, 1^{er} et 8 septembre 1793. — Registre des délibérations, VI. — 22 septembre, 8, 14, 23 et 30 octobre 1793 — Registre des délibérations, VII.

(3) 22 septembre 1792. — Registre des délibérations, VI.

(4) Lavissee et Rambaud, *op. cit.*, p. 627.

(5) 21 novembre 1793. — A. D., L. 258. — Voir aussi L. 401. — On y trouve un arrêté du 1^{er} frimaire an II, concernant les réquisitions : « Considérant que l'approvisionnement des marchés est seul capable de tranquilliser le peuple sur les subsistances ; que la loi du 28 vendémiaire, ayant pour but cet approvisionnement, son exécution est d'une nécessité rigoureuse. »

Cet état de choses apparaît clairement dans une délibération de la municipalité du 4 brumaire an III (25 octobre 1794) (1) :

« Sur les plaintes renouvelées au conseil que les citoyens de la campagne ne veulent pas vendre leurs marchandises au maximum et que si l'on n'arrête pas leur avidité, il n'y aura plus moyen d'acheter d'eux les choses essentielles à la vie... »

Les émeutes et les troubles étaient si fréquents au marché, que la municipalité avait été obligée d'établir « un poste quotidien » de trente hommes pour surveiller le marché (2).

Les gendarmes étaient obligés d'escorter les convois de blé qui venaient à Dijon et qui auraient risqué d'être dévalisés (3).

Le 4 frimaire de l'an IV (25 octobre 1795), la municipalité tenta l'essai d'une réglementation nouvelle : « La veille de chaque marché, il sera déposé

(1) A. M., registre des délibérations, X.

(2) 9 frimaire an II. — A. M., registre des délibérations, VIII.

(3) Procès-verbal du 7 décembre 1792 : « Claude Renou, substitut du procureur de la commune de Dijon, sçavoir fait qu'ayant été instruit qu'il venait d'arriver, à la porte du marché aux bleds de cette ville, quatre chars et deux voitures de bleds amenés de la ville de Saint-Jean-de-Losne, par Vincent et Claude Contet, etc., sous la conduite et garde de deux *gendarmes nationaux* de la ville de Saint-Jean-de-Losne, je me suis adressé auxdits voituriers qui mont représenté une lettre de voiture dattée de Saint-Jean-de-Losne, du jour d'hier, donnée par les officiers municipaux de Saint-Jean-de-Losne, de laquelle il résulte que la municipalité de Saint-Jean-de-Losne a confié à leur garde, pour être rendue en cette ville, cent vingt un sacs de bled de quatre mesures de Saint-Jean-de-Losne, chacun... Sur quoi, et pour la conservation dudit bled, je l'ai fait conduire sur les greniers de la maison nationale, autrefois le monastère de Sainte-Marie, pour y être ultérieurement pourvu ainsi et par qui il appartiendra... » — A. M., F. 2, 3, 4.

dans la ci-devant sacristie de Saint-Etienne une certaine quantité de grains, et une sentinelle sera placée la nuit dans l'intérieur des cours... (1) »

Il est probable que ce système de greniers d'abondance ne réussit pas mieux que les précédents, car des troubles se produisirent encore les jours de marché. Pour réprimer ces troubles, le général divisionnaire sera requis, le 14 ventôse an IV (4 mars 1795), de faire trouver, tous les jours de marché, une « garde suffisante » sur les lieux mêmes des marchés (2).

Nouvelle tentative de l'administration municipale le 5 vendémiaire de l'an V. Pour lutter contre l'insuffisance des approvisionnements, elle prit un arrêté augmentant le nombre des *marchés aux grains*. Il se tiendra dorénavant trois marchés par décade, les tridi, sextidi et nonidi (3). La municipalité avait, en effet, pompeusement déclaré, le 22 frimaire de l'an IV (12 décembre 1795), que « la Constitution ne connaît ni mercredi ny samedi (4) » et ordonne que les marchés aux grains se tiennent les nonidi et quartidi de chaque décade.

Suivant un usage déjà ancien, l'ouverture du marché est annoncée par une cloche. On sonne trois fois. Au premier coup, les habitants de la com-

(1) Registre des délibérations, XI. — Bien que la récolte de 1794 ait été bonne, il est certain que les pauvres auraient manqué de pain si la municipalité n'avait pas maintenu un service de subsistance à l'usage des indigents à qui on remettait des bons. — Archives modernes, S. 4.

(2) *Ibidem*.

(3) A. M., registre des délibérations, XII.

(4) *Ibidem*, XI. — Voir plus loin, p. 117.

mune ont seuls le droit de pénétrer dans la « halle aux bleds (1) ». Puis ce sont les boulangers et grainiers, et enfin les étrangers qui peuvent s'y approvisionner (2).

Cette réglementation subsista longtemps, nous la retrouverons le 31 janvier 1817 :

« ARTICLE PREMIER. — Pendant tout le tems que durera le marché, il sera sonné trois coups de cloche qui détermineront le moment où peuvent acheter les habitants, les boulangers de la ville et les étrangers.

» ART. 2. — Le premier coup de cloche, pour les habitants, aura lieu à 11 heures précises ; à 1 heure, il sera sonné un coup de cloche pour les boulangers, et à 2 heures pour les étrangers (3). »

Pendant toute la durée de l'Empire, les marchés aux grains fonctionnèrent normalement et les délibérations de la municipalité ne s'occupent que de taxer le prix du pain (4). Cependant, la crainte des

(1) Eglise Saint-Etienne.

(2) 15 messidor an V. — A. M., registre des délibérations, XII.

(3) Registre des délibérations de 1817, p. 20.

(4) 7, 17 et 18 vendémiaire ; 7 et 14 pluviôse ; 7 et 13 ventôse an III ; 1^{er} prairial, 29 messidor et 5 fructidor an VIII, registre des délibérations, XV. — 29 nivôse, 29 floréal et 29 messidor an IX, registre des délibérations, XVI. — 29 vendémiaire et 30 thermidor an X, registre des délibérations, XVII. — 29 frimaire et 30 thermidor an XI, registre des délibérations, XVIII. — 30 brumaire, 30 ventôse, 30 thermidor an XII, registre des délibérations, XIX. — 30 brumaire, 30 frimaire, 30 germinal et 30 thermidor an XIII, registre des délibérations, XX. — 31 janvier, 30 avril et 30 août 1806, registre des délibérations, XXI. — 31 janvier, 29 mai, 31 décembre 1807, registre des délibérations, XXII. — 30 avril, 31 août, 31 décembre 1808, registre des délibérations, XXIII. — 31 décembre, 30 juin, 31 août, 31 décembre 1809, registre des délibérations, XXIV. — 30 avril, 31 août, 31 décembre 1810, registre des délibérations, XXV. —

accaparements et la peur de manquer de subsistances apparaissent dans quelques délibérations.

Le 3 messidor de l'an IX (22 juin 1801), nous rencontrons un « arrêté par lequel le maire, averti que plusieurs particuliers arrêtaient aux portes et dans les rues les voitures de bled qu'on conduit au marché et qu'ils l'achètent pour l'exporter hors de Dijon..., que les mêmes particuliers surhaussent au marché et à l'envi les uns des autres les prix de toutes espèces de bled, ce qui occasionne des rixes fréquentes, ordonne que dorénavant tous les grains amenés en ville ne pourront être vendus qu'au marché et aux heures de ce marché fixées précédemment... et maintient l'usage adopté pour les habitants de s'approvisionner avant tous marchands étrangers auxquels défense est faite de s'y introduire avant l'heure (1) ».

Un arrêté du maire, de 1812, défend également « aux boulangers et aux marchands de grains d'acheter au marché avant les heures prescrites, d'en faire acheter *par-dessous main*, et fait expresse défense de se porter hors de la ville au-devant des voitures de grains pour les arrêter (2) ».

26 avril, 31 août, 31 décembre 1811, registre des délibérations, XXVI. — 30 avril, 28 août, 31 décembre 1812, registre des délibérations, XXVII. — 30 avril, 30 août, 31 décembre 1813, registre des délibérations, XXVIII. — 30 avril, 31 août, 31 décembre 1814, registre des délibérations, XXIX. — 1^{er} août 1811. — A. M., registre des délibérations, XXVI. — Le maire nomme une commission pour changer le mode adopté, depuis 1739, pour la fixation du prix du pain.

(1) A. M., registre des délibérations, XVI.

(2) 26 juin. — A. M., registre des délibérations, XXVII. — Cette année 1812, la consommation mensuelle du blé pour la ville de Dijon s'était élevée à 16,604 doubles décalitres.

Une disposition provenant d'une idée analogue se trouve reproduite en 1817.

« Nouvelles défenses demeurent réitérées à qui que ce soit d'arrêter, soit aux portes de la ville, soit dans l'intérieur, les voitures de grains qui sont conduites au marché et d'acheter les denrées dont elles sont chargées (1). »

Cette réglementation très rigoureuse du commerce des grains tendit à disparaître lorsque l'ordre fut rétabli, sa raison d'être n'existait plus et nous voyons une lettre adressée au préfet qui constate cet état d'esprit (2). Cette lettre demandait que « vu l'abondance des récoltes et l'approvisionnement considérable du marché, la taxe mise sur ces denrées soit supprimée, et le maire exempt de se rendre lui-même au marché pour surveiller l'exécution des règlements ».

La profession des boulangers resta seule réglementée étroitement au cours du dix-neuvième siècle.

Leur nombre est fixé à cinquante-cinq, par l'arrêté du 15 mai 1848 (3). Ils ne peuvent fabriquer que trois qualités de pain : le pain blanc, le pain bis-blanc dit *pain bourgeois*, et le pain bis.

Ces deux derniers sont les seuls qui soient taxés (4).

En outre, les boulangers furent tenus, en 1859, à

(1) Art. 5. — 31 janvier 1817. — A. M., registre des délibérations de 1817, p. 20.

(2) 18 juillet 1812. — A. M., registre des délibérations, XXVII.

(3) B. M., brochure, nouvelle série, 2835.

(4) En 1826, le prix de la livre de pain des trois espèces est fixé par un arrêté du 31 octobre. — A. M., F. 2, 3, 4.

avoir un approvisionnement de réserve dans l'ancienne église Saint-Jean (1).

Nous allons voir, en effet, les églises de Dijon servir presque toutes soit d'entrepôt, soit de marché couvert.

EMPLACEMENTS ET JOURS. — La Révolution n'apporta pas de modifications sensibles aux emplacements des marchés, et les cahiers de 1789 ne contiennent aucun desideratum à cet égard. Les délibérations du Comité communal provisoire et celles de la municipalité se contentent de confirmer les anciens règlements et d'en surveiller l'exécution.

« Défense aux poissonniers de vendre leur marchandise autre part qu'à la halle de la Poissonnerie (2). »

Défense aux vivandiers et coquetiers de vendre ailleurs qu'au marché (3).

Si le poisson se vendait dans une halle, il n'en

(1) 25 juillet 1859. — B. M., brochure, nouvelle série, 2848.

(2) 23 février 1792. — A. M., registre des délibérations, V.

(3) 19 fructidor an II. — A. M., registre des délibérations, VIII. — Voir aussi une délibération du 10 octobre 1792. — A. M., registre des délibérations, V.

Nous lisons dans *Dijon, histoire et tableau*, par Joseph Bard, août 1849 : « La trace des anciennes halles aux marchands forains et autres, bâties par la ville en mccccxxvi, sur un emplacement provenant de la famille Champeaux, ce qui les fit appeler longtemps *Halles Champeaux*, subsiste toujours dans le populeux quartier de Saint-Nicolas. C'était autrefois le marché fixe de la chair salée et des assaisonnements. En mccccclix, elles furent augmentées, et en 1666, on y plaça les foires établies par Louis XIV, qui continuèrent celles accordées par nos ducs, aux abbayes de Saint-Etienne et de Saint-Bénigne, et qui se tenaient sur les places dépendant de ces monastères. » (P. 298 et 299.)

était pas de même de beaucoup de denrées dont la vente se faisait en plein air.

« Le marché au beurre, aux œufs et légumes continuera d'avoir lieu sur la place Mirabeau et celui aux fruits sur la place Vauban, ci-devant Saint-Fiacre (1) ».

Le Conseil général délibère : « Que la place Marat est le marché seul où se vendront le gibier, la volaille, le boeure, les œufs (2) ».

Sur la place Saint-Georges, on vendait « différentes espèces de marchandises, tels que fruits, légumes et autres graines menues, etc. (3) ».

Beaucoup d'autres marchés de carrefours (4) existaient encore à Dijon au début de la Révolution. A cette époque, la municipalité comprit les inconvénients de ces marchés en plein air, et songea à les établir, autant que possible, à l'abri des intempéries. L'utilité du marché couvert s'impose en toutes saisons, pendant l'hiver, mais aussi bien pendant l'été, car « le poisson exposé à l'ardeur du soleil se corrompt (5) ».

Pour réaliser ce progrès, il parut très simple de s'emparer des églises. C'est ainsi qu'en 1793, on

(1) 15 mai 1792. — A. M., registre des délibérations, V. — Archives modernes, S. 4.

(2) 26 floréal an II. — A. M., registre des délibérations, VII. — Archives modernes, S. 4. — La place des Cordeliers fut baptisée, pendant la Révolution, des noms de *Mirabeau*, *Marat* et de *la Réunion*. Elle s'appela place Bourbon, en 1816. — Milsand, *Les rues de Dijon*, n° 35.

(3) Archives modernes, S. 4. — Ce marché n'a pas encore complètement disparu de nos jours.

(4) Voir plus loin, p. 113.

(5) 17 prairial an VI. — A. M., registre des délibérations, XIII.

transforme l'église de Saint-Etienne en « halle foraine et marché au bled (1) ». Saint-Jean fut, en 1796, un dépôt de fourrages de la garnison; en 1801, un marché et un bureau de pesage pour les porcs, et en 1841, cette église devint « le marché du midi ». Saint-Philibert, le 17 prairial an IV, fut destiné à être une halle au vin (2). En 1800, on médita de faire de Saint-Michel une halle foraine, mais le Concordat arrêta ce beau projet.

Pour la première fois, nous voyons apparaître l'intention d'établir le marché dans le bâtiment des Jacobins, le 25 pluviôse de l'an VIII (3). Dans cette église, désaffectée depuis quelques années déjà, et dont l'abside avait été détruite (4), la ville établit le marché des marchands de poissons, de gibier, de volaille, les bouchers, charcutiers, tripiers et coque-tiers. Il leur fut interdit « d'étaler ailleurs qu'en la nouvelle halle des Jacobins (5) ».

« Défense aux bouchers et poissonniers de vendre en plein air (6). »

L'année suivante, probablement parce que le marché était très fréquenté et que les dimensions de l'église étaient trop restreintes, on permit de se tenir sur « la place située au devant » et il fut interdit « aux marchands qui ne pourront étaler dans la

(1) A. M., registre des délibérations, VII.

(2) *Ibidem*, XI.

(3) *Ibidem*, XV.

(4) A. M., B. 426.

(5) 5 ventôse an VIII. — A. M., registre des délibérations, XV.

(6) 25 pluviôse an VIII. — A. M., registre des délibérations, XV.

halle, de déposer leurs marchandises autre part que sur la place au devant... (1) ».

Aussi, comme ce marché débordait sur la place, on en vint à dire : « Je vais à la place » pour « Je vais au marché », de même qu'on disait « aller au Bourg » pour « aller à la boucherie (2). »

Un arrêté du 17 messidor an VI avait ordonné que « jusqu'à ce que l'emplacement des marchés soit prêt », le marché aux herbes et beurre se tiendra tous les jours et sur la Poissonnerie, et sur la place de la Réunion (3)

La halle des Jacobins, où le marché aux légumes, beurre, œufs, viande, volaille, gibier, poissons et fruits, devait continuer à se tenir jusqu'en 1875, n'était pas le seul marché de Dijon, ainsi qu'il ressort de cette lettre du maire de Dijon au maire de Châtillon, lettre datée du 18 juillet 1821 :

« Il m'est impossible de vous adresser une copie du règlement sur les marchés de notre ville, que vous me réclamez par votre lettre du 12 courant, attendu qu'il n'en existe pas.

» Seulement, je vous dirai qu'il existe deux places où se tiennent les différents marchés : la grande Poissonnerie, où se vend le jardinage, le beurre, le poisson, la viande, etc., et la place contre la nouvelle salle de comédie, spécialement destinée à la vente des fruits, il y a encore d'autres endroits où

(1) 9 floréal an IX. — A. M., registre des délibérations, XVI. — 20 juin 1809. « Défense à tous marchands autres que de comestibles de se placer ou d'étaler dans l'intérieur de la Poissonnerie. »

(2) Chabeuf, *Dijon, monuments et souvenirs*, p. 263.

(3) A. M., registre des délibérations, VIII.

l'on trouve du jardinage, tel que la place Bourbon, le bas du Bourg et le coin des cinq rues (1). »

Ajoutons encore la rue *Debrosses* (2), les rues du Bourg, Berbisey, Bossuet, de la Liberté, Saint-Nicolas, d'Assas et Musette, les places Saint-Georges, des Cordeliers, du Morimont et des Ducs-de-Bourgogne (3).

Tous ces marchés de carrefours furent supprimés par l'arrêté du 10 juin 1841. Pour les remplacer, et « en raison de l'augmentation de la population », le Conseil municipal avait décidé, dans sa séance du 14 mai, la création « d'une seconde halle, destinée à la vente des légumes ».

« Deux marchés sont établis à Dijon pour la vente des légumes, beurre, œufs, viande, volailles, gibier, poissons et fruits.

» L'un dans la halle à ce actuellement destinée, rue Odebert, cour et hangars y attenant au nord et place au couchant.

» Il prendra le nom de *Marché du Nord*, et l'autre, dit *du Midi*, dans le bâtiment connu sous le nom d'église Saint-Jean. »

Cet édifice, dit l'arrêté, « offre, tant par son étendue et sa disposition intérieure, que par sa situation

(1) A. M., registre des délibérations de 1821, p. 200.

(2) 20 juin 1809. — Registre des délibérations, XXIV. « Défense à tous marchands autres que de comestibles de se placer ou d'étaler dans l'intérieur de la Poissonnerie, mais dans la rue Debrosses. »

(3) B. M., brochure, nouvelle série, 2849. — Cette dernière place s'appelait la *promenade des petits arbres* ou la *promenade derrière le logis du roi* ou encore le *jardin près de la tour de Bart*. Il s'y tint longtemps un marché aux fruits. — Voir Archives modernes, pièces de voirie (place des Ducs).

à proximité des quartiers populeux, un local convenable pour cet objet ».

Le *marché du Midi* eut une existence éphémère. Il fut en effet supprimé, le 25 juillet 1859, par une délibération du Conseil municipal qui installa dans l'ancienne église Saint-Jean un entrepôt où tous les boulangers étaient tenus d'avoir en permanence un approvisionnement (1).

Le 20 février 1862, l'église Saint-Jean était rendue au culte. Dès lors, il fallait songer à remplacer le marché du midi, car celui de la halle des Jacobins était de dimensions beaucoup trop restreintes. Le Conseil municipal, quelques années plus tard, décida la construction des halles actuelles, élevées sur le modèle créé au second empire par Baltard, et devenu classique en Europe (2).

Il y avait également des marchés spéciaux, dont la liste nous est donnée, en 1839, par un règlement fixant les droits de pesage, mesurage et jaugeage de la ville (3).

Ce règlement mentionne : « 1° *Le marché au blé*, comprenant tout l'intérieur et le parvis extérieur du bâtiment dit la halle au blé, place Saint-Etienne.

» 2° *Le marché au bois*, comprenant tout l'emplacement dit place Saint-Michel, bordé de tous côtés par les maisons et par l'église (4).

(1) Voir supra, p. 109.

(2) Chabeuf, *loc. cit.*, p. 263.

(3) 27 juin 1839. — B. M., brochure, nouvelle série, 2829.

(4) A. M. — La vente du bois fut réglementée le 20 décembre 1808 (registre des délibérations, XXIII) et le 22 janvier 1809 (registre des délibérations, XXIV). Le bois de chauffage doit avoir 1^m 14 de longueur pour les bûches coupées à la scie, et 1^m 20 pour celles coupées à la hache.

» 3° *Le marché aux laines*, place du Morimont, bordé de tous côtés par les maisons. » En l'an IX, « le marché décadaire des draps, fils, laine et coton, créé par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 7 fructidor courant », se tenait « à la halle aux foires, dans le local dit *La Grenette* (1) ».

« 4° *Le marché au vin*, situé au couchant du *Pont aux Chèvres* (2), sur la fausse rivière d'Ouche et comprenant l'emplacement limité à l'est, tant par ledit pont que par les murs latéraux qui bordent au couchant ladite fausse rivière. »

Il y avait encore le *marché au bétail* qui changea plusieurs fois d'emplacement : la place de la Saus-saye, « l'esplanade hors la rue de la Liberté », la place devant l'hospice civil et la place devant la porte d'Ouche (3), et enfin l'abattoir...

Signalons aussi le *marché des cercles et pisseaux*, transporté de la place du Morimont à celle des Cordeliers « à cause des embarras qui s'élèvent les jours d'étape (4) », et le *marché aux fagots*, qui se tient place du Temple (ci-devant place Saint-Michel) (5).

Le règlement du 20 juillet 1902 maintient ces différents marchés dans son article 14.

Le marché des bois et fagots a lieu sur la place de la République ; le marché aux cercles et pais-

(1) 19 fructidor an IX. — A. M., registre des délibérations, XXI.

(2) Ancien pont Napoléon. — Milsand, *loc. cit.*, n° 132. — Le 15 mai 1792. — *L'Etape* ou marché au vin se tenait sur la place du *Morimont*. — Registre des délibérations, V.

(3) 10 octobre 1792. — A. M., registre des délibérations, V. — 15 vendémiaire an VIII. — A. M., registre des délibérations, XV.

(4) 13 février 1808. — A. M., registre des délibérations, XXIII.

(5) 3 brumaire an III. — A. M., registre des délibérations, X.

seaux sur la place des Cordeliers ; celui des pailles de maïs sur la place Saint-Etienne et celui des laines place du Morimont, ainsi que le déballage des faïences et poteries (1).

Enfin « la place et la rue de la Banque, la rue Vaillant sont affectées aux marchands bonnetiers, merciers, bimbelotiers, etc., et de ferraille. La place Rameau est réservée au *marché aux fleurs* (2) ».

C'est le 11 mars 1829, que le maire de Dijon avait créé ce marché qui devait se tenir « sur la promenade, derrière le logis du Roi, deux fois par mois seulement, et le samedi depuis le matin jusqu'à midi (3) ». Il se tient actuellement place Rameau (4).

Enfin, le *marché aux fourrages*, qui se tenait, au dix-septième siècle, sur la place des Cordeliers, puis sur la place Saint-Pierre (5), fut transporté, probablement le 23 mars 1823, sur la *place au Foin*, actuellement du Trente-Octobre. C'est là qu'il se tient encore (6).

La transformation du calendrier amena la municipalité de Dijon à changer les jours de marché, comme elle avait dû modifier les dates des foires.

(1) Déjà réglementé en 1871. — B. M., brochure, nouvelle série, 2313.

(2) Règlement du 20 juillet 1902, art. 8.

(3) Cet arrêté s'exprime ainsi : « Vu la pétition des jardiniers-fleuristes... Considérant que l'établissement d'un semblable marché ne peut qu'être avantageux aux personnes qui se livrent à la culture des fleurs, puisqu'avec cette concurrence elles pourront se les procurer à un prix plus modique ; considérant qu'il doit être fait choix pour la tenue de ce marché d'un emplacement où les fleurs seront autant que possible à l'abri des rayons du soleil, etc. » — Archives modernes, S. 4.

(4) Règlement du 20 juillet 1902, art. 8.

(5) Voir supra, chap. iv, p. 71.

(6) Règlement du 20 juillet 1902, art. 14.

Cette réforme ne s'accomplit pas sans résistance de la population, dont les habitudes invétérées se trouvaient brusquement troublées. A cette raison, tirée de la routine, s'ajoutait ce fait que le vendredi, jour maigre, ne retombait pas chaque décade le même jour et que, malgré les règlements, c'était bien en réalité le vendredi que se tenait le marché aux poissons.

Le 20 nivôse an II (19 janvier 1794), le Conseil général délibère que « le marché au poisson se tient aux jours de l'ancien régime et qu'il est nécessaire de faire disparaître ces vestiges, d'habituer les citoyens à ne faire usage que du nouveau calendrier », et il fixe ce marché aux primidi, duodi et tridi de chaque décade (1).

Ces vestiges ne disparurent pas; nous retrouvons, en l'an IV, les mêmes habitudes prohibées, interdites :

« La constitution ne connaît ni mercredy, ni samedy, ordonne que dorénavant les marchés aux grains se tiendront les nonidi et quartidi de chaque décade (2). »

Nous les retrouvons en l'an VI (3) :

(1) A. M., registre des délibérations, VII.

(2) 22 frimaire an IV. — A. M., registre des délibérations, XI.

(3) « L'administration centrale du département de la Côte-d'Or... vu l'arrêté du Directoire exécutif du 14 germinal an VI, qui prescrit des mesures pour la stricte exécution du calendrier républicain... arrête qu'il sera réimprimé en placards, publié et affiché dans toutes les communes du département. » — A. M., S. 3. — Voir arrêté du 17 frimaire an VI, où « l'administration municipale considérant qu'il importe de relever les institutions républicaines que le royalisme avoit abattues » décide que les marchés se tiendront aux jours du calendrier révolutionnaire.

« L'administration municipale, instruite que les marchands de poisson vendent sur la place de la Réunion les ci-devant jours d'abstinence... ordonne que dorénavant le marché se tiendra à la halle de la Poissonnerie, ainsi que celui des légumes et du beurre, tous les duodis, quintidis, septidis et nonidis (1). »

A partir de cette époque, les jours de marché sont presque tous changés.

Le 5 messidor, on décide que les marchés aux herbes, beurre et poisson se tiendront à la Poissonnerie les jours impairs, et sur la place de la Réunion les jours pairs (2).

Le marché de la viande et celui des herbes et fruits se tiennent tous les jours ; celui du gibier, de la volaille, du beurre et des œufs également (3). Le marché aux poissons est fixé, dit l'arrêté, au vendredi, actuellement duodi, quartidi, sextidi et nonidi, celui au bétail également au vendredi. Le samedi, actuellement quartidi et nonidi, est réservé au vin et au foin. Enfin, le marché au blé (4) se tient le mercredi et le jeudi (quartidi et nonidi).

La délibération de la municipalité, en date du

(1) 17 prairial an VI. — A. M., registre des délibérations, XIII, et en l'an VIII, 15 vendémiaire. Défense de tenir le marché au bétail à d'autres jours que les quartidis et nonidis. — Registre des délibérations, XV.

(2) An VI. — Registre des délibérations, XIII.

(3) 17 messidor an VI. — Registre des délibérations, XIII — 25 pluviôse an VII. — Registre des délibérations, XIV. — 26 floréal an II — Registre des délibérations, VII.

(4) 5 vendémiaire. — A. M., registre des délibérations, XII. En l'an V, il y en avait trois : les tridi, sextidi, nonidi.

27 floréal an II (16 mai 1794), en fixant les marchés au bétail les quartidi et octodi, celui du vin le quintidi et celui du foin les tridi et nonidi, avait décidé que le marché aux laines aurait lieu les nonidis de floréal, de prairial, de messidor et de thermidor, c'est-à-dire pendant l'été seulement (1).

Quand le calendrier grégorien fut remis en vigueur (2), la municipalité fixa son choix sur les jours suivants, qui sont encore en partie jours de marché.

Ce sont les mardis et vendredis pour le marché couvert ; les samedis pour le marché aux pailles et fourrages (3) et pour le marché aux blés ; enfin les mercredis et samedis pour le marché des bois et fagots et celui des cercles et pisseaux.

Ce dernier marché n'a lieu qu'au printemps et à l'automne, sur la place des Cordeliers.

Entre les années 1841 et 1858, à une époque que nous ne pouvons mieux préciser, il fut décidé que les marchés aux légumes, viandes, volaille, gibier et poisson, se tiendraient tous les matins à la halle des Jacobins (marché du Nord) et à l'ancienne église Saint-Jean (marché du Midi). Les dimanches et jours de fête, les marchés n'ont pas lieu (4).

(1) A. M., registre des délibérations, VIII.

(2) 1^{er} janvier 1806.

(3) En 1856, ce marché se tenait deux jours par semaine : le mercredi et le samedi. Actuellement, c'est le samedi seulement qu'il a lieu.

(4) J. Garnier, *Annuaire départemental de la Côte-d'Or*, 1^{re} année, 1858, p. 367. — La mention concernant l'église Saint-Jean disparut en 1866, lorsque cette église fut rendue au culte (9^e année, p. 336) ; mais l'annuaire persista à appeler le marché couvert *la Halle des*

Cette réglementation a été reproduite en 1892 et en 1902. Il résulte, en effet, de l'article premier du règlement qui est encore actuellement en vigueur, que le marché couvert est ouvert tous les jours à l'intérieur, et seulement les mardis et vendredis à l'extérieur, c'est-à-dire sur les trottoirs extérieurs des halles, ainsi que dans les rues Quantin, Bannelier, Odebert et Claude-Ramey.

Il nous reste à nous occuper d'un marché spécial, dont les jours, aussi bien que les emplacements, ont été souvent modifiés au cours de ce siècle, le marché au bétail.

Avant la Révolution, il se tenait le samedi après midi. Nous avons vu qu'en l'an II, il avait lieu les quartidi et octidi (1). Nous n'avons, depuis cette époque, plus de détail sur ce marché jusqu'en 1858.

A cette date, le maire de Dijon remania complètement la réglementation ancienne. Le marché se tiendra désormais dans l'enceinte réservée près du nouvel abattoir, qui avait remplacé, en 1850, l'ancienne *tuerie* (2).

Tous les jeudis, du 1^{er} novembre à fin février, sont réservés à la vente des porcs. Les bouchers peuvent y entrer à midi et la vente commence à 1 heure.

Les lundis et vendredis, le marché est ouvert la matinée et fermé à midi. On y vend : à 7 heures, les

Jacobins, malgré la démolition de l'église des Jacobins et la construction des nouvelles halles. Cet annuaire ajoute également, par erreur : « Les dimanches et jours de fêtes, les marchés n'ont pas lieu » Or, à l'époque actuelle, le marché du dimanche est le plus important après ceux des vendredi et mardi.

(1) Voir *supra*, p. 119.

(2) Située près du pont de l'hôpital, sur l'emplacement occupé actuellement par M. Labourcey, charron.

bœufs, vaches et taureaux ; à 8 heures, les veaux, et à 9 heures, les porcs et les moutons.

Du 1^{er} mars au 30 octobre, la vente des bœufs a lieu à 6 heures, celle des veaux à 7 heures, et celle des moutons à 8 heures. Les portes sont fermées à 10 heures ; du reste, l'ouverture et la fermeture du marché sont toujours annoncées par la cloche.

Cette réglementation changea plusieurs fois au cours du dix-neuvième siècle.

L'arrêté du 26 avril 1884 (1) décide que le jeudi on pourra mettre en vente toute espèce de bétail, depuis 1 heure de l'après-midi jusqu'à la fermeture de l'abattoir.

Les lundis et vendredis, les ventes seront ainsi réglées :

Du 1^{er} octobre au 30 mars, à 7 heures du matin, vente des bœufs, vaches et taureaux, des veaux à 8 heures, et des porcs et moutons à 9 heures.

Du 1^{er} avril au 30 septembre, ces diverses ventes ont lieu à 6, 7 et 8 heures, et la cloche sonne à 11 heures la fermeture, « la vente de chaque espèce de bétail sera annoncée par un nouveau coup de cloche », comme en 1858.

A partir du 5 janvier 1888, l'entrée du marché, le jeudi, fut permise à 8 heures du matin au lieu de midi, bien que la vente ne doive commencer qu'à 1 heure pour le gros bétail, à 1 heure et demie pour les veaux et à 2 heures pour les autres animaux (2).

Les lundis et vendredis, on pouvait vendre à

(1) B. M., brochure, nouvelle série, 2875.

(2) *Ibidem*, 3257.

8 heures, 8 heures et demie et 9 heures en hiver, et 7 heures, 7 heures et demie et 8 heures en été, les différentes catégories de bestiaux.

Ce même règlement organise l'inspection des étaux et boutiques des bouchers, charcutiers et tripiers, ainsi que la saisie des viandes impropres à la consommation ou altérées pour une raison quelconque.

La réglementation de 1888 ne fut que peu sensiblement modifiée le 16 avril 1892, et pour les lundis et vendredis seulement (1).

La vente commence à 7 heures pour les bêtes à cornes, à 8 heures pour les veaux, à 8 heures un quart pour les moutons et à 9 heures pour les porcs. En été, ces différentes ventes sont avancées d'une heure.

Le *Bulletin municipal* de 1902 contient un arrêté du maire, réglant ainsi « les heures d'ouverture du marché aux bestiaux qui se tient tous les jeudis sur la cour de l'abattoir ».

Pour les bœufs, vaches, moutons, taureaux, le marché ouvrira à 9 heures et demie du matin, pour les veaux à 10 heures, et pour les moutons à 10 heures et demie.

Cette réglementation nouvelle a été provoquée, au dire de l'arrêté, parce que « la tenue du marché à l'abattoir, le jeudi soir, favorise les transactions clandestines au détriment de la régularité des cours ».

(1) B. M., brochure, nouvelle série, 3720.

RÈGLEMENTS DE POLICE. — L'Assemblée constituante avait proclamé la liberté du travail ; en vertu du décret des 14-17 juin 1791, « l'anéantissement de toutes les espèces de corporations de citoyens du même état ou profession étant une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait sous quelque prétexte que ce soit (1) ». La patente remplacera désormais les droits multiples et confus que l'ancien régime percevait sur l'industrie et le commerce.

Pour assurer l'exécution de cette mesure, l'arrêté rendu le 15 mai 1792 par la municipalité de Dijon « enjoint à toutes personnes domiciliées dans cette ville qui y vendent du poisson, de se pourvoir de patentes dans les vingt-quatre heures, à peine de saisie et confiscation des marchandises et du paiement du quadruple droit de la patente qu'ils auraient dû prendre (2) ».

Ce régime de liberté était à peine établi qu'il fallut le restreindre, car il avait produit des effets désastreux, aggravés encore par l'avilissement des assignats et l'augmentation disproportionnée du prix des subsistances (3).

(1) Art. 1^{er}.

(2) A. M., registre des délibérations. V.

(3) Voir supra, *Subsistances*. — Toujours la crainte des accaparements a inspiré l'arrêté suivant du *Comité de Salut public de la Convention* : « A partir du 15 vendémiaire, nul ne pourra se présenter sur les foires et marchés pour y acheter des bestiaux destinés à la boucherie, s'il n'est muni d'une commission qui attestera qu'il est approvisionneur des armées, ou s'il n'est porteur d'un certificat de la municipalité du lieu de sa résidence qui attestera qu'il est

Le décret du 11 septembre 1793 (1) étendit le *maximum* primitivement limité aux grains, à toutes les autres denrées. La résistance contre le nouveau décret est plus vive que contre le premier, parce qu'il atteint cette fois, non plus les seuls paysans, mais la classe entière des producteurs et des marchands.

Le Conseil général de Dijon adressa à la Convention nationale une protestation rédigée en des termes mesurés :

« Il est, néanmoins, quelques articles de votre fixation dont l'évaluation paroît trop forte, telle est celle de l'avoine, de la paille, du foin et autres fourrages ; n'est-il pas à craindre que la cherté de ces objets indispensables. . ne ralentisse l'émulation des individus qui se livrent à ces genres d'occupations et de travaux. L'élévation de cette taxe qui peut ne paroître pas exorbitante pour Paris et les villes populaires, l'est certainement pour les campagnes et notamment pour nos cantons... Vu ces motifs, le Conseil général propose à la sagesse de ses représentants le rapport de la fixation du *maximum* des objets ci-dessus mentionnés, qui subiroient la taxation générale de 1790 en y ajoutant le tiers en sus (2). »

boucher, et qui spécifiera la quantité de bœufs, vaches, veaux ou moutons qu'il peut distribuer par decade... Tout citoyen qui sera convaincu d'avoir acheté des bestiaux sans être muni des pièces ci-dessus exigées, sera regardé comme accapareur et puni conformément à la loi du 12 germinal. » 4 vendémiaire an III (24 septembre 1794.)

(1) Et la loi du 29 septembre de la même année.

(2) A. M. — Ces derniers tarifs ont été rapportés à la délibération du 12 octobre 1793. — Registre des délibérations, V.

La proposition du Conseil général était très raisonnable, car cette loi, après avoir porté le trouble et la peur dans les campagnes, avait été la cause des émeutes qui sévissaient souvent aux marchés de comestibles comme à la halle au blé (1).

Nous en avons pour témoignage cette délibération du 15 octobre 1793 :

« Le Conseil général, après avoir ouï le procureur de la commune, arrête que les appariteurs seront tous de service les jours de marché, qu'à compter de demain un certain nombre d'entre eux seront tenus de se trouver à la halle dès les sept heures du matin, et que les mesureurs sont également requis de s'y trouver tous pour la célérité du service (2). »

Le 26 floréal an II (15 mai 1794), le Conseil général avait délibéré « que trente commissaires, pris dans le Conseil général de la commune, feront chaque mois le service du marché place Marat (3) ».

Le 9 frimaire de la même année, la municipalité avait établi un poste de trente hommes, et en l'an IV, le Conseil général requérera le général divisionnaire de faire trouver tous les jours du marché une « garde suffisante » sur l'emplacement des marchés (4).

Cet état de choses, heureusement, fut de courte durée, et la paix une fois rétablie, les marchés purent

(1) Nous en avons déjà parlé à propos des subsistances. — Voir *supra*, p. 102.

(2) A. M., registre des délibérations, V.

(3) *Ibidem*, VIII.

(4) Voir *supra*, p. 105.

reprendre leur fonctionnement normal. La municipalité, comme par le passé, s'occupa de les régler. La collection des règlements de police concernant les marchés est très considérable au dix-neuvième siècle. Beaucoup d'entre eux se répètent ou se confirment. Aussi abandonnerons-nous l'ordre chronologique pour étudier séparément quelques questions plus importantes.

Différentes denrées alimentaires sont soumises à une réglementation assez rigoureuse, inspirée par des idées d'hygiène publique, quelquefois, mais bien souvent aussi, par ce besoin si répandu sous l'ancien régime, de tout réglementer dans les moindres détails. C'est ainsi « qu'il est défendu de vendre et d'exposer en vente, des carpes, barbeaux, brèmes, qui auront moins de huit pouces entre la tête et la queue ; des truites, lottes, qui en auront moins de six ; des tanches et perches, qui en auront moins de cinq ; des écrevisses, qui auront moins de dix lignes de diamètre et trente de circonférence, à peine de saisie, confiscation et amende (1) ».

Et cet arrêté municipal du 31 mai 1838 sur la vente du beurre :

« Tout pain de beurre pesant plus d'un kilogramme, apporté et exposé en vente au marché et autres lieux publics, ne pourra être vendu qu'au poids » ; toute quantité inférieure devra être en pains du poids exact de un kilogramme, un demi, un quart, ou un huitième de kilogramme.

(1) A. M., registre des délibérations, V. — 15 mai 1792. — Nous trouvons une réglementation analogue dans le décret du 5 septembre 1897 (art. 8 et 9), réglementant la pêche fluviale.

« Défenses expresses sont faites de remanier le beurre en mêlant le vieux avec le nouveau, ou d'y introduire des ingrédients ou teintures... (1). »

Cette préoccupation, relativement moderne, apparaît encore dans la réglementation du marché de l'étape, faite en l'an XI :

« Pour mettre un terme aux abus qui se commettent dans la vente des vins de l'étape et aux fraudes et manœuvres des marchands de vins, pour tromper le public, le maire en renouvelant les anciens règlements de police sur la matière, défend à tous débitans ou marchands en gros d'acheter des vins la veille du marché depuis midi, et le jour avant neuf heures en été et dix en hiver, et d'en faire acheter par des préposés. Il est défendu aux marchands ayant amené des vins sur la place d'en goûter, marchander ou échanger d'autres (2). »

Certaines précautions sanitaires sont prises en 1850 pour assurer la bonne qualité de la viande de boucherie :

« Défense est faite d'abattre les bestiaux avant qu'ils aient été visités par l'inspecteur de la boucherie (3) » ; de plus, il est interdit aux charcutiers et tripiers de vendre ou d'exposer à la vente des viandes avariées, gâtées ou corrompues (4).

(1) B. M., brochure, nouvelle série, 273, art. 1 et 2.

(2) 9 fructidor an XI. — A. M., registre des délibérations, XVIII.

(3) 12 juillet 1850. — B. M., brochure, nouvelle série, 843.

(4) 15 juin 1855. — B. M., brochure, nouvelle série, 2834. — Autre disposition : « La tête des bœufs et des vaches abattus continuera à ne pas être comprise dans les pesées de la viande que le boucher paiera au vendeur. » — 24 mars 1854. — B. M., brochure, nouvelle série, 2833.

La vente des fourrages est également réglementée de façon assez étroite par différents règlements. D'après ceux de 1823 et 1855, il est interdit d'exposer en vente des fourrages non bottelés ou des bottes contenant à l'intérieur des fourrages avariés.

Les bottes de paille, foin, trèfle, luzerne et sainfoin devront peser 5 kilogrammes, et les fourrages non bottelés, mélangés ou n'ayant pas le poids voulu, seront saisis et déposés dans les magasins de la ville (1). Le 6 juin 1856, le maire, André, décide que ce marché aura lieu dorénavant le mercredi, et continuera à se tenir également le samedi, mais sans fixer les heures d'ouverture. Pour ce motif, « les producteurs étaient exposés à ne pas se rencontrer avec les consommateurs » ; il fut arrêté, en 1862, que le marché commencerait à 5 heures en été et à 7 heures en hiver (2).

Les règlements municipaux de l'époque révolutionnaire, concernant la police des marchés, n'apportèrent aucune innovation importante. Les emplacements ne sont pas changés, nous l'avons déjà constaté, les jours ne le seront qu'à la promulgation du nouveau calendrier. Les heures d'entrée continuent à varier suivant la profession des acheteurs :

« La vente desdites denrées (gibier, volailles, beurre et œufs, sur la place Marat) s'ouvrira au son de la cloche, que ses trois premières heures seront pour le consommateur et la quatrième également annoncée au son de la cloche, pour les traiteurs et

(1) B. M., brochure, nouvelle série, 3836.

(2) 19 décembre 1862. — Archives modernes, S. 4.

rôtisseurs, pâtissiers, aubergistes, revendeurs et revendeuses.

» Que le vendeur n'ouvrira son panier qu'après que le son de la cloche aura sonné pour le consommateur (1). »

C'est à peu près la même réglementation qu'en 1688 (2). Seules, les heures d'ouverture ont été modifiées, on les a avancées pour les consommateurs et retardées pour tous les autres, revendeurs ou aubergistes, qui, au dix-septième siècle, pouvaient entrer une heure après les bourgeois, et maintenant doivent attendre trois heures :

« Que la vente commencera à 5 heures du matin jusqu'à 9 depuis le 1^{er} germinal (21 mars) jusqu'au 30 fructidor (21 septembre), et à 7 heures du matin jusqu'à 11 depuis le 1^{er} vendémiaire (22 septembre) jusqu'au 30 ventôse (20 mars) (3). »

Le second coup de cloche, qui n'était donc sonné qu'à 8 heures en été et à 10 heures en hiver, fut avancé par le maire Victor Dumay, dans son règlement qui établit deux marchés couverts, celui du nord et celui du midi (4), en même temps qu'il retarde considérablement l'heure de fermeture. Défense aux revendeurs de « s'introduire dans lesdits marchés et d'y marchander avant 6 heures aux mois de

(1) Délibération du 26 floréal an II, art. 4 et 5. — Registre des délibérations, VII.

(2) Voir supra, chap IV, p. 75.

(3) Le 10 juin 1785, l'ouverture se faisait à huit et neuf heures pour les œufs et le beurre, à sept et huit heures pour les fruits (place Saint-Fiacre). — Voir supra, chap. IV, p. 75.

(4) 10 juin 1841. — B. M., brochure, nouvelle série, 2849.

mai, juin, juillet et août, et 8 heures le reste de l'année ».

Les marchés ne sont plus fermés qu'à midi en hiver et à 1 heure en été.

Toute cette réglementation cessa d'être en vigueur lorsque les halles actuelles furent construites, et leur organisation intérieure réglée par l'arrêté réglementaire du 20 mars 1874.

Quelques difficultés s'étaient présentées pour le mode d'installation des marchands dans le nouveau marché.

Un rapport au Conseil municipal du 5 février 1874, nous rapporte, avec les solutions qui furent proposées, celle que l'on adopta (1).

« Inviter tous les marchands installés actuellement au vieux marché, et cela en suivant l'ancienneté de l'installation, à choisir leurs places dans le nouveau marché et dans la partie indiquée par leurs métiers respectifs ». Les nouveaux venus et ceux dont les droits sont égaux tireront leurs places au sort.

L'organisation intérieure fut réglée le 20 mars 1874 (2).

Le marché sera ouvert à 3 heures du matin du 1^{er} avril au 30 septembre, et à 5 heures du 1^{er} octobre au 31 mars, et toujours fermé à midi. Les places seront amodiées à la semaine ou à la journée.

Défense aux pères, mères, tuteurs, maîtres ou patrons de laisser courir à l'abandon leur enfants, pupilles ou apprentis.

(1) B. M., brochure, nouvelle série, 2837.

(2) *Ibidem*, 2330.

Il est interdit de stationner dans les passages, d'annoncer par des cris la nature et les prix des articles, « d'aller au-devant des passants pour leur offrir des marchandises, de leur barrer le chemin et de les tirer par le bras et les vêtements ».

Les heures d'ouverture du marché ne sont pas modifiées par l'arrêté du 2 juillet 1875 (1), mais la fermeture est reculée jusqu'à 2 heures de l'après-midi, et à 3 heures les vendredis et samedis.

Ce règlement est relatif à la disposition intérieure du marché couvert, qu'il divise en quatre pavillons.

« Le pavillon nord-ouest est spécialement affecté aux bouchers, tripiers, marchands de poissons et de volailles. Le pavillon nord-est aux vivandiers. Le pavillon sud-est aux jardiniers, et le pavillon sud-ouest aux revendeurs et aux marchands des quatre-saisons.

» Les marchands de légumes, tels que melons, choux, pommes de terre..., se placeront dans la rue transverse, autrefois rue Febvret. »

Les rues avoisinantes devront rester constamment libres, on ne doit pas y faire d'étalage ni laisser les voitures y séjourner.

Le règlement des halles et marchés du 27 mars 1892 n'apporte que peu de modifications à ces prescriptions, il se contente de les compléter (2).

Les trottoirs extérieurs des halles peuvent être occupés par les producteurs et approvisionneurs

(1) B. M., brochure, nouvelle série, 2828.

(2) *Ibidem*, 3663.

étrangers, les mardis et les vendredis, mais la vente en détail doit y cesser à 9 heures et demie du matin, alors « la vente ne pourra plus être faite qu'en gros et demi-gros » pendant une heure, car à 10 heures et demie il faut que tous les trottoirs soient rendus à la circulation.

Ces dernières restrictions disparaîtront dans le règlement de 1902, qui représente l'état actuel de la législation ; il permet la vente jusqu'à l'heure de midi.

Le marché reste divisé en quatre pavillons par les règlements de 1892 et de 1897, et par celui de 1902.

Le pavillon nord-ouest est affecté aux bouchers, tripiers, charcutiers, marchands de poissons et volailles. Les charcutiers n'étaient pas mentionnés en 1875.

Le pavillon sud-ouest aux marchands de fruits, légumes, beurre, œufs, fromages ; le règlement de 1902 ajoute : quelques cases de ce pavillon sont affectées aux marchands du pavillon nord-ouest.

Le pavillon sud-est est réservé aux jardiniers et maraîchers ; le pavillon nord-est est exclusivement affecté, les mardis et vendredis, aux messagers et vivandiers, et les autres jours de la semaine aux producteurs de la ville et des environs. Actuellement, les marchands d'oranges, citrons, pruneaux, figes et marrons ont le droit de s'y placer également.

Le règlement du 20 juillet 1902 (1) reproduit un

(1) Ce règlement fut précédé du rapport de M. Vialay, conseiller, en date du 19 octobre 1901, de l'arrêté du 18 juillet 1901, sur le mode de la circulation et du stationnement des voitures aux halles les jours de marché. — Voir rapport de M. Vialay, tendant à modi-

grand nombre des prescriptions antérieures, nous ne signalerons que les modifications qu'il fait subir aux dispositions antérieures.

« Le marché couvert sera ouvert à 3 heures du matin à l'intérieur et à 4 heures du matin à l'extérieur, du 1^{er} avril au 30 septembre ; à 5 heures à l'intérieur et 6 heures à l'extérieur, du 1^{er} octobre au 31 mars.

» Il sera fermé tous les jours à 2 heures du soir à l'intérieur, et à midi à l'extérieur les mardis et vendredis (art. 1).

» ART. 3. — Les trottoirs extérieurs des halles pourront être occupés, les mardis et les vendredis, par les producteurs et approvisionneurs étrangers ; les marchands de la ville qui pourront justifier de leur qualité d'approvisionneurs, les jardiniers et les maraîchers seront également autorisés à se placer sur les trottoirs extérieurs les mardis et les vendredis, à la condition d'avoir en permanence un emplacement aux pavillons sud-ouest ou sud-est.

» Les producteurs et approvisionneurs ne pourront mettre en vente sur les trottoirs extérieurs que les produits amenés par eux (1). »

fier la perception des droits dans le sens indiqué par le préfet (25 janvier 1901). Nouvelles modifications de tarif le 30 juillet 1901. (*Bulletin municipal*, 1901, p. 61 et 505.) Arrêté sur les concessions d'eau au marché couvert, 12 août 1901. (*Bulletin municipal*, p. 547.)

(1) Règlement de 1902, art. 3. — Le même article régleme de la façon suivante la vente sur les trottoirs : « Les trottoirs des rues Quantin, Bannelier, Odebert, longeant les pavillons nord-est et nord-ouest seront occupés par les producteurs et les approvisionneurs étrangers dans l'ordre suivant : Auxonne et pays voisins, Beaune et pays voisins, et autres pays à la suite. Les trottoirs des rues Odebert, Claude-Ramey et Quantin, longeant les pavillons sud-

A côté des halles centrales, rue Odebert, s'élève le pavillon de la criée municipale, pour la construction duquel le Conseil vota, en 1877, un crédit de 4,500 francs.

« La vente à la criée fut instituée en 1872, dans le but d'obtenir à Dijon un établissement alimentaire géré par économie, d'où serait exclue toute idée d'exploitation lucrative et où seraient mises à la portée de toutes les bourses les denrées nécessaires à l'alimentation (1). »

Au lendemain de la guerre de 1870, de nombreuses personnes vinrent s'installer à Dijon, et la population s'était accrue d'une façon considérable ; le nombre des consommateurs avait beaucoup augmenté tandis que celui des producteurs avait diminué, il s'ensuivait une augmentation de prix sur les denrées alimentaires, c'est alors que le Conseil, cherchant un remède à la situation, décida pour tempérer les exigences des vendeurs, de créer une criée municipale destinée à servir de modérateur du marché.

« Aux termes d'un arrêté municipal, en date du 10 novembre 1891, la vente à la criée doit avoir lieu tous les matins à partir de 5, 6 ou 7 heures, suivant les saisons, pendant une heure pour la vente en gros, et ensuite pour la vente en détail (2). »

ouest et sud-est seront occupés par les producteurs et approvisionneurs de Dijon. Les trottoirs longeant les magasins des rues Quantin, Bannelier et Odebert seront occupés (dans l'ordre déjà indiqué pour les trottoirs longeant les halles) par les cultivateurs, fermiers, vignerons, etc., qui viennent accidentellement vendre leurs produits... »

(1) *Bulletin municipal*, rapport de M. Anot, conseiller municipal, séance du 30 novembre 1900, p. 192.

(2) *Ibidem*.

Ce n'est plus tout à fait ainsi que les choses se passent aujourd'hui ; dès le matin, avant que les ménagères ne soient levées ou arrivées au marché, une sorte de criée a lieu où viennent s'approvisionner certains marchands de la halle, mais à partir de 6 ou 7 heures en été ou de 8 heures en hiver, il n'y a plus de criée, faute d'amateurs, et le public n'achète plus qu'au prix débattu comme il peut le faire dans tout autre magasin de la ville (1).

SECTION II

LES REVENDEURS

L'état d'esprit hostile à la profession des revendeurs, que nous avons constaté au chapitre précédent, ne cessa pas à la Révolution malgré la disparition des corporations.

Nous le retrouvons dans la délibération du comité communal provisoire de Dijon du 18 novembre 1789 :

« Tous les habitans pourront entrer à la même

(1) La vente à la criée des poissons d'eau douce, marée, crustacés et huîtres fut réglementée le 6 mai 1873. Le maire de Dijon décide que les droits perçus à la criée seront déterminés par les prix de vente des objets vendus, ce sera par exemple 7 fr. 50 par 100 francs, avec un maximum de 0 fr. 10 par kilogramme pour le poisson et les crustacés, et pour les huîtres de 1 fr. par cent. Des modifications à ce tarif furent apportées en 1887 et en 1900, à la suite de rapports faits au Conseil municipal.

heure dans les places et marchés de la ville, mais pour les revendeurs et les revendeuses l'heure d'ouverture sera fixée par le commissaire de police et annoncée par une cloche. »

L'idée dominante de cette réglementation nous est donnée par la municipalité elle-même. Il est « nécessaire d'obliger les revendeurs et les revendeuses de fruits de ne se trouver sur la place qu'à une heure fixée conformément au règlement, pour laisser aux habitans le tems de se fournir et d'indiquer l'heure à laquelle les revendeurs et revendeuses de fruits pourront se trouver sur la place pendant toute l'année, afin que les habitans ne pussent être laissés et que la police soit à cet égard régulièrement observée (1) ».

Le 15 mai 1792, « il est expressément ordonné à toutes personnes qui voudraient faire le commerce de revendeurs ou de revendeuses... de se présenter dans la huitaine, à compter du jour de la publica-

(1) 30 août 1790. — Registre des délibérations, III : « La municipalité de la ville de Dijon a fait et fait très expresses inhibitions et défenses à tous, revendeurs et revendeuses de fruits, de se trouver sur la place, à compter, pour cette année seulement, du 1^{er} septembre au 1^{er} novembre prochain avant sept heures du matin, et depuis le 1^{er} novembre jusqu'à Noël prochain avant huit heures, et, pour l'avenir, leur fait très expresses inhibitions et défenses de se trouver sur la place aux fruits, non plus que dans les rues qui y aboutissent, savoir pendant l'été jusqu'au 15 aoust avant six heures du matin et depuis le 15 aoust jusqu'au 15 octobre avant sept heures, et depuis le 15 octobre jusqu'à Noël avant huit heures du matin, à peine de confiscation des fruits, d'amende et de prisons. Leur fait défenses, sous les mêmes peines, d'aller au-devant des gens de la campagne, et d'acheter ailleurs que sur la place et seulement aux heures susdites, leur enjoint d'avoir perpétuellement leurs marques sur leur poitrine et d'une manière apparente sous les peines portées par le règlement. »

tion de la présente délibération, au secrétariat de la municipalité, pour y être inscrites au registre qui sera à ce destiné et y recevoir une marque distinctive par numéros (1) ».

La profession de revendeur fut supprimée par la municipalité le 6 fructidor an III (23 août 1794) (2).

Deux mois plus tard, lecture d'une pétition des revendeurs tendant à faire rapporter l'article qui les supprime, fut faite au Conseil général :

« Le Conseil général, ouï l'agent national » délibéra « après une longue discussion, que toutes choses resteront jusqu'à ce qu'il soit présenté un projet de règlement » et nomma une commission (3).

Le 2 frimaire an III (12 novembre 1794), une délibération du Conseil général réglementa en treize articles la profession de revendeur en donnant les raisons de son hostilité contre elle :

« Le Conseil général considérant que si, par la déclaration des Droits, il est permis à chacun de se livrer à tout genre d'industrie, il est de l'intérêt public que certaines professions ne soient pas trop multipliées ; que celle des revendeurs et revendeuses, en particulier, avantageuse à la société sous un rapport, a l'inconvénient d'être une cause de cherté et de surhaussement de prix, et deviendrait extrêmement nuisibles, si trop de personnes s'interposaient entre les propriétaires et fournisseurs de denrées de première nécessité et les consommateurs, et si c'étoit

(1) A. M., registre des délibérations, V.

(2) *Ibidem*, IX.

(3) 26 brumaire (18 novembre 1794). — A. M., registre des délibérations, X.

la source d'accaparements funestes et prohibés par les lois...

» Considérant qu'il n'importe pas moins au bon ordre et à la propriété générale que ceux ou celles qui d'ailleurs son en état de travailler ou d'être occupés utilement, en se livrant par fénéantise à ce métier qui doit être la ressource des personnes d'un certain âge et des femmes veuves qui ne pourroient gagner leur vie.

» ARTICLE 2. — Le Conseil général, ouï l'agent national, délibère : Aucun citoyen, ni citoyenne, ne seront admis à faire la profession de revendeurs et revendeuses de fruits et de jardinage, qu'ils n'aient cinquante ans accomplis, à l'exception néanmoins des veuves et de ceux ou celles qui auront quelques infirmités qui les empêchent de gagner leur vie d'une autre manière. »

Si le pétitionnaire est admis, son nom sera inscrit sur un registre qui sera à cet effet tenu au secrétariat de la municipalité, puis il lui sera remis « une pièce de couleur rouge sur laquelle la lettre *R* sera tissée en blanc, laquelle pièce il sera tenu de porter sur la poitrine et sur l'habillement extérieur en tous tems ».

Ce signe extérieur fut modifié en l'an XI : « Les revendeuses porteront sur la manche gauche et à l'extérieur une petite pièce d'étoffe de laine bleue, d'un décimètre de longueur, sur laquelle leur numéro d'inscription au secrétariat sera tissé en fil blanc (1). »

(1) 11 messidor an XI. — A. M., registre des délibérations, XVIII.

Les prohibitions anciennes « d'aller sur les chemins enharrer les denrées, de les acheter sur pieds à moins de deux lieues à la ronde, d'entrer dans les marchés avant une heure fixée », se trouvent reproduites dans les arrêtés de l'an IX et de l'an XI (1).

En outre, il est défendu « aux habitants de prêter leurs noms aux revendeurs pour acheter des marchandises ».

Les revendeuses qui remplissent toutes les conditions édictées par les règlements ne peuvent s'établir qu'à la halle des Jacobins (2), et non dans la rue Odebert (3) ou vers l'hôpital (4).

Cette réglementation très stricte subsista longtemps. Nous la retrouvons en grande partie reproduite dans le règlement du maire Victor Dumay, daté de 1841. Il y est interdit aux revendeurs « de s'introduire dans lesdits marchés, et d'y marchander et acheter » avant six heures du matin pendant les mois de mai, juin, juillet, août, et avant huit heures du matin pendant les autres mois (5). Le moment où

(1) 11 messidor an XI. — A. M., registre des délibérations, XVIII. — 5 et 7 prairial an IX. — Registre des délibérations, XVI.

(2) 23 novembre 1813. — A. M., registre des délibérations, XXVIII.

(3) 14 août 1826. — Registre des délibérations de 1826, p. 323.

(4) 18 septembre 1819. — Registre des délibérations de 1819, p. 273.

(5) Jusqu'à présent les heures d'entrée des revendeurs avaient été huit et neuf heures en hiver. — Délibérations des 5 et 7 prairial an IX. — Registre des délibérations, XVI — Puis ce fut huit heures depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} avril. — Délibération du 20 octobre 1821, p. 297. — 3 décembre 1811 : pétition des revendeurs contre la fixation des heures d'entrée au marché. — Registre des délibérations, XXVI.

ils peuvent entrer est annoncé par la cloche du marché.

« Défenses leur sont aussi faites d'aller sous aucun prétexte au-devant de ceux qui apportent lesdites denrées dans le but de les acheter, retenir ou enharmer (1). »

Ce règlement de 1841, le dernier qui s'occupe de la profession des revendeurs (2), est plus libéral que les précédents, en ce sens qu'il ne retarde que d'une heure l'entrée des revendeurs, tandis qu'en l'an II les consommateurs pénétraient au marché trois heures avant eux (3).

Lorsque le nouveau marché couvert fut construit, la municipalité dut en régler l'organisation intérieure, et dans le règlement qu'elle prit à cette occasion, le 20 mars 1874, l'ancienne disposition concernant l'entrée des revendeurs a complètement disparu. Le marché sera ouvert à trois heures du matin en été et à cinq heures en hiver, sans distinguer entre consommateurs, traiteurs, pâtisseries, aubergistes et revendeurs (4). Il arrive même que par suite de l'ouverture matinale du marché, ce

(1) B. M., brochure, nouvelle série, 2849

(2) Le rapport du commissaire central sur le marché de la place Saint-Georges s'exprime ainsi : « Que cette vente est très préjudiciable aux négociants de Dijon, attendu que les revendeurs qui font partie de ce marché ne sont point patentés et n'ont aucun frais à payer, que par conséquent ils peuvent vendre leurs marchandises bien au-dessous du prix des négociants de cette ville, que d'un autre côté ces revendeurs gênent le passage des voitures... » — 17 septembre 1852. — Archives modernes, S. 4.

(3) Voir supra, p. 129.

(4) B. M., brochure, nouvelle série, 2330.

sont les revendeurs qui, les premiers, font leurs acquisitions. C'est tout l'opposé de ce qui se passait autrefois, au moins depuis le seizième siècle (1).

(1) Voir supra, chap. iv. — A rapprocher l'art. 15 du règlement de 1892, sur l'abattoir : « Les marchands et propriétaires qui font le commerce de bétail, ne pourront acheter sur le marché qu'une heure après l'ouverture de la vente. »

CONCLUSION

Utilité de notre étude pour comprendre l'esprit des règlements du marché. — Vestiges de l'ancienne réglementation. — *La Paix du Marché*. — Son rayon. — Disparition des anciennes foires générales. — Spécialisation des foires. — La Saint-Martin, congrès des blés, marchés aux laines et aux cuirs, la foire aux vins. — Prospérité des marchés et leur avenir.

L'étude des marchés, que nous venons de faire dans les chapitres précédents, n'offre pas un intérêt exclusivement historique : elle nous permet de mieux comprendre certaines dispositions des règlements actuels dont l'origine remonte quelquefois jusqu'au moyen âge ou tout au moins à la législation commerciale en vigueur sous l'ancien régime.

Des vestiges de réglementations antérieures ont subsisté jusqu'à nos jours. Ainsi le droit de vendre au marché est encore actuellement soumis à certains tarifs ou taxes à percevoir. N'est-ce pas un reste de l'idée que le droit de vendre et d'étaler est un privilège du seigneur ou de la ville, propriétaire du marché ? Je crois que le doute n'est pas possible. En

outre, nous retrouvons les anciens étaux dans les *cases* louées dans les pavillons des halles. Bien plus, l'antique *paix du marché* et la justice spéciale exercée par le prévôt ont persisté à travers les siècles jusque dans l'arrêté qui règle l'organisation intérieure du marché couvert (1).

« Il est expressément défendu de troubler l'ordre dans le marché et ses abords par des rixes, querelles, tapages, cris, chants ou jeux quelconques...

» Les outrages, injures et menaces, par paroles ou par gestes, soit envers les agents de l'autorité, soit envers les particuliers... toute offense aux bonnes mœurs ou à la décence publique », sont rigoureusement réprimés.

Tout différend qui s'élève sur le marché doit être immédiatement porté à la connaissance du préposé de la police, en permanence rue Bannelier. Il entend les parties, les concilie s'il y a lieu ou, dans le cas contraire, les renvoie devant qui de droit.

Ces différentes dispositions sont toujours en vigueur bien que le règlement du 20 juillet 1902 ne les reproduise plus.

Ne pourrions-nous pas aussi voir un vestige de la très ancienne saisie privée dans l'article suivant :

« Nul ne peut retenir aucun objet ou s'emparer de quoi que ce soit appartenant à une autre personne, sous prétexte de contestation ou de litige (2). »

(1) 20 mars 1874. — Reproduit dans le règlement de l'année suivante. — B. M., brochure, nouvelle série, 2330. Il est défendu également de stationner dans les passages, d'annoncer par des cris la nature et le prix des articles, « d'aller au-devant des passants pour leur offrir des marchandises, de leur barrer le chemin et tirer par le bras et les vêtements. »

(2) *Ibidem*.

Au point de vue plastique lui-même, l'ancien lieu de marché, surmonté de sa cloche qui en annonce l'ouverture et la fermeture, n'est point si différent de l'actuel marché couvert. Nous entendons encore la cloche annonçant l'ouverture et la fermeture du marché, comme on pouvait l'entendre au treizième siècle.

Mais si les règlements et les formes extérieures ont persévéré, en revanche le rayon du marché s'est considérablement étendu et l'esprit de sa réglementation s'est sensiblement modifié.

Nous avons pu fixer de façon très précise le rayon de notre marché par la liste de tous les marchands qui viennent aux halles centrales. Cette liste, que le receveur du marché a bien voulu nous communiquer, contient le nom et surtout le domicile des approvisionneurs de Dijon. Ces derniers viennent des villages suivants :

Aiserey, Alise-Sainte-Reine, Arc-sur-Tille, Arcelot, Argilly, Aubigny, Auvillars, Auxey, Bessey-lez-Cîteaux, Bèze, Binges, Bonnencontre, Brazey, Bretenière, Chamblanc, Champagny, Champdôtre, Charnay, Chaussin, Collonges, Commarin, Cussey, Drambon, Esbarres, Flavigny-sur-Ozerain, Foissy, Fontette, Fouchanges, Grenand, Heuilley, Izeure, Izier, Jancigny, Labergement, Longecourt, Losne, Louhans, Magny-sur-Tille, Meilly, Montot, Neuvelle, Noiron, Oisilly, Orgeux, Ouges, Pagny-la-Ville, Pesmes, Pichanges, Pluvet, Pouilly-sur-Saône, Potangey, Purlan, Remilly, Sacquenay, Savouges, Sennecey, Sombernon, Saint-Aubin, Saint-Laurent,

Saint-Usage, Talmay, Tanay, Tailly, Tichey, Véronnes, Vieil-Moulin (1).

Le rayon des marchés a singulièrement augmenté depuis le treizième siècle ; on peut dire qu'il a triplé depuis cette époque et qu'il dépasse de beaucoup les limites de la Côte-d'Or.

Quant à l'esprit de la réglementation, une transformation radicale s'est produite du fait que l'hostilité dont les revendeurs étaient poursuivis, même au siècle dernier, s'est changée en sympathie. Comme le prolétariat ouvrier, le prolétariat commerçant s'est efforcé d'améliorer sa situation.

Ce sont les revendeurs qui maintenant entrent les premiers au marché, car la vente sur les trottoirs extérieurs où ils se tiennent, ne doit commencer qu'une heure après l'ouverture du marché couvert (2). Cette disposition est prise afin de leur permettre de s'approvisionner tout à leur aise avant l'arrivée des ménagères (3).

Rien de blâmable dans une telle réglementation, toutefois il semble qu'il ne faille pas trop encourager la profession de revendeur afin d'éviter la trop

(1) Il est bon de faire remarquer que certains de ces villages envoient trois et même quatre marchands à chaque marché.

Ces vivandiers s'approvisionnent en achetant directement au producteur, en faisant des tournées dans les campagnes, ou en se rendant aux marchés des petites villes pour y acheter des denrées qu'ils revendront le lendemain à Dijon. C'est ainsi que bien des marchands vont acheter au marché de Verdun-sur-le-Doubs de la volaille ou du beurre qu'ils nous apporteront le vendredi.

(2) 20 juillet 1902. — Art. 1^{er}. Ouverture, en été, à 3 heures à l'intérieur, 4 heures à l'extérieur, et en hiver, 5 heures à l'intérieur et 6 heures à l'extérieur.

(3) Même chose à la criée municipale. — Voir chap. VI, p. 134.

grande multiplication des intermédiaires et le danger du défaut de surveillance des marchandises vendues par eux est à considérer dans un intérêt de santé et de salubrité publiques (1).

On peut par ces quelques exemples se rendre compte qu'une étude historique, en la matière, est loin d'être inutile, et qu'elle donne un sens et un esprit, une vie à beaucoup de dispositions qui autrement paraîtraient mortes et inintelligibles.

Cette étude ne semble pas superflue en ce qui concerne les foires. L'évolution de ces dernières s'est continuée jusqu'au dix-neuvième siècle, époque à laquelle leur caractère a complètement changé. Les foires générales ont définitivement disparu pour faire place à quelques foires spéciales : la foire aux grains, la foire aux bestiaux, la foire aux laines, la foire aux vins, qui se tiennent à des époques très différentes.

La seule foire générale qui subsiste, la foire de la Saint-Martin, a été décrite par un journal local :

« Des centaines de marchands improvisés qui crient : « Les marrons chauds, chauds ! la bonne châtaigne frigolée. » Une douzaine de camelots qui *donnent* des couvertures aux enchères pour cinq ou six francs, c'est-à-dire au double au moins de leur valeur. Les vendeurs d'almanachs nouveaux. Les marchands de gaufres. Quelques bazardiers. Les

(1) De toutes les dispositions antérieures les concernant, une seule subsiste en 1902 : « Il est défendu aux revendeurs et marchands d'aller au-devant des approvisionneurs amenant des denrées et marchandises aux halles centrales, dans le but d'accaparer lesdites marchandises. » Art. 11.

traditionnels brocanteurs enfin, qui exhibent un ou deux casques à pointe ou à chenille, reliques du 30 octobre et de l'occupation prussienne ; ces objets, du reste, arrêtent à peine le passant, l'indifférence croît chaque année, et les collectionneurs eux-mêmes ont remisé sous les combles sabres, fusils et couvre-chefs ennemis, authentiques ou en toc, jadis acquis à prix d'or. Et voilà en quoi se résumait la foire de la Saint-Martin, ces années passées. Pas de bonisseur, rassembleur de foule ; pas la moindre somnambule pour bonnes d'enfants et soldats (1). »

Cette description n'est pas complète, il faut en rapprocher l'article suivant de la *Bourgogne agricole* sur la foire du 10 novembre 1904 :

« Jamais semblable affluence de monde ne s'était vue à l'occasion de cette foire (2).

» Le champ de foire lui-même, ordinairement si mal garni, présentait une certaine animation ; on avait amené une quarantaine de chevaux plus ou moins bons, et cent soixante-dix poulains beaucoup meilleurs qui se sont généralement bien vendus, à des prix variant suivant qualité, de 350 à 600 francs. La race bovine était représentée par quarante-sept vaches, vingt-cinq génisses, vendues à des prix divers, suivant leur valeur ; une trentaine de veaux avaient été également amenés, ils ont trouvé preneurs

(1) Le *Petit Bourguignon*, 10 novembre 1904.

(2) Cela tient en partie à l'ancien usage de payer les fermages et loyers à la Saint-Martin ; beaucoup de paysans viennent à Dijon ce jour-là pour payer leur terme, quelques autres pour se promener, et très peu ont l'intention de faire des affaires.

de 1 franc à 1 fr. 30 le kilo ; les porcs valaient de 0 fr. 90 à 0 fr. 98 le kilo ; les cochons nourains de 35 à 40 francs la pièce ; les petits cochons de 18 à 35 francs la pièce (1). »

Ajoutons enfin que les droits de stationnement à la foire du 10 novembre rapportent en général de 300 à 400 francs, alors que ceux des cinq autres foires ne dépassent jamais une quarantaine de francs (2).

On peut juger par ces chiffres du petit espace occupé par les vrais marchands, étant donné que les attractions foraines y sont comprises.

Voici le tableau de la foire au bétail du 10 novembre 1904, à Dijon (3) :

	AMENÉS	VENDUS
Porcs gras	45	19
Cochons de lait ..	305	159
Vaches	92	60
Moutons	10	6
Chèvres.....	12	10
Chevaux.....	40	18
Anes	18	5

(1) La *Bourgogne agricole* du 12 novembre 1904. — Nous avons entendu dire que les vignerons de la Côte venaient autrefois acheter leur cochon à la foire de la Saint-Martin, et que maintenant ils préféreraient se le procurer auprès du boucher de leur village.

(2) Ces droits sont les suivants : tous les marchands, par mètre de façade et par jour, 0 fr. 40 ; pépiniéristes, le mètre courant et par jour, 0 fr. 10 ; marchands vendant à la criée, par voiture, censée occuper cinq mètres, et par jour, 2 francs ; les bœufs, vaches, taureaux, porcs, chevaux, ânes et mulets, par jour et par tête 0 fr. 20 ; les veaux, chèvres, chevreaux, moutons, agneaux et cochons de lait, par jour et par tête, 0 fr. 10.

(3) En 1903, il y avait 130 chevaux, 40 poulains, 2 ânes, 80 vaches, 33 veaux, 43 cochons gras, 118 cochons maigres, 312 cochons de lait ;

La foire de la Saint-Martin est vraiment bien peu de chose à côté de celle qui a lieu à Autun la première quinzaine de septembre, où il y avait l'année dernière 1,240 paires de bœufs, dont trois seulement valaient moins de mille francs, et où les chevaux étaient également en grand nombre.

C'est que la Saint-Ladre est à la fois une foire générale et une fête foraine, tandis que dans notre ville les foires tendent à se spécialiser de plus en plus.

Ce caractère qui semble vouloir s'imposer chaque jour davantage est, pensons-nous, inhérent à l'état économique actuel de notre pays.

Gardons-nous cependant d'exagérer, car il est évident qu'à toutes les périodes de l'histoire, une certaine spécialisation a dû exister du fait que toutes les marchandises ne pouvaient être mises en vente à la même date. On était forcé de ne vendre les laines qu'après la coupe des toisons et le vin après la vendange, mais néanmoins les foires générales, revenant autrefois à chaque changement de saison, c'était à cette époque que l'on vendait tous les produits de la saison. Et surtout on en profitait pour apporter de très loin des produits exotiques ou, plus simplement, des denrées provenant d'autres provinces.

Un marchand venant acheter des laines à Dijon y apportait son vin afin de s'en défaire ou bien y conduisait du bétail. On vendait un produit pour en rapporter un autre.

et en 1902 : 80 chevaux, 60 poulains, 25 ânes, 61 vaches, 15 génisses, 27 veaux, 67 cochons gras, 125 cochons maigres, 286 cochons de lait et 1 chèvre.

Mais aujourd'hui les choses ne se passent plus de la même façon. Cela tient à des causes diverses parmi lesquelles nous pourrions citer les progrès modernes rendant les communications plus faciles ; l'objet à vendre ne se transporte plus comme autrefois, c'est l'acheteur qui se déplace et va le chercher là où il se trouve.

De plus, la multiplicité des commis-voyageurs et des agents correspondants a également mal servi la cause des foires : on achète sur échantillons sans exiger de voir l'objet lui-même.

Aussi, les grandes foires générales du passé ont-elles disparu et il ne semble pas qu'elles soient appelées à renaître, leur heure est passée (1).

(1) Les journaux locaux souhaitent cependant une foire générale à Dijon.

« Le commerce n'y pourrait que gagner : les étrangers, s'il en venait des quatre coins de la région, nous laisseraient de « l'argent » mignon ». Pour une dizaine de francs qu'ils dépenseraient sur le champ de foire, ils en donneraient bien trois ou quatre fois plus aux commerçants dijonnais.

» Demandez plutôt à Troyes et à Beaune, où les foires ont la vie dure, si la ville n'y trouve pas son compte et un beau compte. Voyez plutôt Marseille où un comité d'initiative s'est formé pour redorer la foire de la Saint-Lazare.

» C'est incompréhensible, en effet, que Dijon n'ait pas sa foire de huit ou neuf jours ; notre ville est centre de communications faciles dans une région riche et populeuse ; la cité est coquette et hospitalière ; les commerces de bouches et autres florissent particulièrement ; les magasins de toutes sortes y sont nombreux et luxueux ; les hôtels, les restaurants et les cafés y pullulent ; on est sûr d'y trouver bonne table, bon gîte et le reste. Les ducs de Bourgogne sont impardonnables de n'y avoir pas établi, il y a quelques siècles, une foire rivale des foires célèbres de Provins et de Troyes, en Champagne. (Nous avons vu au chapitre III que Dijon a justement eu ces foires rivales.)

» Il avait été question déjà, il y a cinq ou six ans, de changer cela et de créer à Dijon une rivale des marchés de Beaucaire, de Moscou,

Il nous paraît bien irréalisable ce rêve d'avoir à Dijon une foire de huit jours. On pourra, en attirant quelques attractions foraines, athlètes ou chevaux de bois, créer une fête durant une semaine, mais non une foire générale, cela nous semble absolument impossible.

Depuis le dix-huitième siècle, toutes les tentatives faites dans ce sens ont échoué ; on pourrait peut-être objecter qu'à la foire de la Sainte-Hostie une affluence considérable se rendait à Dijon, mais ne nous y trompons pas, elle y venait, cette foule, non pour la foire elle-même, mais pour la fête religieuse, le pèlerinage et les processions, antérieures de beaucoup à la création de la foire. Ces assemblées de juin n'ont jamais eu qu'une importance religieuse et présentaient un bien faible intérêt économique.

Les Dijonnais, en général, déplorent surtout l'absence d'une fête foraine plus peut-être que la disparition de la foire commerciale (1). Nous croyons trouver l'explication de cet état d'âme dans le nombre relativement élevé de foires spéciales, très pros-

de Leipzig, d'Amsterdam et de Nijni-Novgorod. L'essai fut même tenté ; mais les forains, après une saison, plutôt malheureuse, boycottèrent notre ville, refusant obstinément le boulevard Voltaire, anciennes allées de la Retraite, dont la municipalité leur avait cependant ouvert larges et grands les bras hospitaliers. C'était trop loin, répondaient-ils ; la foule n'y va pas assez. Et ils ne voulaient que la place Saint-Pierre. » — *Petit Bourguignon*, 10 novembre 1904.

(1) Nous lisons dans *le Progrès de la Côte-d'Or* du 10 novembre 1904 : « Y aura-t-il cette fois plus de mouvement et d'entrain que les années précédentes ? On nous avait annoncé un grand arri-vage de distractions : manèges à vapeur, cirques, ménageries, théâtres ambulants, etc., de toutes ces promesses, rien ou à peu près rien n'a tenu. Il paraît que les forains ne font pas fortune en notre ville pour la Saint-Martin. »

pères, qui se tiennent chaque année dans notre ville et remplacent les grandes foires du passé.

Mais la fête foraine peut très bien ne pas réussir, là où des foires spéciales sont florissantes et nombreuses. Nous citerons tout d'abord une réunion d'une haute importance, appelée le *Congrès des grains*, qui a lieu chaque année le dernier lundi du mois d'août, sur la place Saint-Etienne.

On pourrait craindre, selon l'opinion du président de la Chambre de commerce de Dijon, quelque déclin dans la prospérité de cette foire, si considérable il y a quelques années encore, déclin qui serait le résultat de l'état de choses suivant : le commerce des minotiers a baissé dans des proportions inquiétantes. Des moulins se sont fermés, d'autres se sont transportés près des centres, aux alentours de Paris par exemple et surtout dans le voisinage des ports de mer, au Havre, à Marseille.

Ceux qui subsistent n'ont plus, en général, qu'un intérêt local ; ils ne reçoivent que les grains produits dans la région et subviennent aux besoins d'un rayon assez restreint, l'exportation n'existe plus guère que dans un pays situé à une faible distance de Dijon, la Suisse, qui ne récolte pas assez de céréales pour sa consommation.

De plus, les nouvelles machines à grand rendement, d'origine hongroise en particulier, fonctionnent mieux avec des blés durs, tels qu'en fournissent la Hongrie, la Russie et l'Amérique, qu'avec ceux de notre région, beaucoup trop tendres, et ces différentes considérations sont autant de causes de décadence pour le commerce des grains de notre région, et partant, pour le congrès du mois d'août.

Tel n'est pas entièrement l'avis de M. Delimoges, directeur et rédacteur de la *Bourgogne agricole*, et président de plusieurs syndicats agricoles, qui a bien voulu nous donner les renseignements suivants.

Les moulins qui ont émigré ne seraient que des moulins de fève que l'on a dû transporter soit à Nantes, soit à Charenton (1), tandis que ceux qui s'occupent en général de moudre de la farine de blé sont aussi florissants que jamais (2). Mais il est exact que pour suivre la mode du jour qui exige de la farine très blanche, quoique moins nourrissante, les minotiers ont dû mêler aux grains récoltés dans nos régions quelques blés de provenance russe. Et de cette façon leur chiffre d'affaires n'a pas baissé, comme aussi se sont maintenues les transactions qui se font au Congrès des grains (3).

La foule est considérable sur la place Saint-Etienne : les Suisses, les Allemands, les Belges, les Anglais et les Russes s'y coudoient, mais il faut

(1) Celui de M. Breuil, par exemple.

(2) Les moulins de Plombières, appartenant à M. Troubat, président du syndicat de la meunerie, et ceux de l'Ouche, à Dijon, de M. Blandin.

(3) Voici le compte rendu du Congrès des grains, tenu en 1904 :

« Lundi dernier, s'est tenu le 52^e Congrès des grains : comme toujours, mais plus peut-être encore que les autres années, l'affluence des visiteurs a été grande. Il en était venu un peu de partout, de Suisse, d'Allemagne, de Belgique, d'Angleterre et même de Russie, notre pays était naturellement très bien représenté, surtout le Midi.

» ... En somme, on a beaucoup causé, beaucoup discuté, mais on a fait peu d'affaires. Il ne faudrait pas croire, cependant, que les transactions aient été nulles, on nous a même parlé d'assez gros marchés traités, mais, en somme, nous le répétons, les affaires n'ont pas été en rapport avec le nombre des négociants venus de toutes parts. »

avouer que les négociants étrangers viennent à Dijon surtout pour se voir, se rencontrer, s'informer de la qualité de la récolte, de sa quantité et se donner rendez-vous à Nancy et à Lyon, où les cours s'établiront de façon définitive. Chez nous, ils se contentent souvent d'ébaucher des affaires qui ne seront terminées que plus tard.

Depuis trois années fonctionne la *foire aux laines*, organisée et fondée par un courtier, M. Bonjean, à la suite de difficultés qu'il eut à Reims. La foire de Dijon se tient à la Bourse de commerce aux mois d'avril, mai, juin, juillet et septembre ; elle attire chaque année de nombreux Français et étrangers. Le 28 juillet 1904, il y avait des négociants de Paris, Reims et Sedan, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Italie.

Les laines proviennent en général des départements suivants : Ain, Aube, Aude, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Jura, Drôme, Isère, Indre, Marne, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Orne, Saône-et-Loire, Haute-Saône, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Vaucluse, Yonne, et enfin l'Algérie (1).

L'organisation de cette foire est intéressante. Les ventes se font aux enchères et par adjudication des toisons réparties en diverses catégories, suivant leur qualité.

La *foire aux laines*, quoique bien jeune encore,

(1) *Bulletin* trimestriel de la Chambre de commerce de Dijon, 1904, p. 153 et 154.

réussit parfaitement, et ses succès excitèrent la création d'entreprises analogues (1).

C'est, en effet, une idée semblable qui présida à l'organisation de la *foire aux cuirs et peaux*, que M. Marcel Massin établit dans la halle aux cuirs qu'il créa à cet effet dans la rue des Corroyeurs, où les ventes publiques ont lieu le 7 de chaque mois.

Quant à la *foire aux vins*, qui se tint pour la première fois au mois d'octobre 1904, elle avait été précédée le 31 octobre 1891 d'un essai analogue tenté par M. Savot et le *Syndicat viticole de la Côte dijonnaise*. On avait créé un marché aux vins qui devait se tenir 3, rue Vauban, tous les samedis.

Cette tentative, dont M. G. Martin a retracé l'histoire dans ses conférences sur la vente des vins de Bourgogne, ne réussit pas d'une façon satisfaisante (2). Cet insuccès tint en partie à la nature du

(1) Le 21 avril 1904, 18,000 toisons étaient mises en vente, et 16,000 se sont vendues. Le 1^{er} juillet de la même année, sur 40,000 toisons mises en vente, 38,000 ont été vendues. Le 28 juillet, les 30,000 toisons offertes sont vendues en totalité.

(2) G. Martin, *Essai sur la vente des vins*. *Revue Bourguignonne*, 1904, t. XIV, n° 2. — Nous lisons, p. 131 : « Il était tenu tous les samedis. Les vins de première cuvée des propriétaires ou fermiers récoltants faisant partie du Syndicat de la Côte-d'Or y étaient seuls admis. On doit reconnaître que cette tentative, malgré le zèle et l'intelligence de ses organisateurs, n'a pas réussi. Les producteurs ne se sont pas montrés empressés. Un marché central ne leur paraissait offrir qu'un médiocre intérêt. Il les rapprochait des négociants, mais il ne présentait pas les avantages d'un marché local sur lequel on présenterait les produits d'un cru en bloc, avec des garanties d'authenticité, après entente, entre les producteurs de la localité, sur le prix à demander pour la récolte offerte. D'autre part, le commerce de gros ne pouvait pas accepter volontiers la création d'un marché unique, permettant à tout acheteur de s'approvisionner sans recourir aux négociants. Aussi, le marché de la rue Vauban n'a-t-il pas eu le succès qu'on avait espéré. »

produit mis en vente, du vin, qu'il est très difficile de bien goûter sur échantillons, et qu'il n'est pas très pratique de transporter, logé, sur le lieu du marché (1).

Il serait bien difficile de se prononcer définitivement sur les résultats et sur l'avenir de la foire aux vins de 1904.

Organisée par un simple particulier (2), étranger à la ville comme au commerce des vins, la nouvelle foire ne rencontra pas que des sympathies. Les avis les plus contradictoires ont été émis sur elle par les journaux locaux : nous trouvons d'un côté des jugements sévères portés par certains articles (3), et de

(1) Les choses se passent cependant ainsi à Autun, où les vignerons de la plaine de Nolay amènent leurs vins en fûts sur le marché, quitte à les remporter s'ils n'ont pas trouvé d'acheteurs.

(2) M. Badinier avait déjà monté une foire à Bordeaux, paraît-il.

(3) Citons, par exemple, *La Treille*, organe officiel du Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de la Côte-d'Or.

Voici quelques extraits d'un article paru dans le numéro d'octobre 1904 :

« Ni notre Syndicat collectivement, ni aucun des membres de son bureau ou de la Chambre syndicale, ni aucun des membres du Syndicat n'a été l'instigateur de la foire aux vins de Dijon.

» Nous ne l'avons pas voulue.

» Nous ne l'avons pas approuvée.

» Nous lui avons refusé notre patronage.

» Nous n'y avons rien exposé ni fait exposer et — qui mieux est — nous avons détourné nos amis de s'y intéresser en quoi que ce soit.

» ... La foire aux vins de Dijon a été une entreprise privée, issue de l'association momentanée formée par le propriétaire d'un local et un entrepreneur d'expositions. »

L'Institut œnologique de Bourgogne se conduit vis-à-vis de cette entreprise comme vis-à-vis de tout propriétaire ou négociant.

« Toute autre prétention de la part des entrepreneurs de la foire est du bluff. »

Le *Bulletin* trimestriel de la Chambre de commerce de Dijon, année 1904, p. 191, nous donne, avec de très intéressants renseignements, la lettre adressée par M. Dumont à M. Badinier à ce sujet.

l'autre des discours laudatifs, tel par exemple celui où M. Marguery, président du Syndicat de l'alimentation parisienne et président d'honneur du jury de la foire aux vins de Dijon, qualifie *l'affaire aussi colossale* qu'a été cette foire de *fructueuse à tous les points de vue* et de *succès complet* (1).

(1) Voici son discours *in extenso*.

« MESSIEURS,

» Permettez-moi de vous remercier de m'avoir désigné comme président d'honneur de la Foire aux vins de Dijon. J'en suis très flatté.

» Avant tout, Monsieur le Président et Messieurs, je vous déclare que j'assiste ici à une première manifestation viticole faite en faveur des vins de Bourgogne dont personne ne se rendait un compte exact de l'importance qu'elle pouvait avoir.

» Je suis Bourguignon, et à ce titre il ne m'était pas permis de me désintéresser d'une œuvre qui aura été fructueuse à tous les points de vue.

» Sans doute, vous n'avez pas rencontré, dès le début, que des concours bienveillants. En le constatant, je le regrette, mais je suis certain que tous ceux qui se sont trompés seront sûrement des nôtres l'an prochain.

» Tenter une affaire aussi colossale que l'installation d'une foire aux vins à Dijon : c'était avoir beaucoup d'audace. L'homme qui n'a été encouragé que tardivement dans la tâche difficile qu'il a entreprise méritait un autre accueil que celui du début.

» Il n'y aura, dans toute la Bourgogne, que des bénéficiaires de la Foire aux Vins ; le commerce dijonnais en retirera un grand profit.

» Partout, en France, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, en Hollande, la presse entière a chanté les louanges — d'ailleurs méritées — de nos vins. Ceci, grâce à la publicité savamment faite. Vous avez eu des collaborateurs dévoués qui n'ont reculé devant aucun sacrifice : ni travail, ni argent.

» Eh bien, messieurs, je vous l'assure, j'aurais voulu vous consacrer beaucoup plus de temps que les quelques bons instants que j'ai le plaisir de passer en votre compagnie ; mais, dès maintenant, vous pouvez compter sur mon concours plus actif pour l'an prochain.

» J'ajouterai même, et j'y tiens, que je n'entends pas seulement

En présence d'opinions aussi divergentes, il nous avait semblé de quelque utilité de connaître l'avis du président du *Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de la Côte-d'Or* (1), celui du président du *Syndicat viticole de la Côte dijonnaise* (2), et enfin celui de M. Martin, professeur à la Faculté de Droit, qui s'est occupé spécialement de la question de la vente des vins.

Tous ces messieurs m'ont paru unanimes sur l'excellence du principe, mais aussi sur le peu de succès que la tentative de 1904 a remporté ; les vigneronns hésitaient à envoyer leurs échantillons, le commerce n'était pas très porté à faire des affaires sur la foi d'échantillons qui se goûtent mal, et les

vous aider de mes conseils, mais, pour un travail aussi important, mon concours pécuniaire vous est acquis.

» En terminant, et après avoir constaté que tous les vins qui vous ont été présentés sont véritablement de qualité supérieure, je veux adresser des félicitations à tous les producteurs de la Bourgogne qui sont venus se grouper ici.

» On vous a exprimé un désir : c'est que l'an prochain, la foire soit installée plus au centre de Dijon. Messieurs, je me rends à cet avis. M. Daval a bien voulu vous faciliter cette année. Tous, nous l'en remercions. Son local est merveilleusement approprié, mais il est un peu loin de la ville. Il nous choisira pour la prochaine fois un endroit qu'il aménagera tout aussi bien. Nous l'en chargeons dès à présent.

» Enfin, Messieurs, vous ne pouviez pas espérer un succès plus complet.

» Je vous en félicite une nouvelle fois, ainsi que votre dévoué commissaire général. »

M. S. Lhote avait dit : « Homme d'affaires et de progrès, je suis heureux de collaborer à la *première* grande manifestation dijonnaise qui fera époque pour le relèvement des vins de notre belle contrée. »

(1) M. Charles Dumont.

(2) M. A. Savot.

rare étrangers venus la foire, attirés par la réclame, ont été quelque peu désappointés (1).

Quoi qu'il en soit, le jugement porté sur la foire aux vins ne saurait être définitif après le seul essai de l'année dernière. Si en 1905 elle a encore lieu, et cela est fort probable, la direction en sera prise par des gens compétents, par le Syndicat des vins, et alors, peut-être, aura-t-elle plus de chances de réussir.

Toutes ces tentatives sont la preuve que les foires de Dijon traversent une période de transition, de tâtonnements, pendant laquelle on ne peut que souhaiter bonne réussite à ceux qui s'efforcent de les « redorer ».

Par contre, ne devons-nous pas nous féliciter de l'importance et de la belle tenue des différents marchés de Dijon, des marchés spéciaux comme du marché des comestibles (2).

La grande affluence de monde qui rend difficile la circulation dans les rues avoisinant les halles centrales, le nombre des messagers et vivandiers qui de plus de soixante kilomètres à la ronde viennent régulièrement approvisionner notre ville, cela suffit à démontrer la prospérité de notre marché.

(1) Il faut ajouter, pour être exact, que l'hostilité de Beaune « très fière de sa foire aux vins » a été pour quelque chose dans cet insuccès.

(2) Le marché des pailles et fourrages est très prospère. Au cours de l'année 1904, 1,560 voitures de foin nouveau et 1,103 voitures de paille nouvelle ont été amenées sur le marché de la place du Trente-October.

Le marché aux bestiaux est non moins florissant : 9,710 porcs et 8,668 moutons ont été amenés au marché en 1904. 20 taureaux, sur 22 amenés, ont été vendus ; 220 bœufs sur 306, et 641 vaches sur 729

Cet optimisme n'est pas partagé par tous nos concitoyens d'une façon unanime. Dans les différents interviews que nous avons eus avec plusieurs personnalités dijonnaises, dans la conférence de M. Dumont (1), sur *la situation des grands marchés européens*, au point de vue de l'exportation des produits du sol, nous avons pu recueillir et puiser les renseignements suivants qui nous dépeignent les marchés de Dijon sous des couleurs moins brillantes.

Pendant l'hiver rigoureux de 1879-1880, beaucoup d'arbres fruitiers ont péri de la gelée et n'ont pas été remplacés, depuis la production du fruit a considérablement diminué.

ont été également vendus. Voici le tableau de quelques marchés du lundi en 1905 :

	VEAUX		PORCS	
	AMENÉS	VENDUS	AMENÉS	VENDUS
23 janvier	32	32	34	26
13 février	50	50	14	14
27 février	50	50	34	30
6 mars	41	41	30	24
13 mars	51	51	45	32
20 mars	48	48	23	15

Très prospère aussi, le *marché aux grains* du samedi, place Saint-Etienne.

Il existe un train spécial, ne fonctionnant que le samedi, dans le but d'amener à Dijon, vers 1 heure et demie, les agriculteurs des environs. Ce train part de Seurre à midi. Sur les autres lignes, il n'a pas été besoin d'en établir car, parmi les nombreuses arrivées de la journée, il y en a une qui coïncide avec l'ouverture du marché. Arrivée d'Auxonne à 1 h. 45, d'Is-sur-Tille à 1 h. 56 (à 1 h. 45 à Porte-Neuve), de Fontaine-Française à 2 h. 5, des Laumes à midi 24, de Beaune à 11 h. 56 et 2 h. 10, de Saint-Seine, enfin, à 1 h. 53.

(1) Jobard, Dijon, 1903.

Même dans la bonne saison, le marché de Dijon en est « particulièrement mal approvisionné : les fruits y sont rares, pas beaux, mal présentés et d'un prix, malgré cela, relativement fort élevé (1) ».

Aussi, l'infatigable et zélé M. Dumont, aidé de M. Vercier, professeur d'horticulture, fit une tournée de conférences à Dijon et dans la région, afin de pousser les paysans à replanter des arbres fruitiers.

Ceux-ci, disait-il, « disparaissent, soit qu'ils tombent sous le poids des ans, soit à la suite des intempéries. On ne les remplace plus, sauf dans quelques régions, qui vivent et vivent bien de la vente des fruits (2). »

Le fruit ne serait pas seul à se faire rare, et la même indifférence des paysans bourguignons existerait à l'égard de la production de la volaille.

« On délaisse celle-ci comme on délaisse le fruit, et le peu qu'on en fait suffit à peine à approvisionner nos marchés. La volaille et les œufs sont relativement rares et chers sur notre marché de Dijon (3). »

Ce tableau est peut-être un peu noir. Non, la prospérité des marchés de Dijon n'est pas menacée ;

(1) Conférence de M. Dumont, p. 12.

(2) Cette opinion ne peut s'appliquer à l'année 1904, qui a été exceptionnellement productive de fruits. On s'en est aperçu au marché, par le chiffre du pesage, qui s'éleva à 1,094 fr. 50, alors qu'il n'était en 1903 que de 498 francs, et de 944 francs en 1902.

(3) M. Dumont, conférence précitée, p. 13. — M. Dumont se heurta à l'apathie insurmontable des paysans, lorsqu'il les invita à suivre l'exemple des pays voisins (Italie, Autriche) dans la culture des fruits et des légumes et la production des volailles et des œufs. La France, avec son sol si fertile et son climat, devrait avoir le premier rang dans l'exportation de ces denrées

tout au contraire, elle accroît encore chaque année (1).

Il est vrai cependant que les prix des fruits, des légumes et de quelques autres denrées y sont élevés et d'un tiers supérieurs à ceux de Lyon, par exemple; mais la raison de cette cherté, il faudrait peut-être la chercher dans l'élévation des tarifs, qui ont atteint la dernière limite, le maximum, car la rareté des fruits, si encore elle est certaine, dans la Côte-d'Or, est compensée, pouvons-nous dire, par l'importation des départements voisins; on pourrait citer quatre ou cinq marchandes qui viennent régulièrement de Lyon deux fois par semaine, sans compter tous les négociants du nord ou du midi de la France qui ont à Dijon des représentants et leur envoient à chaque marché des fleurs, des fruits, du poisson, de la volaille, etc.

Les produits indigènes sont concurrencés sur notre marché par des produits exotiques; depuis quelques années, en effet, nous y trouvons des fruits secs tels que « pommes, poires, pêches, abricots et même des pruneaux, dont nous faisons nos compotes d'hiver, et qui nous arrivent tout droit de Californie (2) ».

Aussi semble-t-il qu'il soit exagéré de penser que le marché de Dijon est mal fourni en légumes,

(1) Nous avons pu nous procurer les chiffres des revenus que les taxes à percevoir au marché donnent à la ville. Nous voyons que ces revenus s'élèvent : en 1901, à 107,661 fr. 35; en 1902, à 112,418 fr. 70; en 1903, à 113,462 fr. 25; et en 1904, à 119,677 fr. 90.

(2) Dumont, conférence précitée, p. 12. — On peut trouver également à Dijon, des oranges d'Espagne, des fleurs du midi de la France, du gibier d'Allemagne (lièvres) et de Russie, etc.

fruits ou volaille, mais ce qui est parfaitement exact, c'est de déplorer que ce marché ne soit pas suffisamment approvisionné par les régions immédiatement avoisinantes, qui ne saisissent cette occasion qu'elles auraient de s'enrichir et la laissent à d'autres dont la prospérité nous intéresse peu. M. Dumont a tenté de créer des syndicats de producteurs (1) pour l'exportation des produits de la campagne.

Ces groupements d'intérêts similaires seraient très utiles « pour rechercher les débouchés, guider les intéressés dans les moyens de produire, de récolter, d'emballer, toutes choses si importantes ; pour grouper les produits, les expédier à bon compte, en faisant profiter les grosses masses des tarifs de chemin de fer réduits, inapplicables aux petites expéditions ; pour enfin toucher et répartir les sommes représentant le prix de vente des denrées livrées (2) ».

M. Dumont ne réussit pas à former ces groupements, car il rencontra la mauvaise volonté des intéressés eux-mêmes. Peut-être eut-il fallu commencer par habituer les paysans à approvisionner le marché de la ville et à lutter de cette façon efficacement contre l'importation étrangère en y conduisant régulièrement les produits de leur coin de terre.

(1) M. G. Martin, pour la vente et l'exportation du vin, pousse à la création d'une *Fédération bourguignonne*, « dont le point de départ était la création de caves syndicales, de marchés aux vins. Puis, nous réclamions l'union des grands commerçants avec les producteurs ainsi organisés. » *Loc. cit.*, p. 141.

(2) Dumont, conférence précitée, p. 33.

Et puis, si nous jettons un coup d'œil du côté de l'avenir, ne pourrions-nous concevoir un certain rôle futur du marché dans l'exportation ; avec les facilités incomparables qu'il offre aux accumulations de marchandises, ne pourrait-il devenir l'adjuvant de ces syndicats de producteurs que M. Dumont, avec un zèle intelligent, a tenté de créer (1) ? Il leur fournirait un lieu d'opération et permettrait, grâce à la foule qu'il attire, l'entente sur les prix. Le marché faciliterait le triage des fruits, leur centralisation, leur expédition et surtout leur *groupage*.

Tel est le rêve de l'avenir, dont les consommateurs dijonnais tireraient, eux aussi, de précieux avantages.

(1) M. G. Martin, dans ses conférences précitées, nous dit, p. 149 : « C'est une vérité banale d'affirmer la nécessité pour les commerçants et pour les industriels ayant les mêmes intérêts généraux à défendre, de concentrer leurs efforts afin d'être plus aptes à la lutte commerciale, autrement difficile au début du vingtième siècle que par le passé... » Et plus loin : « Le progrès et le succès sont dans l'union et non dans l'isolement. »

APPENDICE

DOCUMENTS

INTÉRESSANT L'HISTOIRE DES FOIRES ET MARCHÉS

A DIJON ⁽¹⁾

I.

C'est la manière comment lon doit paier paages
et ventes de toutes choses que lon vent à
Dijon ou qui passent par la ville de Dijon
cest assauoir des choses qui s'ensuigent :

Des bestes,
des cuirs des bestes,
dou fer,
de la saul,
dou blef,
dou pain,
dou fruit,

des auls, des oignons,
des eschalonges,
dou mie et dou sayn,
des peaulx dalnes,
des pains doint,
des pains de suif,
dou vin,

(1) Ces documents sont extraits du : « Cartulaire des chartes et lettres appartenans à la ville et commune de Dijon, tant en latin comme en françois », f^{os} LXXII à LXXVII. — Archives municipales, B. 22, 11 (B, 14 de l'inventaire). — Bibliothèque municipale de Dijon, n^o 739 (446), f^{os} xxv et suivants. — Copie.

des laines,	dou seurmontant,
des draps,	des harens,
des dizdraps et laines,	de la robe, ¹
des bales,	de la baterie,
des toiles,	des raiz,
dou chenoue,	des poz de terre,
dou file,	des peaulx de cheuvoz,
dou loile,	des peaulx de connins,
de la graine du pourre,	des peaulx de seuvuelz,
dou lin,	de la cendre de fouchiere
de la cire,	pour tanner,
dou poinre,	des faucilles.
dou commin,	

I. — *Des bestes.*

Li cheuaulx ferrez paiera iii deniers de paage et iii deniers de vente se lon vent le dit cheual à Dijon.

Et le cheual defferré maale paiera ii deniers de paage et ii deniers de vente.

La jument ferrée paiera ii deniers de paage et ii deniers de vente se il est vendue en la dicte ville.

Et la jument defferrée paiera i denier de paage et i denier de vente.

Le buef, le porc, lasne doiuent chascun i denier de paage et i denier de vente se ils sont venduz à Dijon.

Le chastron paiera i denier de paage et i denier de vente.

La vaiche, la brebis, la truie, l'asnesse paiera chascune une obole de paage et une obole de vente se elles sont vendues à Dijon.

Dou bouc lon paiera pour chascun ii deniers de paage et ii deniers de vente.

II. — *Des cuirs des bestes.*

Le cuir de cheual, le cuir de buef paieront 1 denier de paage et 1 denier de ventes.

Le cuir de vaiche paiera une obole de paage et une obole de vente.

La douzaine des peaulx de chastrons doit pour chascune douzaine 1 denier de paage et 11 deniers de vente et autant pour chascune xii^e de peaulx de brebis.

La douzaine de peaulx de chieuve et la douzaine de peaulx de bouc doit pour chascune douzaine 11 deniers de paage et 11 deniers de ventes.

Du cuir de buef quant il sera en trois pièces lon en paiera 1 denier de paage et se il est vendu à Dijon il paiera de chascun 20 sols 11 deniers de vente.

Li vachins entiers paiera une obole de paage et une obole de vente, et se il est en trois pièces detrouchiez, il paiera 1 denier de paage et de chascun 20 sols 11 deniers de vente.

III. — *Du fer.*

La charretée de fer a un cheual doit 11 deniers de paage et se lon vent le fer à Dijon, lon paiera de chascune 20 sols 11 deniers de vente.

Et se lei charretée de fer est a deux cheuaulx, elle paiera 8 deniers de paage et la vente dessus dicte.

IV. — *De la saul et du blef.*

La charretée de saul a un cheuaul paiera 11 de-

niers de paage (1) et ii deniers de vente et se la charretée de saul est a ii cheuaulx, elle paiera viii deniers de paage et deux deniers de vente (2).

Li cheuaulx chargiez de saul paiera iii deniers de paage et une obole de vente (3). La charretée de blef a un cheuaul et a deux cheuaulx paiera ainsi comme de la saul.

Li cheuaul chargiez de blef paiera un denier de paage et une obole de vente. Et se uns homms apporte sur son col un quartaul, ou trois carteromches ou demi quartaul de blef, il paiera un denier de vente et se il apporte une carteromche il paiera un denier de vente.

V. — *Du pain et du fruit.*

La charretée du pain et la charretée de fruit ne doit point de paage, mais chascune doit deniers de vente.

VI. — *Des aulx et des oignons.*

La charretée d'aulx, la charretée doignons, la charretée deschaloignes en gerbe paiera chascune charretée une gerbe de paage et une gerbe de vente; et la charretée doignons en sacs doit ii deniers de vente et ne paiera point de paage.

VII. — *Du miel et du sayn.*

Vn muy de miel et un de sayn paiera xii deniers de paage et xii deniers de vente pour chascun muy.

(1) « La charretée de sel à 1 cheval doit iii deniers de paage et ii de vent... » B. M., 739 (446).

(2) « Et la vente ne se muc... », dit le manuscrit précité.

(3) Le manuscrit précité ajoute : « Et du blef il est ainsi comme du sel .»

VIII. — *Des alnes.*

La douzaine de peaulx dalnes doit un denier de paage et un denier de vente.

IX. — *De loint et du suif.*

Le pain doint et le pain de suif chascun pain paiera un denier de paage et une obole de vente.

X. — *Du vin.*

De la charretée de vin le premier muy paiera iiii deniers de paage et des autres muys qui sont de remegnant chascun muy paiera trois deniers de paage et paiera con de chascun muy pour la vente de ce qui sera acheté en ceste ville deux deniers.

La quoue de vin qui est sur une charrote qui vient de fors se elle est soutaine, elle doit vi deniers de paage. Et se il a sur une charrote deux quoues, les deux quoues paieront xi deniers de paage. Et les trois quones de vin qui sont sur une charrote paieront xvi deniers de paage et non plus. Et se il y a deux quoues et un pinceon de vin sur une charrote on en paiera xiiii deniers de paage tant seulement sil vient defors.

Et li chers qui sera chargiez en ceste ville de vin paiera deux sols de paage et iiii deniers de vente et se un cher est chargé de vin qui viegne de fors, il paiera deux sols de paage tant seulement.

XI. — *De la laine et des bales de laine.*

Li trousseaul de laine doit xii deniers de paage et

se lon vent la laine en ceste ville lon paiera de chascun xx sols iii deniers de vente.

Et des bales de laines ou de draps chascune bale paiera iii deniers de paage et ainsi est que l'on maine au pois les dictes bales chascun trousseau paiera xii deniers de paage et est assauoir que li trousseaul doit peser iii pesans. Et est assauoir que la bale de laine ou de draps vient en la ville de Dijon et que l'on l'apportoit sur cheuaulx se elle vient au trauers du cheual elle paiera xii deniers de paage et se le cheual porte deux bales une a dextre et lautre a senestre du sony chascune bale paiera iii deniers de paage. Et se les dictes bales sont vendues à Dijon lon paiera de chascune xx sols iii deniers de vente et non plus.

XII. — *Des toiles.*

Li trousseau des toiles paiera xxii deniers de paage et se le dictes toiles sont achetées à Dijon lon paiera xx sols iii deniers de vente et de [...] toiles un denier de vente.

XIII. — *Du chenoue.*

La charretée de chenoue à un cheual paiera iii deniers de paage et se li chenoues est achetée à Dijon, lon paiera de chascun xx sols iii deniers de vente et se la charretée de chenoue est a deux cheuaulx elle paiera viii deniers de paage. Et se li diz chenoues est sur la charrote en trousseaulx chascun trousseaul paiera xi deniers de paage. Et se li diz chenoues est achetez à Dijon lon paiera de chascun xx sols iii deniers de vente.

XIV. — *Du filey.*

Le trousseau de file doit xi deniers de paage.
Et se li filez est achetez à Dijon lon paiera xx sols
iii deniers de vente.

XV. — *De loile.*

De la somme doile lon paiera iii deniers et une
obole de paage et iii deniers et une obole de vente.

XVI. — *De la graine de pourre.*

Li trousseaulx de graine de pourre doit xi deniers
de paage et se li diz pourres est achetez à Dijon lon
paiera de chascun trousseau de graine de pourre
xx sols iii deniers vente.

XVII. — *Du lin.*

La douzaine dou lin doit un denier de paage et
un denier de vente.

XVIII. — *De la cire, du poiuve et du commin.*

De la cire, du poiuve, dou commin, li trousseaulx
paiera xi deniers de paaige et de chascun xx sols
iii deniers de vente se lon les vent à Dijon.

XIX. — *Du surmontant.*

Li surmontans ne doit ne paaige ne vente.

XX. — *Des harens.*

Dou millier de harens sil ny a que un millier il
paiera iii deniers de paage et xx harens de vente.

XXI. — *De la robe.*

Dou trousseau de robe lon paiera xii deniers de paage. Et se lon vent la robe en la ville de Dijon lon paiera de chascun trousseau xx sols iii deniers de vente.

XXII. — *Du poulenge.*

Vne piece de poulenge paiera ii deniers de paage et se lon vent à Dijon le dit poulenge lon paiera de chascun xx sols iii deniers de vente.

XXIII. — *De la batterie.*

Li trousseaul de la batterie paiera xi deniers de paage et de chascun xx sols iii deniers de vente.

XXIV. — *Des raiz.*

La charretée des raiz paiera iii raiz de paage et ii raiz de venté.

XXV. — *Des poz de terre.*

La charretée de poz de terre paiera iii poz de paage et ii poz de vente.

XXVI. — *Les peaulx de connins.*

Lou trousseau de peaulx de connins descureulx et de lieuves lon paiera xi deniers de paage et de chascun trousseaul xx sols iii deniers de vente, Et du cent de peaulx de cheuros lon paiera ii deniers de paage et iii deniers de vente.

XXVII. — *De la cenre.*

La charretée de cenre a un cheval paiera iii

deniers de paage et ii deniers de vente. Et se la charretée de cenre est a deux cheuaulx elle paiera viii denier de paage et iii de vente.

XXVIII. — *Des faucilles.*

Des faucilles lon ne paiera ne paage ne ventes.

II.

Ce sont les villes environ Dijon qui ne doiuent
ne paage ne ventes mais qu'en la foire de
toussains.

Talant,	Clenay,
Fontaines,	Oigner,
Plombieres,	Bretigner,
Velers,	Norges la Ville,
Lanthannay,	Li pons de Norges,
Pasques,	Ballefons,
Prunois,	Poilleu,
Darrois,	Saint Apolonier,
Estaules,	Sulley,
Achaigner Sainetesor,	Varoies,
Le Vault de Suzon,	Chaignot,
Ahuit,	Orgeulx,
Vantous,	Courtarnoul,
Messigner,	Aceaulx,
Saint Julian,	Acelot,
Flacer,	Arc-sur-tille,

Maigner sur tile,	Trimolois,
Fauerney,	Chenoues,
Tard,	Marcennay,
Rouure,	Couchey,
Thourey,	Fixins,
Breteniere,	Fixey,
Faenay,	Broichons,
Chaigner Saint Saul-	Geurey en Montaigne,
ueour,	Les bordes soubz Geurey,
Courcelles en Maluans,	Sathenay,
Cutigney,	Barges,
Mirandes,	Saulon li Rue,
Nuilley,	Noyron,
Ouges,	Courcelles ou bois,
Lonuy,	Pichanges.
Demois,	

III.

Ce sont les villes environ Dijon qui doiuent
paage et non vente, et non paage ou demi
paage et toute la vente.

Gemeaulx doit paage et vente.

Pontoige paage et vente.

Montot paage et vente.

Fleurey paage et non vente.

Aiserey paage et vente.

Baisey paage et vente.

Saint-Julian paage et vente.

Bèze paage et toute la vente.

Item il est assauoir que se aucuns passe par Dijon qui face mener aucune chose qui doige paage et ait paie le paage à Dijon de ce qu'il maine et il vende ce qu'il maine fors de Dijon et des deniers de la vendue lon achetoit autres denrées qui passient par Dijon lon ne paiera du retour point de paage se lon na emploie autres deniers que des deniers des denrées de quoy lon a paagie à Dijon de quoy cilz qui maine les denrées sera eueu par son serement.

Item il est assauoir que nulz de la ville de Dijon ou de dens la banlieue ne paiera à Dijon ne paage ne vente de quelque chose qu'il achetoit ou vende de dens la ville de Dijon ou de fors de quelque marchie que ce soit.

Item il est assauoir que se aucun achate fors de Dijon aucune marchandise et promette a paier les deniers de valour au lieu ou la dicte marchandise est achetée a aucun certain terme. Et la dicte somme de pecune ne soit mie paiee du credeur au lieu et au terme conuenancie se li marchant cui lon doit vient querre à Dijon la dicte somme de pecune.

IV.

C'est la manière de paier les ventes de la foire de toussains⁽¹⁾.

En la foire de la toussains les gens deglise paie-

(1) Dans le manuscrit de la Bibliothèque municipale 739 (446), f^o xxix r^o, la charte de la foire de la Toussaint commence par ces

ront de quelque lieu qu'ilz soient la vente es trois marchiez de la foire de toussains des choses qui sensuignent.

Du fruit.

Dou fruit la charretée soit a un cheual ou a plusieurs et ou se lon la maine sur cheual ou se lon l'apporte à col lon paiera un cent de fruit de quelque fruit que ce soit. Et se plusieurs personnes amainent fruit sur une charrote à Dijon lon paiera sur une chascune un cent de fruit de quelque fruit que ce soit. La charretée descuelles de taillours et de poz de terre paiera de chascune charretée un cent.

Des harans chascune charretée paiera un cent de harans et quiconques apportoit à Dijon ou marchié en ladicte foire de toussains plus dun cent de harans il paiera un cent de vente.

De la saul lon paiera de chascune charretée i rase et se la saul vient en saulignons lon paiera de chascune charretée quatre saloingnons.

Li aule de la marchandise chascun estaul paiera v sols fors que deux estaulx qui sont en la dicte marchandise qui sont frans.

Les sargilleux paieront de chascun estaul iii solz

mots : « La foire de la Toussains tousiours est devant la Toussains et dure iii marchiez principaux plus prouchains devant la Toussains. Cest assauoir deux mercrediz et ung samedi ou ii samediz et ung mercredi en telle manière que nulz ne vendra ou marchie nuf durant la dicte foire fors que ou marchié viez ou quel touz paieront les gens des eglises de quelque lieu que ils soyent les rentes et les ventes de la dicte foire aux diz iii marchiez, en telle manière que une personne ne paiera que une foiz esdiz iii marchiez des choses en la manière qui sensuit. »

et se uns homs apporte sur son col un sargil et il le posoit à terre pour vendre il paiera trois solz car lon tient a estaulaige ce qu'il vent en la dicte place et par tant il est quittes tous les trois marchiez de la dicte foire de la toussains. Et se li homs qui apporte son sargil ou sa pièce de drap en la dicte foire et ou le vende ou annoit entre ses bras, il ne paiera riens. Et se uns homs saintuaus achate une aulne de drap ou de sargil il paiera un denier. Et se li dis homs saintuaus achate demie aulne de drap ou unes chaues neufues ou viez, un chaperon viez ou neuf il paiera une obole pour chascune pièce.

Li estaulx des mesgiciers (1) un chascun estaul paiera xii deniers pour toute la foire.

Li estaulx des changeurx et des estaceneux un chascun estaul paiera iii solz en la dicte foire.

Les estaulx des coifieres un chascun paiera xii deniers en la dicte foire.

Les saunieres qui vendent a estaul en la dicte foire fors de lor maisons dautre part la vie en tele manière que la vie commune soit entre sa maison et son estaul paieront de chascun estaul xii deniers.

Les ointeres qui vendent a estaul et li estaulx de la petite mercerie cest assauoir ceulx qui vendent fers et aguilles et menues merceries et les petits sauatiers (2) paiera un chascun iii deniers en la dite foire.

(1) Le manuscrit précité dit : « Ung chascun des mesgissiers... »

(2) Le manuscrit précité ne parle que des *ointieres* et de la *petite mercerie* et dit : « Chascun estal paiera 11 sols. » Il oublie également à l'alinéa suivant la *grant mercerie*.

Li estaulx de la grant mercerie paiera deux solz chascun.

Toute li maisons de la peleterie paiera XLVIII solz.

Li estaulx des grans sauetiers paiera chascun deux solz.

Li estaulx de la freperie paiera chascun XII deniers.

La charretée de pain paiera III deniers de vente en la dicte foire de quoy les II deniers sont de la vente au preuost.

La corbeille des tauernies en laquelle lon porte gaiges pour vendre paiera chascune III deniers.

Et est assauoir que li maisons des formaules de lez champ chapiaul doit X solz à la ville de Dijon.

Item la maison Henry de saint benigne qui est en chiex lui ioignant aux murs de la ville de Dijon doit V sols (1).

V.

**Ce sont cil qui doiuent le plait generaul
et comment on le paie.**

Toutes manières de gens de Dijon qui sont de metier excepté les hommes du viconte et les hommes des eglises cestassauoir de Saint Benigne et de Saint

(1) B. M., le manuscrit précité ajoute : « Item la maison Anseriy qui est à la porte du fermerot. »

Les estaux des boulengiers sont frans et est assauoir que les gens du viez conte ne paieront rien en la dicte foire de Toussains.

Estienne silz sont femmes et maris paieront viii deniers du plait général et se li homs na point de femme ou la femme point de mari il ne paiera que iiii deniers du plait général.

VI.

Ce sont les metiers qui doiuent le plait
generaul.

Tixerans de toiles.

Tixerans de draps.

Boulengiers.

Frepiers.

Cordouanniers.

Courroiers daucerre.

Courroiers de bourses et de braïex.

Peletiers de cuirien.

Gantiers.

Borreliers.

Celiers.

Pourpointiers.

Ahenreux (1).

Tanneurs.

Chandeliers.

Sauetiers.

Peletiers de brayes et de chemises.

(1) Ce mot manque dans le manuscrit précité.

Facez de laz de brayez et de fil.
Chauderonniers.
Guayniers.
Potiers destain,
Et gariteliers.

VII.

Ce sont ceulx qui sont frans du plait generaul
et qui riens nen doiuent.

Tailleurs de robes.
Serruriers.
Mareschaulx.
Parcheminiers.
Courroieurs de peaulx et de maisgeis.
Courroieurs de peaulx de cordouen et de mouton.
Coiffieres de toile et de soye.
Tixerans de cueuuiechiefz.

Et tixerans dorans que sont queuvechiefz qui
nont que un pie de large que lon vant en lan-
guedoc (1).

(1) Le manuscrit précité ajoute à cette énumération « orfeures, changeurs, chapuz estaceniens, feures, ferronniers ».

TABLE DES MATIÈRES

DE LA PREMIÈRE PARTIE

LES FOIRES ET MARCHÉS A DIJON

ESSAI D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE

	Pages
INTRODUCTION	3
CHAPITRE PREMIER. — Les foires et marchés et les communautés religieuses	11
CHAP. II. — Les foires et marchés et la commune . .	27
CHAP. III. — Les foires royales	49
I. — Les foires du quinzième siècle à la Révo- tion	49
II. — Lutte contre les forains	58
CHAP. IV. — Les marchés du quinzième siècle à la Révolution	63
CHAP. V. — Les foires et les forains à l'époque moderne.	81
CHAP. VI. — Les marchés à l'époque moderne. . . .	99
I. — Les marchés	100
§ 1 ^{er} . — Subsistances	100
§ II. — Emplacements et jours	109
§ III. — Règlements de police	123
II. — Les revendeurs.	135
CONCLUSION	143
APPENDICE.	167

ERRATA

P. 10, 8^e ligne, lire : *M. Germain Martin*, au lieu de : *M. Germain-Martin*.

P. 23, 6^e ligne, lire : *finit par lui accorder*, au lieu de : *finit par leur accorder*.

P. 29, 13^e ligne, lire : *les communautés*, au lieu de : *ces communautés*.

P. 40, 1^{re} ligne, lire : *la mairie établit*, au lieu de : *la mairie établira*.

P. 44, 6^e ligne, lire : *2 deniers*, au lieu de : *1 denier*.

— 7^e ligne, lire : *1 denier*, au lieu de : *2 deniers*.

— 8^e ligne, lire : *4 deniers*, au lieu de : *2 deniers*.

— 9^e ligne, lire : *2 deniers*, au lieu de : *4 deniers*.

P. 115, note 2, 2^e ligne, lire : *15 mai 1792, l'Etape...*, au lieu de : *15 mai 1792. — L'Etape*.
